

République Gabonaise

TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE

**SITUATION 1995
PERSPECTIVES 1996**



N°26 - MARS 1996

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE

Ministère des Finances, de l'Économie,
du Budget et des participations

TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE

SITUATION 1995

PERSPECTIVES 1996

Tableau de bord de l'économie

Placée sous l'autorité du Ministre chargé de l'économie, la **DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE** (DGE) a été créée par le décret n° 1207/PR du 17 Novembre 1977. Elle a pour missions :

- d'analyser, d'orienter et de promouvoir l'économie nationale;
- de déterminer la stratégie économique de L'État;
- de contrôler et d'orienter les secteurs clés de l'économie nationale;
- d'élaborer des prévisions à court terme;

La DGE est organisée en quatre directions :

• ***Direction des Institutions Financières (DIF)***

Missions :

- étudier les principales grandeurs monétaires et financières;
- analyser régulièrement les flux économiques et financiers avec l'extérieur;
- participer aux travaux du Conseil National du Crédit, Comité monétaire et Commissions de contrôle des banques.

• ***Direction des Programmes Sectoriels (DPS)***

Missions :

- étudier les grands secteurs de l'économie;
- suivre les dossiers de tutelle et de contrôle des entreprises parapubliques.

• ***Direction des Études Macro-économiques (DEM)***

Missions :

- étudier les principales grandeurs économiques;
- étudier les outils de la puissance publique;
- analyser l'impact économique du budget de L'État.

• *Direction des Synthèses économiques (DSE)*

Missions :

- assurer la synthèse de l'ensemble des informations économiques et financières; élaborer les prévisions économiques;
- préparer et présenter à la Direction Générale tous les dossiers de politiques économiques.

⇒ *Instruments d'études*

- Modèle MEGA (modèle de l'économie gabonaise) :
modèle bisectoriel de prévision à court terme;
- Modèle SIPE (système informatique de prévision économique) :
modèle multisectoriel
- BALCON : instrument d'estimation de la balance des paiements.

⇒ *Publications*

- TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE GABONAISE;
- NOTE DE CONJONCTURE DE L'ÉCONOMIE GABONAISE;
- SOMMAIRE DE L'ÉCONOMIE GABONAISE;
- TABLEAU DE BORD MONÉTAIRE;
- LES NOTES DE LA DEM;
- LE BULLETIN DE LA SYNTHÈSE;
- ÉCO-RATIOS;
- TENDANCES DES INDICATEURS DE NIVEAU D'ACTIVITÉ;
- BULLETIN TRIMESTRIEL D'ANALYSES MONÉTAIRES;
- TABLEAU DE BORD MENSUEL.

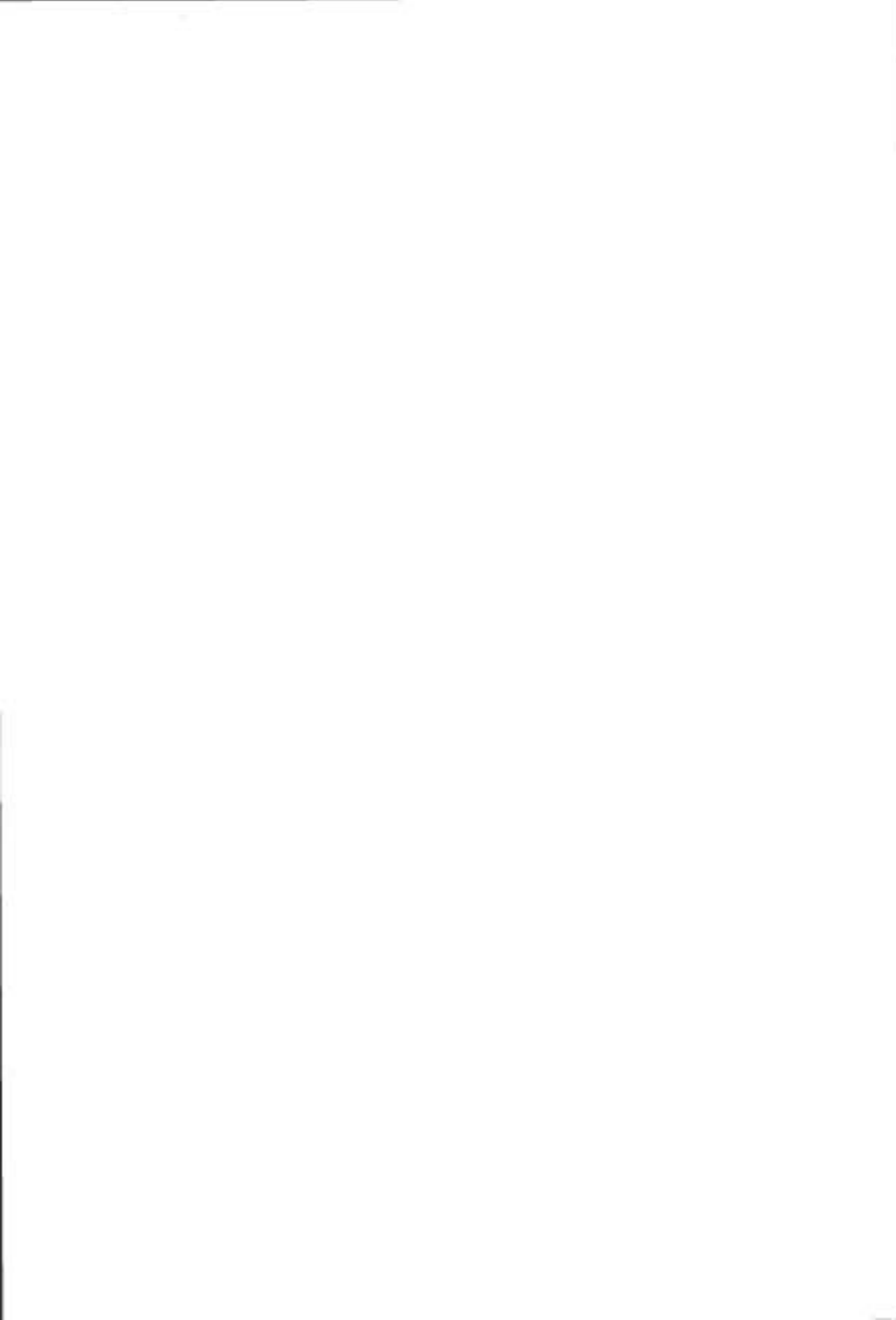
Tableau de bord de l'économie

S O M M A I R E

INTRODUCTION	9
I • L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	11
I.1 L'ÉCONOMIE MONDIALE EN 1995	13
I.1.1 L'activité	13
I.1.2 L'emploi et le chômage	15
I.1.3 Les prix	16
I.1.4 Les finances publiques	17
I.1.5 Le commerce extérieur	17
I.1.6 Les taux d'intérêt	18
I.1.7 Les marchés des changes	18
I.2 ÉVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE	19
I.2.1 Le pétrole	19
I.2.2 Le bois	19
I.2.3 Le manganèse	20
I.2.4 L'uranium	20
I.2.5 Le sucre	21
I.2.6 Le caoutchouc	21
I.2.7 Le café	22
I.2.8 Le cacao	22
I.2.9 L'huile de palme	23
I.2.10 L'or	24
I.2.11 Le phosphate	25
II • ACTIVITE NATIONALE	27
II.1 LES QUATRE GRANDS PRODUITS D'EXPORTATION	29
II.1.1 Le pétrole	29
II.1.2 Le Manganèse	31
II.1.3 L'uranium	32
II.1.4 Le bois	33
II.2 L'AGRICULTURE, L'ELEVAGE, LA PECHE	35
II.2.1 Agriculture	36
II.2.2 Élevage	38
II.2.3 Pêche	39
II.3 LES INDUSTRIES	40
II.3.1 Industries agro-alimentaires	41
II.3.2 Industries du bois	44
II.3.3 Raffinage	45
II.3.4 Autres industries	48
II.4 LE SECTEUR DES TRANSPORTS	52
II.4.1 Les transports aériens	52
II.4.2 Les transports maritimes et fluviaux	57
II.4.3 Les activités portuaires	58
II.4.4 Les transports terrestres et ferroviaires	59
II.5 LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS	61
II.6 LE COMMERCE	63
II.7 L'HOTELLERIE, LA RESTAURATION ET LE TOURISME	65
II.7.1 L'Hôtellerie et la Restauration	66
II.7.2 Le Tourisme et les Loisirs	67

Tableau de bord de l'économie

II.8 AUTRES SERVICES	67
II.8.1 Les services rendus aux particuliers	67
II.8.2 Les services rendus aux entreprises	67
II.8.3 Les services immobiliers	68
II.8.4 Imprimerie, presse et édition	69
II.9 LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ÉLECTRICITÉ	69
II.10 LE SECTEUR DES TÉLÉCOMMUNICATIONS	71
II.11 LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES	73
II.11.1 Les banques commerciales et de développement	73
II.11.2 Les établissements financiers	75
II.11.3 Les compagnies d'assurance	75
II.12 LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	75
II.13 LE SECTEUR PARAPUBLIC	77
III • GRANDEURS MACRO-ÉCONOMIQUES	79
III.1. LE PRODUIT INTERIEUR BRUT	82
III.1.1 Le secteur exportateur	83
III.1.2 Les autres secteurs d'activité	84
III.1.3 La demande intérieure	84
III.1.4 L'évolution de l'activité par agent économique	85
III.2. LE BUDGET DE L'ÉTAT	89
III.2.1 L'équilibre budgétaire	89
III.2.2 L'exécution du budget	90
III.2.3 La dette publique gabonaise	95
III.3. LA SITUATION MONÉTAIRE	96
III.3.1 Les ressources du système monétaire	97
III.3.2 Les contreparties de la masse monétaire	98
III.3.3 La politique monétaire	100
III.3.4 Le financement de l'économie par secteur	103
III.4. LA BALANCE DES PAIEMENTS	104
III.4.1 La balance des transactions courantes	105
III.4.2 La balance des capitaux	106
III.4.3 La balance globale	107
III.5. L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX	108
III.5.1 L'emploi	108
III.5.2 Les salaires	109
III.5.3 Les prix	109
IV. PERSPECTIVES 1996	113
IV.1. LA CONJONCTURE MONDIALE EN 1996	115
IV.2. LE CONTEXTE NATIONAL	117
IV.2.1. L'évolution prévisible des différents secteurs	117
IV.2.2. Le PIB prévisionnel	119
IV.2.3. Le budget prévisionnel	120
IV.2.4. La monnaie et la balance des paiements	122
IV.2.5. Les prix	124
CONCLUSION	125
ANNEXES	129



I N T R O D U C T I O N

L'économie mondiale connaît en 1995 une évolution satisfaisante. Elle croît de 3,7 %, stimulée par les exportations. De bonnes performances sont enregistrées dans toutes les zones du globe terrestre.

Dans l'OCDE, la croissance de la production se poursuit, le chômage recule d'un demi point, l'inflation est à un niveau bas, les déficits budgétaires sont contenus.

En Asie, la croissance est restée particulièrement vigoureuse.

En Amérique latine, les flux des capitaux ont été maintenus à des niveaux relativement élevés.

En Afrique, la croissance rattraperait le taux de croissance démographique (3 %) du fait de la remontée des cours de matières premières hors combustibles, des meilleures conditions climatiques.

Le chômage et l'assainissement des finances publiques demeurent toujours les deux points noirs de l'Economie mondiale.

Les taux d'inflation n'ont jamais été aussi bas depuis quelques années.

En 1995, les cours de matières premières diminuent légèrement, après la hausse généralisée de 1994. Toutefois, ces cours restent à un niveau très élevé. Les marchés du pétrole demeurent calmes. Le marché des bois tropicaux se tasse en 1995. Actuellement à l'instar des pays asiatiques, les pays africains s'orientent vers une politique de développement des industries de transformation. Le marché de l'uranium reste toujours déprimé depuis l'arrêt des programmes nucléaires. Le sucre se caractérise par des surplus de l'offre sur la demande. Les cours du caoutchouc sont soutenus par une forte demande qui excède l'offre.

Sur le plan national, 1995 est l'année de la reprise de la croissance avec 3,2 % en termes réels contre la quasi stagnation de 1994 (+1,1 %). La conjoncture économique favorable chez les principaux partenaires commerciaux du Gabon et la timide relance de la demande intérieure expliquent cette reprise.

La principale mesure prise, cette année est la mise en place de la TVA au 1^{er} Avril 1995.

L'activité économique est toujours dominée par le secteur d'exportation, tandis que le secteur tourné vers l'intérieur évolue en dents de scie, mais laisse entrevoir des perspectives d'évolution favorable.

L'activité pétrolière demeure soutenue avec une hausse de la production de 5,2 %. Il faut noter cependant une perte d'intérêt en matière de recherche et de développement par les sociétés pétrolières qui sont beaucoup plus attirées vers d'autres pôles d'extraction de la zone.

Tableau de bord de l'économie

La production et les exportations de manganèse ont augmenté. Le rythme actuel de la production de bois laisse entrevoir un dépassement du contingentement fixé à 2.000.000 de m³, les exportations augmentent de 10 %. L'uranium stagne sous l'effet conjugué d'une abondance de stocks et d'un arrêt des programmes nucléaires.

La production du caoutchouc naturel a doublé en 1995 par rapport à 1994.

La production industrielle destinée au marché intérieur s'est repliée bien que l'on observe dans certaines branches une nette amélioration du volume d'activité, même si elle est jugée « fragile » par les opérateurs économiques. Parmi les secteurs en croissance, les BTP, la raffinerie, les matériaux de construction (ciments), la filière huile se sont nettement démarqués de l'évolution plutôt morose de l'activité industrielle.

Bien que concurrencée par les produits en provenance des pays voisins, la production agricole non industrielle a enregistré une évolution positive au cours de l'année, suite au renchérissement des importations et à l'attrait pour les activités agricoles et d'élevage pour les populations urbaines.

Malgré le relèvement des prix aux planteurs, les cultures de rente traditionnelles n'ont pas évolué de façon significative.

L'activité commerciale, bien qu'elle soit en hausse subit les contre-coups de la baisse du pouvoir d'achat des ménages.

Sur le plan monétaire, 1995 est marquée par le resserrement de la politique monétaire par une double hausse des taux d'appel d'offre et des taux de prise en pension.

Telles sont les principales évolutions que ce tableau de bord entend développer en quatre parties : environnement international, activité nationale, grandeurs macro-économiques, et perspectives 1996.

La Direction Générale de l'Economie renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de ce document.

L'ensemble des informations de ce tableau de bord résulte d'un effort de synthèse par la Direction Générale de l'Economie, d'une enquête de conjoncture réalisée en Octobre 1995, complétée par de nombreux entretiens auprès des opinions informées et par des prévisions bâties à partir du modèle MEGA.

L'enquête annuelle a porté sur un échantillon d'une centaine d'entreprises représentant tous les secteurs d'activité et sur l'ensemble des Centres de décisions économique gabonais.

PREMIÈRE PARTIE

L'Environnement International

I. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

I.1 L'ÉCONOMIE MONDIALE EN 1995

L'évolution de l'économie mondiale demeure encourageante. L'activité économique mondiale devrait connaître un taux d'expansion compris entre 3,5 et 4 % en 1995, fruit d'une meilleure gestion des politiques économiques.

En %	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Croissance mondiale	2,4	1,3	2,0	2,5	3,6	3,7
Pays industrialisés	2,4	0,8	1,5	1,1	3,1	2,5
Pays en développement	4,0	4,9	5,9	6,1	6,2	6,0
Pays en transition	3,9	11,6	15,2	9,1	9,5	2,1

Source : FMI

Comme l'illustre ce tableau, des bonnes performances sont enregistrées dans toutes les zones du globe terrestre.

Dans l'OCDE, la situation économique de la plupart des membres s'est nettement améliorée : la croissance de la production est bien établie sauf au Japon; le chômage recule; l'inflation est à un niveau bas; les efforts plus fermes sont engagés pour contenir les déficits budgétaires, les interventions coordonnées sur les marchés de change ont contribué à assurer une meilleure concordance des taux de change des monnaies avec leur économie.

Dans les pays en transition appartenant à l'ancien bloc de l'Est, bon nombre d'entre eux voient maintenant leur production se stabiliser.

Au sein des pays en développement à savoir :

- en Asie, la croissance est restée particulièrement vigoureuse;
- en Amérique latine, malgré la crise mexicaine, la confiance renaît et les flux de capitaux ont été maintenus à des niveaux relativement élevés.
- En Afrique, les pays les plus pauvres voient les conditions devenir plus favorables à une relance soutenue. Les Etats de la Zone Franc, singulièrement, continuent leur redressement amorcé depuis la modification de la parité. Il faut toutefois noter que ce redressement est plus ferme dans la zone UMOA que dans la zone BEAC.

I.1.1 L'ACTIVITÉ

Les sept pays les plus industrialisés verraient leur croissance ralentir et se situer à 2,5 % en 1995 contre 3,1 % en 1994.

L'environnement international

En %	1990	1991	1992	1993	1994	1995*
Croissance pays industr.	2,4	0,8	1,5	1,1	3,1	2,5
États-Unis	1,2	- 0,6	2,3	3,1	4,1	2,9
Japon	4,8	4,3	1,1	- 0,2	0,5	0,5
Allemagne	5,7	2,8	2,2	- 1,2	2,9	2,6
France	2,5	0,8	1,3	- 1,5	2,9	3,0
Italie	2,1	1,2	0,7	- 1,2	2,2	3,0
Royaume-Uni	0,4	- 2,0	- 0,5	2,2	3,8	2,7
Canada	- 0,2	- 1,8	0,8	2,2	4,6	2,2

Source : FMI

* estimation

En Europe, l'Allemagne et la France continuent de connaître une reprise classique animée par les exportations et un redressement de la demande intérieure. Leur expansion en 1995 serait au-dessus de 2,5 %. L'Italie connaîtrait une reprise soutenue avec 3 % de croissance, grâce au dynamisme de ses exportations dopées par des dépréciations successives de la lire et par la vigueur de l'investissement.

Aux États-Unis, le ralentissement de l'expansion a été remarqué à cause d'une décélération de la demande globale imputable à un resserrement de la politique monétaire. En 1995, le PIB réel croîtrait de 2,9 %.

Le Japon est le seul pays du groupe des sept à connaître actuellement l'un des ralentissements conjoncturels (0,5 % de croissance prévue pour 95) les plus graves dont il ait fait l'expérience depuis la seconde guerre mondiale. Cette situation est la conséquence d'une succession de désordre dans son système financier.

Les pays en transition connaissent une évolution contrastée marquée par une croissance notable dans les pays dont les programmes de réforme sont avancés (Pologne, Républiques tchèque et Slovaque, Hongrie, Slovénie, Albanie, Pays Baltes et la Mongolie) tandis qu'au sein des pays dont la stabilisation et la restructuration des économies traînent, la production devrait continuer de baisser en 1995.

Dans les pays en développement, la croissance asiatique se poursuit avec des taux très élevés, alors qu'on note un raffermissement de la croissance africaine.

En %	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Croissance pays en développ.	4,0	4,9	5,9	6,1	6,2	6,0
Afrique	2,1	1,7	0,7	0,8	2,6	3,0
Asie	5,7	6,4	8,2	8,7	8,5	8,7
Moyen-Orient et Europe	4,8	3,2	5,5	3,6	0,3	2,4
Hémisphère occidental	0,6	3,5	2,7	3,3	4,6	1,8

Tels qu'ils apparaissent ci-dessus, les écarts de performance économique restent importants entre les différentes régions :

- en Asie, la croissance continue d'être vigoureuse avec les taux d'expansion de 8 %, augmentant ainsi les risques de surchauffe,

- l'Amérique Latine a bien résisté à la crise mexicaine à cause de la mobilisation de la communauté internationale et d'un programme de réformes structurelles drastiques visant à l'amélioration des finances publiques, à la stimulation de l'épargne et à la compression du déficit extérieur.

- en Afrique, la croissance devrait encore s'améliorer cette année et rattraper le taux de croissance démographique (3 %). Cette embellie est imputable à :

l'amélioration des performances de l'économie sud africaine, la remontée des cours des matières premières hors combustibles, de meilleures conditions climatiques qui ont permis une augmentation de la production agricole, la dévaluation du FCFA dans les pays de la zone franc où une hausse du PIB réel de 5,3 % est attendue en Zone UMOA.

1.1.2 L'EMPLOI ET LE CHÔMAGE

Avec les finances publiques, l'emploi reste l'un des points faibles de l'économie mondiale. Comme le montre le tableau ci-dessous, la création d'emplois demeure à un niveau faible.

Variations annuelles

En %	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Emploi dans pays industr.	1,2	- 0,5	- 0,3	- 0,2	1,0	1,2
Etats-Unis	1,2	- 0,6	2,3	3,1	4,1	2,9
Japon	4,8	4,3	1,1	- 0,2	0,5	0,5
Allemagne	5,7	2,8	2,2	- 1,2	2,9	2,6
France	2,5	0,8	1,3	- 1,5	2,9	3,0
Italie	2,1	1,2	0,7	- 1,2	2,2	3,0
Royaume-Uni	0,4	- 2,0	- 0,5	2,2	3,8	2,7
Canada	- 0,2	- 1,8	0,8	2,2	4,6	2,2

Source : FMI

L'environnement international

Le chômage reste une préoccupation majeure de la planète. Il se pose avec acuité même dans les pays les plus industrialisés.

Malgré un léger recul d'un demi point du taux de chômage global des sept pays les plus avancés, qui se situerait à 7,6 % en 1995, il reste encore élevé et continue de croître dans certains cas. La France demeure le plus durement frappé, avec un taux de chômage de 11,7 % en 1995, en baisse de 0,7 points par rapport à 1994. Le Japon, bien qu'ayant le taux le plus faible, commence à être concerné par le problème du chômage puisque son taux est en croissance permanent depuis 5 ans.

Taux de chômage

En %	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Pays industrialisés	6,0	6,8	7,7	8,1	8,1	7,6
Etats-Unis	5,5	6,7	7,4	6,8	6,1	5,7
Japon	2,1	2,1	2,2	2,5	2,9	3,1
Allemagne	6,2	6,6	7,7	8,8	9,6	9,1
France	8,9	9,4	10,3	11,6	12,4	11,7
Italie	9,1	8,6	10,7	10,4	11,3	11,2
Royaume-Uni	5,8	8,1	9,7	10,3	9,3	8,3
Canada	8,1	10,4	11,3	11,2	10,4	9,7

Source : FMI

1.1.3 LES PRIX

L'année 1995 se caractérise par de plus faibles pressions inflationnistes par rapport à 1994. Les taux d'inflation qui, dans bien des cas, n'ont jamais été aussi bas depuis quelques années ne devraient pas connaître des remontées significatives d'ici la fin de l'année. Cette situation tient en partie au resserrement préventif de la politique monétaire en 1994 et des efforts faits dans la gestion des politiques macro-économiques.

Inflation mondiale

En %	1990	1991	1992	1993	1994	1995*
Pays industrialisés	5,0	4,5	3,3	2,9	2,3	2,5
Pays en développement	62,0	33,5	35,8	43,1	48,1	19,5
Pays en transition	44,1	95,1	722,3	675,2	301,3	147,7

(1) L'inflation est mesurée par l'évolution des prix à la consommation

Source : FMI

* : estimation

Aux États-Unis, les pressions sur les prix sont à peine perceptibles à cause d'une évolution à la hausse généralement modérée des prix de la plupart des biens et services.

Au Japon, le niveau général des prix devrait baisser en 1995 en raison du faible dynamisme de la croissance.

En Allemagne et dans les pays européens qui maintiennent une parité assez stricte avec le deutsche mark, l'appréciation de la monnaie devrait limiter la hausse des prix.

Dans les autres pays européens dont la monnaie s'est dépréciée, l'augmentation des prix à l'importation pourrait induire directement une hausse des prix à la consommation.

1.1.4 LES FINANCES PUBLIQUES

L'assainissement des finances publiques devrait se poursuivre en 1995 à un rythme plus soutenu. Dans l'OCDE, la réduction du déficit des administrations publiques devrait atteindre 0,5 %. Néanmoins, cet indicateur resterait à un niveau élevé, aux environs de 3,5 % du PIB. La situation devrait se présenter dans les différents pays de la manière suivante :

- Aux USA, à moyen terme, le déficit budgétaire sera fortement réduit

- Au Japon, les différents programmes de relance mis en oeuvre devraient amener le déficit à passer au-dessus de 4 % du PIB.

Dans les autres pays de l'OCDE notamment ceux de l'Union Européenne, des actions vigoureuses sont engagées pour l'assainissement des finances publiques, dans le but de converger vers le respect des critères du traité de Maastricht relatifs aux performances budgétaires.

1.1.5 LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'expansion économique de ces dernières années ne semble pas tout à fait indépendante de l'évolution du commerce mondial. En effet, dans bon nombre de cas, ce sont les exportations qui ont stimulé la croissance. En 1995, 9 % d'augmentation sont attendus du côté des échanges mondiaux. Cette tendance a eu des effets diversifiés sur le solde extérieur des principaux pays qui animent le commerce mondial.

Soldes des transactions courantes

En %	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Pays industrialisés (1)	- 0,7	- 0,2	- 0,2	0,2	-	0,1
Pays en développement (2)	- 0,2	- 7,9	- 6,0	- 8,1	- 4,9	- 4,0
Pays en transition (2)	- 10,0	4,3	- 1,8	- 1,8	- 0,9	- 3,2

Source : FMI (1) en % du PIB (2) en % des exportations de biens et services

1.1.6 LES TAUX D'INTÉRÊT

Aux États-Unis, le resserrement de la politique monétaire s'est poursuivi toute l'année pour atténuer l'expansion américaine. Ces conditions restrictives ont réduit les investissements dans le secteur immobilier. Afin d'éviter un ralentissement excessif de l'activité, une détente des taux à court à terme est prévisible.

Au Japon, la demande intérieure n'a pas été dopée par l'assouplissement de la politique monétaire. La récession perdure et cette tendance est accentuée par un yen encore surévalué qui freine considérablement le commerce extérieur.

En Allemagne et en France, les niveaux des taux sont restés élevés durant une majeure partie de l'année. Les perspectives de ralentissement de la croissance allemande ont entraîné des anticipations de baisse des taux au deuxième semestre. La Bundesbank a ainsi réduit son taux d'escompte de 4,5 % à 3,5 % en 1995, son plus faible niveau depuis 1989. En France, afin de rendre crédibles les réformes engagées et soutenir la croissance, la Banque de France a ramené le taux des appels d'offre de 5 % à 4,80 % et celui des prises en pension de 6,35 % à 6,10 %. Les taux d'intérêt réels élevés ont limité l'investissement et la consommation en France pendant le premier semestre.

1.1.7 LES MARCHÉS DES CHANGES

Le dollar a évolué dans le sillage de l'année 1994. Prévu à la hausse, la monnaie américaine a pris du recul dès la mi-Décembre 1994 en enregistrant une baisse continue jusqu'au mois d'Octobre 1995 où il a touché son plus bas niveau historique depuis 1992 (4,88 FF). La devise américaine a perdu du terrain face aux principales devises. Seules, les interventions concertées des Banques Centrales Allemande et Japonaise ont permis au billet vert de se stabiliser. Sa mauvaise performance résulte du déficit commercial américain et du niveau élevé des taux longs sur le marché obligataire américain qui ont conduit les investisseurs à réorienter leurs portefeuilles en dollars vers les actifs libellés en mark et francs suisses devenus monnaies refuges.

En Europe, la décrie du dollar a amplifié les attaques contre les monnaies européennes qui ont entraîné la dévaluation de la peseta Espagnol et de l'escudo Portugais déjà handicapés par des déficits publics et des problèmes politiques internes.

L'appréciation du deutsche mark a souvent fragilisé le franc français, perturbé par la crise de confiance résultant des tensions politiques et sociales.

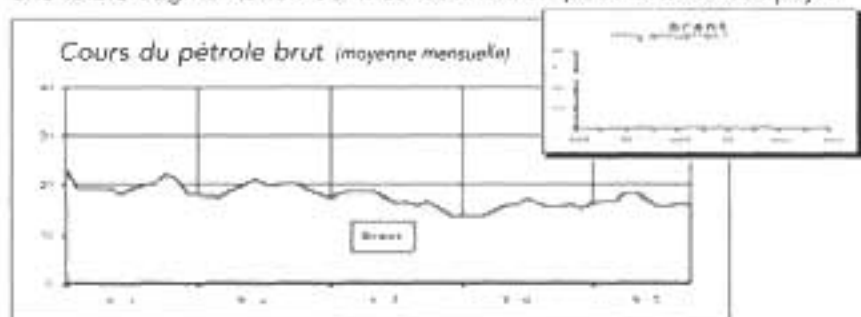
1.2 ÉVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE

L'année 1995 est marquée par la baisse modérée des cours des produits de base après le réveil généralisé de l'année 1994. Toutefois, ces cours restent encore à un niveau très élevé. Ce fléchissement est essentiellement dû :

- aux récoltes records attendues, suite aux conditions climatiques favorables dans les principaux pays producteurs;
- au ralentissement de l'expansion économique en Amérique du Nord et en Europe Occidentale.

1.2.1 LE PÉTROLE

Depuis le début de l'année 1995, les cours du pétrole brut se situent autour de 16 dollars le baril. En dehors des hausses observées en avril et mai, les marchés du pétrole sont restés calmes. Cependant, le ralentissement de la croissance des pays occidentaux a affecté le marché par une faible augmentation de la consommation pétrolière de ces pays.



Par ailleurs, les facteurs suivants ont influencé le marché :

- La production croissante des pays non membres de l'Organisation des Pays Producteurs de Pétrole (OPEP), notamment celle de la mer du Nord et de la Russie ;
- Le dépassement des quotas de production des membres de l'OPEP.

1.2.2 LE BOIS

Le marché des bois tropicaux se caractérise par le tassement des cours en 1995. En Afrique, les prix des grumes subissent le contrecoup de la diminution de la demande des acheteurs d'extrême orient. Ces derniers pourraient revenir sur les bois africains puisque les prix des bois de l'Asie du Sud-Est continuent de monter. En effet, la politique forestière rigoureuse des pays asiatiques engendre la rarefaction de l'offre des grumes, ce qui entraîne l'augmentation des prix des grumes.

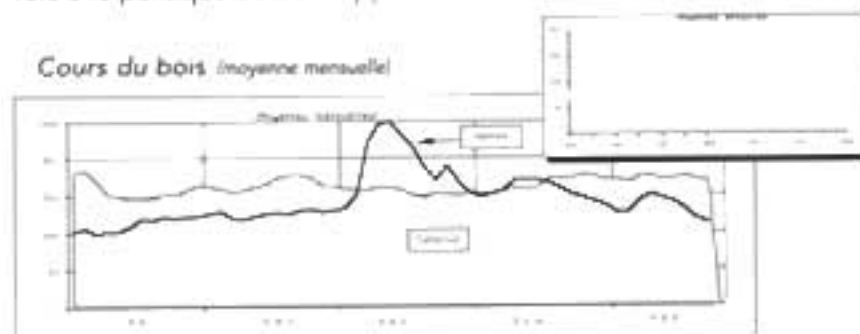
La situation d'attentisme qui caractérise le marché des bois tropicaux se traduit par le ralentissement de la production des pays africains qui

L'environnement international

ont pris un certain nombre de mesures : blocage des exportations camerounaises, restriction de l'approvisionnement au Congo et interdiction des exportations des grumes en Côte-d'Ivoire.

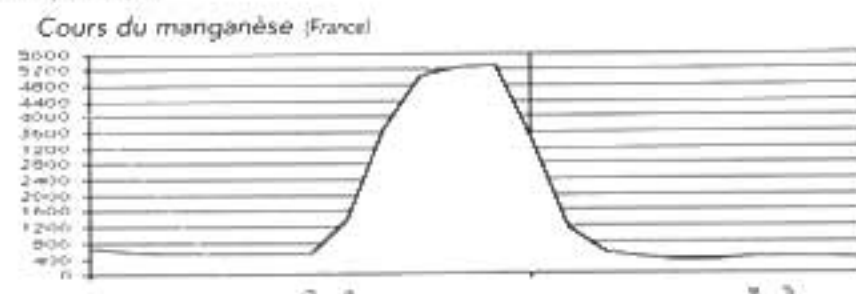
En ce qui concerne les sciages, les volumes exportés par les pays asiatiques restent modérés alors que les prix poursuivent leur baisse. La faiblesse des marchés régionaux ou sont écoulés plus de 70 % de leur production et la diminution de la consommation mondiale, en dehors des nouveaux panneaux décoratifs qui échappent encore à la désaffection du marché concourent à la baisse des prix. Durant la même période, Les cours des sciages de l'Afrique sont restés stables et plus élevés que ceux de l'Asie.

Actuellement, à l'instar des pays asiatiques, les pays africains s'orientent vers une politique de développement des industries de transformation.



1.2.3 LE MANGANÈSE

Le marché s'est davantage fragmenté avec un pôle important autour de l'Inde et un autre entre l'Afrique du Sud, l'Australie et les utilisateurs du pacifique.



Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

1.2.4 L'URANIUM

Le marché de l'uranium reste toujours déprimé depuis l'arrêt des programmes nucléaires. Le cours de l'uranium est en baisse et se situe à 140 FF la tonne. Ce fléchissement des cours de l'uranium sur le marché mondial a induit la baisse de la production mondiale passant de 49.000

tonnes en 1994 à 20.000 tonnes en 1995. Cette situation résulte des stocks importants détenus par les pays de l'Europe de l'Est qui ont inondé le marché de 60.000 tonnes représentant 3 ans de consommation mondiale.

1.2.5 LE SUCRE

Les cours du sucre finissent l'année sucrière 1994/1995 sur une moyenne de 11 cents par livre-poids avec toutefois une évolution irrégulière. Son cours moyen a été de 13,48 cents par livre. La baisse des cours enregistrée sur les marchés est imputée à l'excédent de l'offre sur la demande estimé à 0,22 millions de tonnes. Cet excédent se poursuivra durant la saison 95/96 avec une baisse des cours.

La hausse de la production de betteraves liée aux bons rendements en Europe (17,1 millions de tonnes), le retour à l'équilibre de la Russie et de la Chine, toutes deux sinistrées l'année précédente expliquent le surplus de l'offre sur la demande. La récolte russe de betteraves sucrières en 1995 serait de 20 millions de tonnes contre 13 Millions de tonnes en 1994 alors que celle de la Chine progresserait de 20,61 %.

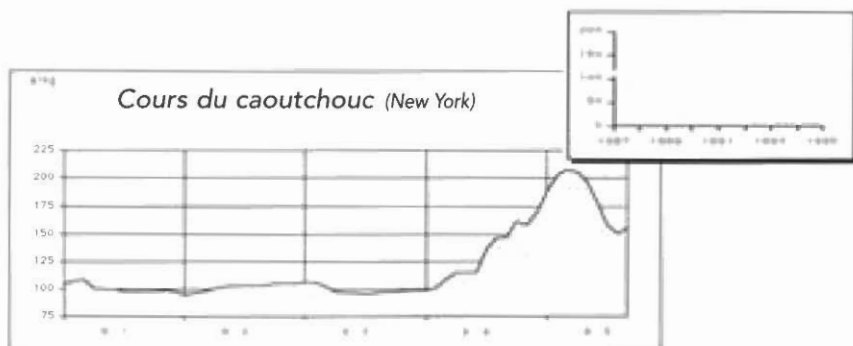
Le nouvel excédent de l'offre sur la demande prévu pour la campagne sucrière 95/96 pourrait encore accentuer la chute des cours du sucre. La production mondiale de sucre atteindrait alors 119,2 millions de tonnes durant cette campagne.



Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens.

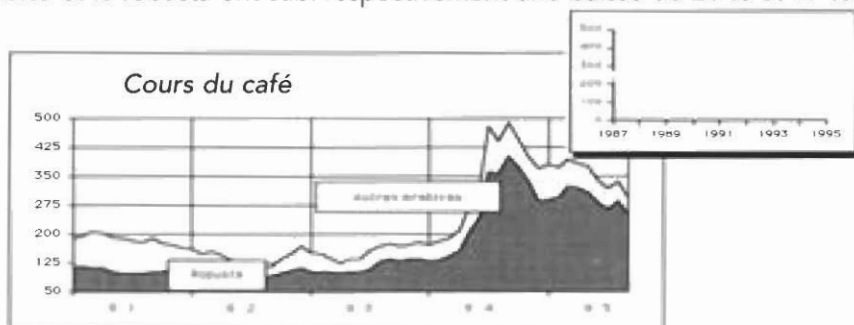
1.2.6 LE CAOUTCHOUC

Tout comme en 1994, le marché du caoutchouc reste favorable, les cours étant toujours soutenus par une forte demande qui excède l'offre de 200.000 tonnes. Malgré la hausse de 6 % de la production mondiale du caoutchouc naturel, les prix de ces derniers trouvent également un appui dans le retour rapide aux achats de la Chine dont le déficit atteint 370.000 tonnes.



1.2.7 LE CAFÉ

La chute des cours du café amorcée en septembre 1994 s'est poursuivie en 1995. En dépit de la légère hausse de février et mars 95, l'arabica et le robusta ont subi respectivement une baisse de 21 % et 17 %.



La campagne caféière 94-95 s'est caractérisée par une baisse de la production mondiale de 6,9 %, induite par les gelées du Brésil de l'été 1994. Les chaleurs estivales en Europe et aux Etats-Unis sont à l'origine de la baisse de la consommation mondiale de café. En effet, la chaleur persistante de l'été a entraîné un effet de substitution du café par les boissons fraîches. La sortie des fonds d'investissement sur le marché, le non respect du plan de rétention et la récolte abondante colombienne ont également pesé sur les cours du café.

Les producteurs africains de robusta ont eu des difficultés pour imposer le contrôle du plan de rétention, alors que les latino-américains cherchaient à réduire le différentiel robusta-arabica en renchérissant le café africain dans le but d'être plus concurrentiels.

1.2.8 LE CACAO

Le marché du cacao est resté calme durant l'année 1995, les prix s'établissant autour de 930 DTS la tonne. Les stocks abondants, héritages de plusieurs années de bonnes récoltes pèsent sur les cours.

La production mondiale de fèves durant la saison cacaoyère 94/95 devrait fléchir de 3,7 %, en dépit de la production africaine globale qui s'inscrit en hausse de 1,1 %. La diminution de la production mondiale s'explique par la forte baisse enregistrée en Amérique Latine, en Asie et en Océanie.

CACAO : Chiffres clés (en milliers de tonnes)

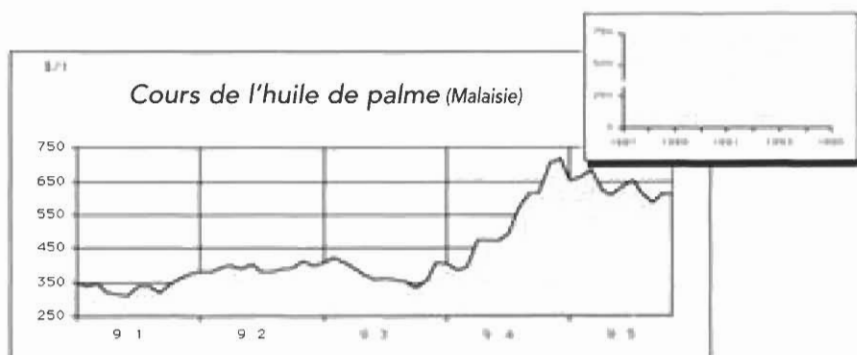
Campagne	93/94	94/95
Production		
Côte-d'Ivoire	830	850
Indonésie	240	250
Ghana	25	310
Brésil	272	230
Malaisie	205	165
Nigeria	135	130
Caméroun	98	100
Total monde	2.395	2.367
Consommation		
Europe Occident	1.122	1.040
Europe Orient	163	117
Afrique	161	50
Amérique	714	885
Asie et Océanie	302	292
Total monde	2.462	2.546
Déficit	-91	-170

Source:

La libéralisation du secteur cacaoyer envisagée par la Banque Mondiale dans les pays africains producteurs, ne rencontre pas l'adhésion des importateurs parce qu'elle préconise le démantèlement des organismes publics tels que les Caisses de Stabilisation qui constituent un gage de sécurité des arrivages de cacao sur le marché.

1.2.9 L'HUILE DE PALME

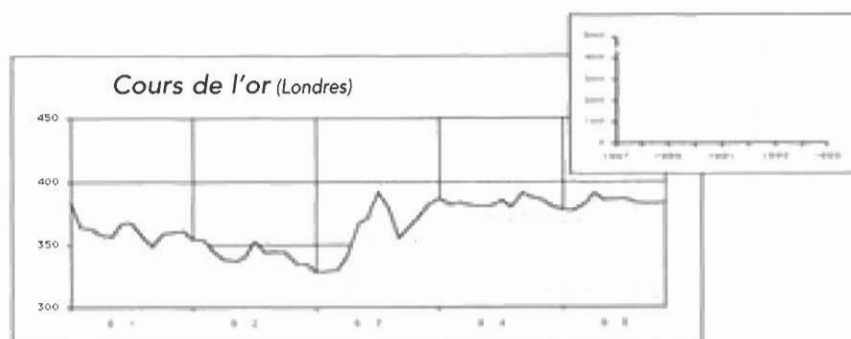
Les cours de l'huile de palme suivent une évolution en dents de scie, passant de 687\$/T en Mars 1995 à 611\$/T en Mai 1995, 655 en Juillet 1995 et 585 en Septembre 1995. Cette évolution est liée en majeure partie au niveau des stocks de la Malaisie, premier producteur mondial d'huile de palme. Ils sont actuellement en hausse, les traditionnels acheteurs d'huile de palme malaise (Chine, Pakistan) ayant réduit leurs importations d'huile.



Source : Banque mondiale

1.2.10 L'OR

En 1995, le marché de l'or a bénéficié de la reprise de la demande, les achats d'or pour la fabrication de bijoux, de pièces et de lingots ont grimpés à hauteur de 1.793 tonnes au premier semestre 1995.



Source : Banque mondiale

En effet, l'augmentation de la demande de l'or s'explique par l'accroissement des achats de l'Inde, premier importateur mondial ; la baisse du taux de change au Japon et la faiblesse du dollar.

Par contre, l'offre du métal jaune a eu du mal à suivre la demande. Cela se justifie par la production mondiale des mines d'or qui s'est effritée de 1 %, particulièrement en Afrique du Sud (- 10 %). Ainsi, les principaux pays exportateurs de l'or (Afrique du Sud, Etats-Unis, Canada et Australie) enregistrent une baisse d'extraction. Pour répondre à la forte demande de l'or, les banques centrales étaient obligées de liquider une partie de leurs réserves.

OR : Production des six principaux producteurs (en tonnes par an)

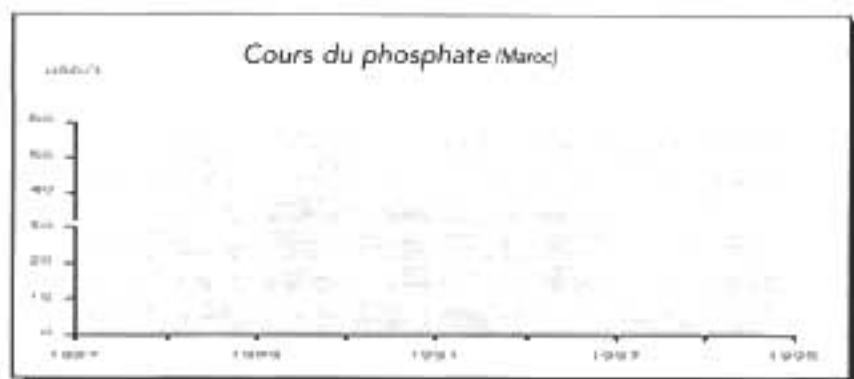
Pays	1994	1995	95/94 (Var.)
Afrique du Sud	584	580	-1 %
Australie	255	280	10 %
Canada	145	153	6 %
Chine	130	140	8 %
Etats-Unis	331	341	3 %
ex-URSS	249	280	12 %
Total	3.688	3.769	2 %

Source : La Tribune

1.2.11. LE PHOSPHATE

La normalisation du marché du phosphate effectuée en 1994 après cinq années de crise s'est confirmée en 1995, les cours de l'engrais se situant autour de 35 \$ la tonne, en légère hausse de 6 % par rapport à 1994.

Ce raffermissement des cours augure de bonnes perspectives pour le phosphate sur le marché international. En effet, depuis le mois d'octobre, on assiste à une remontée des cours du produit. Cette tendance se retrouve également dans les produits dérivés du phosphate compte tenue de l'utilisation accrue des engrais prévue avec l'extension de la surface semée.



Source : Banque mondiale



DEUXIÈME PARTIE

Activité Nationale



II. ACTIVITÉ NATIONALE

II.1 LES QUATRE GRANDS PRODUITS D'EXPORTATION

II.1.1 LE PÉTROLE

En 1995, la baisse des cours du pétrole s'est poursuivie et rien ne présage de leur raffermissement. Au contraire, l'effet conjugué de la surproduction tant de l'OPEP que des pays non-membres de l'OPEP (la concurrence du pétrole de la Mer du nord), a été néfaste pour les prix du brut. La hausse de l'offre, le léger repli du prix du dollar et la stagnation relative de la production physique ne vont guère favoriser le secteur pétrolier national.

Production

La production nationale serait de 18,246 millions de tonnes en 1995 contre 17,21 en 1994 soit une hausse de 6 %. Le plafond de la production attribuée au Gabon par l'OPEP 287.000 baril /jour se situe en dessous du niveau réel d'extraction.

Production de pétrole brut en milliers de tonnes

Opérateurs	Type de pétrole	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
ELF GABON	Mandji	6 198	6 248	5 867	5 475	5 226	5 278	5 126	4 609	4 493	4 915	4 404
	Coucal Avocette							154	861	735	659	548
SHELL GABON	Gamba*	738	637	629	593	538	507	462	436	417	333	325
	Lucina	657	614	519	424	385	361	285	281	213		
	Rabi					3 037	6 262	7 566	7 197	8 607	9 269	10 008
	Echira								96	97	114	89
KELT GABON	Oguendjo**	1 033	796	672	842	645	647	692	451	297		
	Obando***			76	634	558	440	443	587	647	1 018	1 257
	Combe							17	140	77		
	Breme/Mbiya Lucina											
Total		8 626	8 295	7 763	7 968	10 389	13 495	14 745	14 658	15 583	17 214	18 246

Sources : Elf, Shell, Kelt

Kelt a racheté Obando à l'Opérateur British-Gas

* Gamba y compris Lucina et Jinga pour l'année 1994

** Oguendjo y compris Obando et Lucina pour l'année 1994

*** y compris Oguendjo, Obando, Breme, Mbiya, Lucina

Activité nationale

La production de Rabi a atteint son niveau le plus élevé avec 10.008 millions de tonnes en 1995, soit 54,85 % de la production totale. Elle a été suivie de la production de Mandji avec 24,13 %.

Exportations

Les exportations en 1995 devraient être stables par rapport à l'année précédente soit 16,77 millions de tonnes. Cette stabilité a été rendue possible par le rendement optimal atteint par l'ensemble des puits des champs de Rabi, Mandji, Avocette et la mise en exploitation récente des champs offshore d'Hylia et de Vanneau.

Prix

Le prix de vente de notre pétrole est indexé sur le prix du Brent. En 1995, le prix moyen du Brent serait de 17 \$. Le différentiel entre le Brent et le Rabi a été compris entre 0,5 et 1 \$; entre Brent et le Mandji il a été de 1,5 \$. Le taux de change moyen a oscillé entre 485 et 530 FCFA.

Investissements

Les investissements seraient de 252 millions de dollars en 1995 contre 330 millions de dollars en 1994, soit une baisse de 23,6 % qui seraient répartis en travaux de développement pour 143 millions de dollars et travaux d'exploration pour 109 millions de dollars.

Situation financière

La situation financière des sociétés s'est améliorée suite à la dévaluation du franc CFA et à la réduction des charges.

Pour ce qui a été de la Réforme fiscal-douanière, les sociétés pétrolières ont négocié avec les pouvoirs publics pour qu'elles paient la TVA par palier. Les sociétés pétrolières souhaiteraient qu'une révision des conventions d'établissement s'impose, mais elle devrait pas viser, selon les sociétés pétrolières, à augmenter les prélèvements fiscaux sinon on risque d'assister à une disparition de ces sociétés de recherche et développement.

Le Gabon a perdu le regain d'intérêt comme zone de prospection enregistré après la découverte de Rabi en 1985. La baisse de l'activité "développement et recherche" traduirait le reflux vers d'autres centres d'intérêt. Les sociétés pétrolières transfèrent leur budget d'investissement dans la sous-région. Des gros gisements au Congo et en Guinée Équatoriale ont été découverts et sont en phase de développement. De ce fait, l'activité des sociétés de services locaux a chuté de 40 à 60 % en 1995.

II.1.2 LE MANGANÈSE

Le gisement de Moanda place le Gabon au troisième rang des producteurs mondiaux de manganèse après l'ex-URSS et l'Afrique du Sud. On distingue deux produits exportés en quasi totalité :

- le minerai métallurgique qui représente environ 95 % de la production : en volume et près de 90 % en valeur, il est destiné aux usages sidérurgiques;
- le bioxyde de manganèse qui est destiné à la fabrication des piles électriques

La production

En 1995, la production serait de 1.934.425 tonnes contre 1.436.000 tonnes en 1994, soit une hausse de 34,7 %. Cette augmentation est consécutive au déstockage observé sur le marché international.

Les exportations

Les exportations connaîtraient une hausse de 24,2 % en 1995. Elles seraient de 1.617.000 tonnes du fait de la demande soutenue du marché international contre 1.302.000 tonnes en 1994.



Sources : COMILOG

En 1995, la COMILOG a vendu à la société ERAMET, quatrième exportateur mondial de nickel, 47 % de ses actions.

Les investissements

Les investissements seront de 1,42 milliard de FCFA en 1995 contre 1,39 milliard en 1994. Ces investissements ont porté sur :

- l'acquisition d'un appareil de radiologie,
- les travaux d'agrandissement du collège pour sa transformation en Lycée,
- les achats d'une laverie et d'un transporteur pour l'usine,
- l'acquisition des véhicules de services.

Les effectifs

Les effectifs sont passés de 1.637 à 1.452 personnes soit une dimi-

Activité nationale

nution de 11,30 % due à la réduction progressive des charges pour les années futures. La masse salariale serait la même que celle de 1994 soit 12,8 milliards compte tenu du paiement des départs volontaires, des glissements des salaires et la main d'œuvre temporaire.

Situation financière

Les incidences de la dévaluation du franc CFA ont été bien maîtrisées par la COMILOG et, elle en a tiré profit pour améliorer sa marge bénéficiaire. La Taxe sur la Valeur Ajoutée qui a été appliquée depuis le 01 Avril 1995 a coûté 600 millions de charges minimales à la COMILOG.

Le résultat net serait de 10 milliards de francs CFA en 1995 contre 8,6 milliards en 1994 soit une augmentation de 16 %.

II.1.3 L'URANIUM

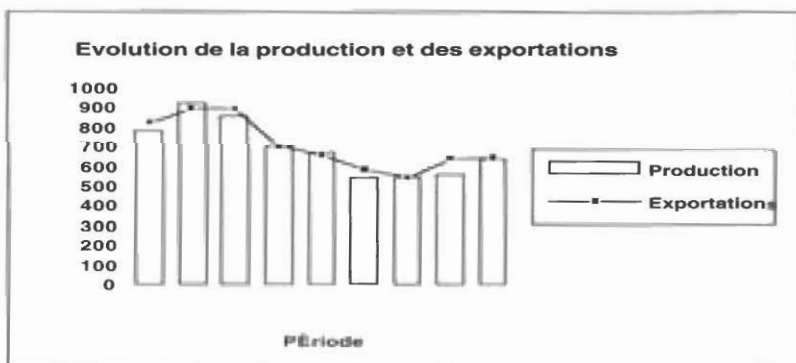
Les gisements d'uranium se situent au sud-est du Gabon dans la province du Haut-Ogooué et sont exploités par la Compagnie des Mines d'Uranium de Franceville (COMUF).

La production

La production de l'uranium gabonais sera de 623 tonnes en 1995 contre 567 en 1994, soit une augmentation de 9,87 %.

Les exportations

Les exportations seraient de 652 tonnes contre 643 en 1994, soit une augmentation de 1% par rapport à 1994.



Sources : COMUF

Les prix

Le prix de vente en 1995 a été de 24.000 F CFA le kilogramme contre 24.916 F CFA le kilogramme en 1994. Ce prix de vente porté à 240 FF par la Compagnie Générale des Matières Nucléaires, client mais aussi l'actionnaire principal de la société, n'a pas tenu compte des contraintes du marché international. Le prix spot sur le marché international est fixé à 140 FF

Les investissements

Les investissements en 1995 enregistreraient une légère hausse de 2,5 % par rapport à l'année 1994. Ils seraient de 3,666 milliards de FCFA en 1995 contre 3,578 milliards de f.CFA en 1994. Ces investissements concerneraient les achats des engins roulants et des perceuses qui ont permis la réalisation de 500 mètres de galerie.

Les effectifs

Du fait de la dégradation des résultats, l'entreprise a dû réduire ses effectifs qui sont passés de 1000 en 1993 à 356 personnes en 1995. Ces départs qui ont été négociés concernaient surtout le personnel non qualifié.

L'objectif recherché en 1995 est le seuil de rentabilité, compte tenu des résultats précédents.

II.1.4 LE BOIS

La forêt couvre environ 22 millions d'hectares soit 85 % de la superficie du pays. Avec une population de 1.011 000 habitants, le Gabon se place au premier rang des pays d'Afrique pour la surface de forêt par habitant (22 hectares par habitant).

Le volume annuel du bois produit par l'exploitation forestière oscille autour de 2 millions de mètres cubes dont environ 80 % d'Okoumé. Ce volume est largement en deçà de la possibilité forestière du Gabon. La quasi totalité de cette production est exportée sous forme de grumes et une faible proportion (7 %) est transformée localement.

La production

Malgré la décision gouvernementale de continger la production de bois en 1995, les statistiques de bois livrés à la Société d'Exploitation des Parcs à Bois du Gabon (SEPBG) montrent que ce quota sera dépassé de 14,9 %. Au lieu de 2 millions de mètres cubes (1.300.000 m³ d'Okoumé ; 150.000 m³ d'Ozigo et 550.000 m³ de Bois divers), la production atteindra 2.298.500 m³ en 1995, soit une augmentation de 8% par rapport à 1994.

Évolution de la Production de 1992 à 1995

en milliers de m ³	1990	1991	1992	1993	1994	1995*	%95/94
OKOUME/OZIGO	1.136,6	820,0	1.014,8	1.459,1	1.666,7	1.740,4	4,4 %
BOIS DIVERS	440,0	430,0	400	400	460,1	558,1	21,3 %
TOTAL	1.576,6	1.250	1.414,8	1.859,1	2.126,8	2.298,5	8,1 %

Source : SEPBG

(*) - estimation DGE

Activité nationale

Les exportations

Alors que le niveau des exportations des grumes pour l'année 1995 devait se situer en dessous des 2 millions de m³, pour rester dans la logique de la production réglementée et en tenant compte de la demande intérieure, les exportations progresseraient de 10 % en 1995 par rapport à 1994.

Evolution des exportation de 1990 à 1995

en milliers de m ³	1990	1991	1992	1993	1994	1995*	% 95/94
OKOUME/OZIGO	1.066,2	954,8	853,0	1.479,3	1.482,0	1.582,7	6,8 %
BOIS DIVERS	393,5	373,1	363,2	355,6	418,0	508	21,5 %
TOTAL	1.459,7	1.327,9	1.216,2	1.834,9	1.900,0	2.090,7	10,0 %

Source : SEPBG

(*) : Estimation DGE

Les exportations des grumes (Okoumé, Ozigo) en direction de l'Afrique, de l'Amérique et du Moyen-Orient sont restées assez stables depuis 1992, alors que celles de l'Europe et de l'Asie ont connu des évolutions à la baisse.

L'Europe dont les importations avaient atteint 68 % en 1990 contre 7 % seulement pour l'Asie constituait le principal marché des grumes gabonaises jusqu'en 1993. A la fin de l'année 1995, sa part de marché n'est plus que de 38 % contre 51 % pour l'Asie. Cet accroissement au détriment de l'Europe résulte des nouvelles possibilités offertes par le marché des Philippines.

Evolution du marché Okoumé, Ozigo de 1990 à 1995

En %	1990	1991	1992	1993	1994	1995*
EUROPE	68 %	70 %	62 %	45 %	44 %	38 %
AFRIQUE	15 %	11 %	12 %	9 %	10 %	6 %
AMERIQUE	1 %	1 %	1 %	1 %	2 %	0 %
MOY. ORIENT	9 %	13 %	12 %	10 %	3 %	5 %
ASIE	7 %	5 %	12 %	34 %	41 %	51 %
TOTAL	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Source : SNBG

(*) : estimation DGE

Les stocks

Le volume des stocks d'Okoumé et d'Ozigo en 1995 se chiffre à 95 850,70 m³. La valeur de ces stocks serait de 5,399 milliards de francs CFA. Le niveau de stocks des bois divers est de 53.213 m³

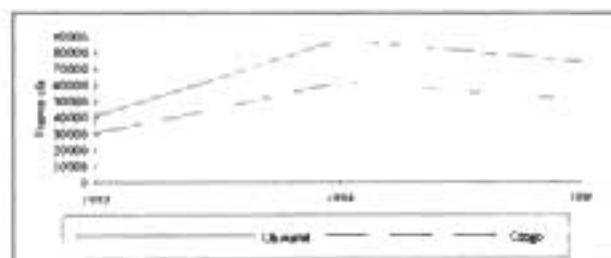
La commercialisation

La SNBG qui détient le monopole de la commercialisation de

l'Okoumé et de l'Ozigo est confrontée aux problèmes suivants : les prix sur le marché international, la position géographique et la commercialisation. Les ventes de bois fluctuent le plus souvent dans le même sens que le dollar américain.

La position géographique du Gabon par rapport à l'Asie fait que le bois asiatique coûte trois (3) fois moins cher. Le seul avantage du Gabon par rapport à ses concurrents c'est de posséder un bois dont le déroulage est mécaniquement aisé.

Les prix



Les prix de l'Okoumé et de l'Ozigo, qui étaient déjà en nette progression à la fin du troisième trimestre 1993, ont doublé sous l'effet de la dévaluation du franc CFA intervenue au début du mois de Janvier 1994. Depuis lors, ces prix n'ont cessé de baisser bien que n'ayant pas encore atteint le niveau de 12.993. On observe, toutefois, une certaine stabilité des prix de l'Ozigo. Ces tendances résultent des fluctuations des prix sur le marché international (F.A.S. EUROPE et F.O.B. ARRIME ASIE) qui se répercutent sur les prix place.

Il faut noter aussi que la baisse du prix du méréant (essence rivale de l'Okoumé) implique systématiquement celle de l'Okoumé. Les prix moyens de l'Ozigo et de l'Okoumé ont été respectivement de 51.887 francs CFA et 74 513 francs CFA en 1995.

II.2 L'AGRICULTURE, L'ÉLEVAGE, LA PÊCHE

Le secteur de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche se caractérise par

- la coexistence d'un secteur moderne dominé par des structures de production para étatiques et une exploitation rurale ou artisanale dont la production est essentiellement destinée à l'autoconsommation et peu à la commercialisation;

- son faible développement qui fait du Gabon un pays dépendant de l'extérieur pour ses besoins alimentaires.

Afin de limiter cette dépendance et répondre aux objectifs de sécurité alimentaire, le secteur agricole constitue une priorité pour le gou-

Activité nationale

vernement. Un programme de développement de l'agriculture a été mis en place par les pouvoirs publics. La stratégie de l'État tourne autour de deux axes :

- l'extension des cultures de rente par le biais de l'investissement public direct et des soutiens au monde rural;
- l'adaptation au contexte de libéralisation des échanges des activités tournées vers le marché intérieur.

II.2.1 AGRICULTURE

L'activité agricole au Gabon est constituée de deux types de culture: les cultures vivrières et maraîchères et les cultures de rente.

Les cultures vivrières et maraîchères.

Les cultures vivrières sont principalement produites par des paysans qui pratiquent une agriculture itinérante sur brûlis. Sur les mêmes plantations, on cultive la banane, le taro, l'igname, le manioc, la canne à sucre, la patate douce, le piment et les légumes, l'arachide, etc. Au niveau national il est très difficile de quantifier avec exactitude la production vivrière du monde rural.

Une grande partie de la production vivrière est destinée à l'autoconsommation, mais on assiste de plus en plus à un écoulement systématique des produits dans les centres urbains par le biais de revendeurs qui s'approvisionnent dans les villages.

Pour les grands centres de Libreville et Port-Gentil, on assiste parfois à des importations de certains produits. Cette situation résulte de certains goulots d'étranglement : routes, communications, manque de structure de conservation et de commercialisation.

Dans le cadre de la diversification de ses activités, AGROGABON a créé une bananeraie de 25 ha dont 17 ha sont actuellement en production.

La société AGRIPOG est le principal producteur des cultures maraîchères. En 1995, sa production maraîchère reste globalement stable. La commercialisation de ces produits a généré des recettes estimées à 590 millions FCFA en 1995 contre 577 en 1994 soit une hausse de 2,2 %.

Produits	1994	1995	% 1995/1994
Tomates en kg	341.745	360.000	5 %
Piments en kg	105.766	90.000	-15 %
Poivrons en kg	45.561	50.000	10 %
Pieds de salade (unités)	260.926	230.000	-12 %

Les cultures de rente

Les cultures de rente représentent une superficie de 21.000 hectares environ en 1995. Les principaux opérateurs sont : SOCAGAB (café et cacao), SOSUHO (canne à sucre), HEVEGAB (hévéa) et AGROGABON (palmier à huile).

A côté de cette production industrielle, on trouve une production issue des plantations villageoises.

Le café et le cacao.

La culture de ces deux produits se pratique essentiellement dans le Woleu-Ntem, l'Ogooué Ivindo, l'Ogooué Lolo et le Haut-Ogooué par SOCAGAB et un grand nombre de petits planteurs.

LE CAFÉ

	93/94	94/95	%
CAFE (en milliers de tonnes)			
PRODUCTION	259	175	32 %
EXPORTATIONS	71	421	429 %
Prix au producteur (FCFA/kg)	150	225	50 %

Source : Caisse de stabilisation et de péréquation

Le café enregistre 171 hectares de superficie plantée. En 1995, le prix aux planteurs du café a enregistré une hausse de 50 %. Il passe de 150 FCFA/kg de café cerise en 1994 à 225 FCFA/kg en 1995.

Toutefois, en raison de la dévaluation du Franc CFA et d'une amélioration de la qualité liée à la maîtrise des techniques de traitement de produits (fermentation et séchage), du meilleur suivi de la récolte, de l'entrée progressive en production de nouvelles parcelles et de l'utilisation des cultures associées, la compétitivité du café gabonais s'est appréciée sur le marché international malheureusement caractérisé en 1995 par une baisse des cours.

LE CACAO

	93/94	94/95	variation
CACAO (en milliers de tonnes)			
PRODUCTION	719	777	8 %
EXPORTATIONS	1.030	442	-57 %
Prix au producteur * (FCFA/kg)	300	400	33 %

(*) grade supérieur

Le Cacao occupe 738 hectares de superficie en 1995.

La production de cacao en 1995 s'améliorerait : elle passerait à 777 tonnes contre 719 tonnes en 1994.

La chute des exportations de cacao se confirmerait : 442 tonnes en 1995 contre 1030 tonnes en 1994 et 1055 tonnes en 1993 représentant des

Activité nationale

recettes respectives de 469,1 millions FCFA, 637,4 et 267 millions FCFA.

En 1995, les prix aux planteurs de cacao ont augmenté de 33 %. Ils passent de 300 FCFA/kg en 1994 à 400 FCFA/kg en 1995.

Toutefois, pour les mêmes raisons que le café, la compétitivité du cacao gabonais s'est appréciée sur le marché international, malheureusement caractérisé en 1995 par une baisse des cours mondiaux.

La canne à sucre

La SOSUHO cultive la canne à sucre dans la province du Haut Ogooué. La superficie exploitée s'étend sur plus de 3 600 ha représentant un potentiel de production de 300.000 tonnes de canne à sucre.

L'hévéa

Le programme hévéicole compte actuellement plus de 9.000 ha répartis entre les plantations de Bitam (5 000 ha), Mitzic (2.000 ha), et Ekouk (2.000 ha) qui assureront une production de plus de 16.000 tonnes de caoutchouc à partir de l'an 2002. Par ailleurs, un programme villageois d'une superficie de 965 hectares a été réalisé dans les zones de Mitzic et Bitam et semble susciter un certain engouement auprès des populations paysannes.

En 1995, la récolte du caoutchouc a plus que doublé par rapport à 1994, du fait de la rentrée progressive en saignée de surfaces plantées (62 %). L'usine de traitement installée à Mitzic est entrée en service depuis 1990 et produirait 5.116 tonnes en 1995. Les exportations s'élèveraient à 4.879 tonnes en 1995 contre 3 044 tonnes en 1994, soit une hausse de 60 %. Le chiffre d'affaires doublerait sous les effets d'une progression de la production et d'une appréciation des cours.

Le prix moyen est passé de 210 FCFA le kilo en 1993 à 527 FCFA en 1994, il est de 652 FCFA en 1995.

Le palmier à huile

A ce jour, 7.500 ha de palmier à huile ont été plantés par AGROGABON, répartis comme suit: Bindo 1.500 ha, Ngounié 1.700 ha, Foula 1500 ha, Ogooué 1300 ha et Zilé 1.500 ha. La production industrielle des régimes de noix de palme serait de 85.316 en 1995 contre 74.720 soit une augmentation de 14 %.

L'OZI de Moabi exploite 345 ha de palmiers à huile dont 57 ha par le volet villageois.

II.2.2 L'ÉLEVAGE

Les volumes produits dans ce secteur sont difficilement quantifiables en raison de la difficulté à appréhender la production rurale

La production bovine

La SOGADEL assure la gestion de trois ranchs d'une superficie globale de 140.000 ha avec un cheptel de plus 32.483 têtes de bovins, en baisse de 3 % par rapport à 1994. Cette diminution s'explique par le relâchement dans le suivi des animaux imputable au manque de soins (médicaments, produits vétérinaires).

Le volet villageois assure l'encadrement de 243 éleveurs dont le cheptel est estimé à 4.740 têtes dans les provinces de la Ngounié et de la Nyanga.

En forte baisse pendant toute l'année 1994, le chiffre d'affaires de SOGADEL a amorcé une croissance en 1995.

La production avicole

La production du poulet de chair est assurée par la SIAEB à Boumango et par quelques unités d'élevage.

La production de poulets par la SIAEB chuterait en 1995 de plus de 10 %, passant à 2.540 tonnes contre 2 818 tonnes en 1994 à cause des importations massives de produits concurrents à bas prix. Il en découle pour l'entreprise de sérieuses difficultés financières davantage exacerbées par des problèmes d'ordre structurel. Les produits se présentent sous forme de poulets entiers et de découpes qui constituent respectivement 35 % et 65 % des ventes.

Le chiffre d'affaires volaille est passé de 3,6 milliards en 1995 à 2,8 milliards FCFA en 1994, malgré une revalorisation du prix de poulet label, soit une baisse de 23 % qui s'explique par les facteurs suivants.

- la baisse des volumes vendus de 15 % en 1995;
- la libéralisation des importations
- l'éloignement des grands centres de consommation
- la baisse du pouvoir d'achat des ménages.

La SIAEB estime son déficit à 1,6 milliards de FCFA en 1995.

Les résultats de la plupart des sociétés dans les secteurs d'élevage se détériorent gravement en 1995.

II.2.3 PÊCHE

Le Gabon est longé par 800 kilomètres de côtes maritimes et drainé par de nombreux cours d'eau pour une superficie d'environ 10.000 km². Les réserves halieutiques maritimes et continentales sont estimées respectivement à plus de 210.000 et 24.000 tonnes.

La pêche artisanale

La pêche artisanale est pratiquée le long des côtes maritimes, dans les lacs, les lagunes, l'Ogooué et ses affluents.

Activité nationale

Les prises se situent entre 900 kg et 1 tonne par marée et par pirogue. La production est écoulée dans les marchés des grandes villes (Libreville, Port-Gentil...) à un prix variant entre 1.000 FCFA et 1.500 FCFA/kilogramme. Une partie est exportée vers les pays voisins.

Le secteur pêche est confronté aux problèmes suivants :

- le peu d'engouement des nationaux pour la pêche en mer ;
- le coût des équipements et de l'énergie ;
- le difficile accès au crédit ;
- l'exploitation par des chalutiers des zones de pêche côtière.

Pour pouvoir exercer, les pêcheurs doivent s'acquitter auprès des Eaux et Forêt d'une taxe de 60.000 FCFA/an/pirogue.

La pêche industrielle

Ce type de pêche est pratiquée par trois flottilles réparties comme suit : 34 chalutiers à poisson, 36 chalutiers à crevettes et 20 ligneurs. Les navires qui résident au Gabon et qui y débarquent leur production sont au nombre de 23 chalutiers à poisson et 12 chalutiers à crevettes.

Le niveau des prises de poisson par les chalutiers est à la hausse depuis 1993. En 1994 les prises s'élevaient à 9.481,6 tonnes; celles de 1995 seraient de 9.007,4 tonnes. Les prises de crevettes ont connu une baisse, 1.000 tonnes en 1993, 845 tonnes en 1994 et 714 tonnes en 1995.

On note depuis 1994 une légère baisse des prises de poissons des grands chalutiers. Cette diminution de la production de poissons s'explique par plusieurs facteurs :

- l'importance de l'étendue des zones interdites à la pêche,
- la vétusté des équipements de pêche,
- l'épuisement probable des réserves de poissons le long des côtes, lié à la surexploitation par des armements d'origine étrangère exerçant illégalement.

Tableau 5 : Pêche industrielle (production de poissons et crevettes en tonnes)

	1993	1994	1995*	1995/1994
Poissons	9.973,5	9.481,5	9.007,4	-5 %
Crevettes	1.000,0	845,0	714,0	-16 %

* estimation

Source : Direction Générale des Pêches

II.3 LES INDUSTRIES

Le tissu industriel gabonais se compose des industries agro-alimentaires, des industries du bois et des industries de transformation (industries chimiques, matériaux de construction...)

II.3.1 INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES

Le secteur des industries agro-alimentaires couvre plusieurs branches à savoir: l'activité meunière (SMAG) et les boulangeries, l'aviculture (SIAEB et les fermes), la raffinerie du sucre (SOSUHO), la raffinerie d'huile de palme (AGROGABON), la fabrication des produits laitiers et glacés (SIGALLI) et la fabrication de boissons (SOBRAGA, EAULECO).

La dévaluation, la réforme fiscal-douanière et la baisse du pouvoir d'achat des ménages ont engendré des perturbations économiques pour l'ensemble du secteur.

La production de farine

La SMAG est l'unique producteur de farine de blé au Gabon, mais ne constitue pas cependant la seule source d'approvisionnement des boulangeries. Certaines d'entre elles, en hausse constante, importent directement la farine de l'étranger depuis 1994.

L'activité de cette entreprise se trouve donc perturbée sous l'effet d'une perte de parts de marché et du renchérissement du blé en Europe, ayant contraint l'entreprise à revaloriser le prix de la farine.

La production de farine chuterait de 4 % en 1995, passant de 28 805 tonnes en 1994 à 27 921 tonnes en 1995. Le chiffre d'affaires serait de 14,43 milliards de FCFA en 1995 contre 13,819 milliards en 1994, soit une augmentation de 1 %.

Le tableau ci-après présente l'évolution des productions de la SMAG.

SMAG	1993	1994	1995	1995/1994
farine (tonnes)	30.217	28.805	27.921	-3 %
oeufs	18.741	14.885	15.274	6 %
pains (tonnes)	6.437	5.987	5.335	-8 %

Source : SMAG

La production des œufs

La production des œufs est assurée par la SMAG en grande partie, la SIAEB et des fermiers indépendants.

Le chiffre d'affaires généré par la vente d'œufs pourrait atteindre 1,5 milliards de FCFA en 1995 contre 1,2 milliards en 1994, soit une hausse de 25 %. La combinaison des effets volumes et prix compensent assez largement la perte de parts de marché.

La raffinerie du sucre

La production du sucre raffinée est assurée par la SOSUHO dans son usine disposant d'une capacité de production installée de 30.000 tonnes par an dont 49 % sont actuellement utilisées.

Activité nationale

La production est légèrement à la hausse en 1995. Elle passe de 13.600 tonnes en 1994 à 14.500 tonnes en 1995 pour un chiffre d'affaires de 8,5 milliards FCFA. Cette augmentation de la production s'explique par la durée du temps de coupe plus longue en 1995.

La SOSUHO couvre largement les besoins du marché gabonais. Les surplus sont exportés vers certains pays de la sous-région. Cependant, la conquête des marchés extérieurs se heurte à plusieurs obstacles dont le plus important est le niveau élevé du prix de revient.

	production en tonnes	ventes locales en tonnes	exportations en tonnes	Chiffre d'affaires en milliards
1993	15.385	14.413	1.500	6,5
1994	13.600	17.495	5.000	8,6
1995	14.500	ND	ND	8,5

Source : Sosuho

Huilerie et produits dérivés.

La production d'huile de palme brute a connu une forte progression eu égard à l'exploitation de la quasi-totalité des surfaces plantées rendue nécessaire pour les besoins de la raffinerie. En 1995, la production d'huile brute est estimée à un peu plus de 17.957 tonnes.

L'huile de palme brute est produite par Agrogabon et l'OZI de Moabi.

L'usine de Makouké produirait plus de 15.000 tonnes d'huile de palme par an. Celle-ci est soit vendue en l'état, soit transportée au Complexe Industriel de Lambaréné en vue d'une opération de fractionnement pour l'obtention de l'oléine de palme et de la stéarine utilisés pour la fabrication de savon et de beurre.

L'évolution de la production industrielle d'Agrogabon se présente depuis 1993 comme suit :

	1993	1994	1995	1995/1994
Oléine	8.010	7.576	7.406	-2,2 %
Savon	3.185	3.433	3.442	0,3 %
Stéarine	3.727	3.390	3.488	3 %
Acides gras	549	528	541	2 %

Source : Agrogabon

Le chiffre d'affaires est estimé à 14 milliards FCFA en 1995.

En 1995 l'activité industrielle s'essouffle en raison des difficultés d'ordre structurel, d'une sur-utilisation des équipements mis à contribution pour satisfaire une demande locale ferme, induisant d'importants coûts de maintenance.

La société Agrogabon utilise 1.288 personnes en 1995 contre 1.235 en 1994.

La fabrication des produits laitiers et des glaces.

La fabrication des produits laitiers et des glaces est assurée principalement par SIGALLI qui fournit du lait, des yaourts et des jus. L'activité de cette branche est en baisse du fait de la baisse du pouvoir d'achat des ménages, du renchérissement des intrants et de l'application de la TVA.

Le chiffre d'affaires issu des ventes des produits laitiers est estimé à 2,2 milliards FCFA contre 2,1 milliards FCFA en 1994, soit une progression de 4,7 %.

La production d'eau minérale

EAULECO est le seul producteur en eau minérale au Gabon. Le déclin de son activité se confirme sous l'effet de la libéralisation des importations des eaux de table plus concurrentielles.

La production est passée à 111.087 cartons de 12 bouteilles de 1,5 litre en 1995 contre 178.337 en 1994, soit une baisse de 37,7 %. Les quantités vendues représentent un chiffre d'affaires estimés à 632 millions FCFA en 1995 contre 780 en 1994.

	1993	1994	1995
Cartons de 12 btles de 1,5 litres	197.067	178.337	111.087

Source : Eauleco

La société commercialise également de l'eau minérale "Contrex" importée de France.

En 1995, la société a entrepris un programme d'investissements en vue d'opérer une diversification en mettant en place une unité de production de boissons fruitées, pour une valeur globale de 158,6 millions FCFA.

EAULECO emploie 35 personnes qui travaillent de manière intermittente en raison du rythme de la production.

La production de bière, boissons gazeuses et vins.

La bière et les boissons gazeuses sont fabriquées par la SOBRAGA. Ces deux types de boisson constituent l'essentiel de sa production. Les vins sont importés et mis en bouteille par des dépôts gérés par la Sobraga.

Le niveau de l'activité a progressé de 8 % dans la production de bières et boissons gazeuses. Le chiffre d'affaire enregistre une hausse estimée à 19,5 %, soit environ 45,2 milliards FCFA en 1995 contre 37,9 milliards en FCFA en 1994.

Après le renchérissement des intrants (biens et services facteurs) constatés au lendemain de la dévaluation, la société a été contrainte de revaloriser ses tarifs au cours de l'année. L'effondrement des ventes n'a pas eu lieu en dépit d'une concurrence assez vive dans le Woleu-Ntem des produits fabriqués dans certains pays voisins. L'on observe un report

Activité nationale

de plus en plus marqué des consommations de la clientèle vers les boissons d'origine traditionnelle (vin de palme, vin de canne à sucre fermenté,...) favorisant par l'occasion un regain de l'activité de fabrication de boissons et un accroissement des revenus supplémentaires dans les villages.

Le tabac

La fabrication des cigarettes est assurée par la SOCIGA. L'activité a connu en 1995 une évolution en dents de scie, avec une tendance à la stagnation. Cependant, le niveau des stocks est très élevé. Le chiffre d'affaires de la société en 1995 est estimée à un peu plus de 6 milliards de FCFA, en stagnation par rapport à celui de 1994 (6,048 milliards FCFA).

II.3.2 INDUSTRIES DU BOIS

La structure

Les activités forestières au Gabon ont toujours été orientées vers l'exportation des bois sous forme de grumes. Cependant, il existe quelques unités de transformation à savoir :

- les unités de sciages
- les unités de déroulage
- les unités de menuiseries et ébénisterie

Les unités de sciages

Une vingtaine de scieries sont disséminées sur l'ensemble du territoire dont plus de la moitié à Libreville et Port-Gentil. Leur production est essentiellement destinée au marché local.

Les unités de déroulages

Au nombre de trois (3) (Compagnie Forestière du Gabon (CFG), ROUGIER GABON et Société de la Haute Mondah (SHM), elles produisent des placages et fabriquent du contre-plaqué essentiellement à base d'Okoumé. La production est vendue à près de 80 % sur le marché extérieur.

Les unités de menuiserie et d'ébénisterie

Concentrées également à Libreville et Port-Gentil, ces unités de petites dimensions et généralement de faible capacité de production sont spécialisées dans les travaux d'ameublement et de décoration.

Le déroulage

Même si le niveau actuel du taux de transformation est insignifiant par rapport aux permis industriels attribués aux exploitants forestiers et aux surfaces qu'ils couvrent, l'évolution du marché du contre-plaqué en 1995

montre une amélioration significative des industries de déroulage. De 32.428 m³ de production en 1994, l'on passera à 54.800 m³ en 1995, soit une augmentation de 69 % avec un niveau de stocks presque inexistant.

en m ³	1990	1991	1992	1993	1994	1995	95/94
Production	44.601	48.993	33.951	25.345	32.428	54.800	69 %
Ventes locales	11.180	13.222	6.898	4.813	11.658	14.803	27 %
Exportations	32.011	23.248	18.209	14.576	19.624	36.109	84 %

Source : Direction Générale des Eaux et Forêts

Les sciages

En 1995, la production de sciages restera stable pendant que les exportations augmenteraient de 17 %. Cette stabilité de la production fait suite à l'absence de grands travaux de construction.

en m ³	1990	1991	1992	1993	1994	1995*	95/94
Production	29.028	44.820	34.109	31.967	29.125	29.000	-0,4 %
Ventes locales	25.877	49.872	23.448	21.376	18.870	20.105	7 %
Exportations	625	1502	ND	93	171	200	17 %

Source : Direction Générale des Eaux et Forêts

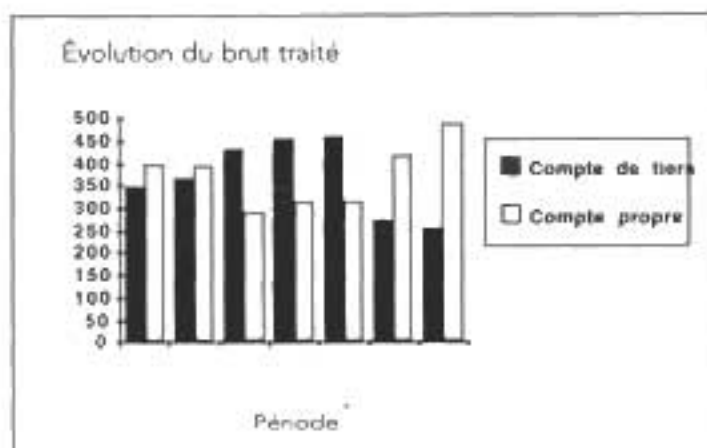
* estimation DGE

II.3.3 RAFFINAGE

Le raffinage est assuré par la Société Gabonaise de Raffinage (SOGARA), mise en service depuis 1967. Cette raffinerie dispose d'une distillation primaire de 1,2 million de tonnes par an mais, ses installations avalées et son potentiel réel sont limités à 800.000 tonnes par an.

Production

L'ensemble du brut traité en 1995 serait de 692.000 tonnes soit une hausse de 7,5 % par rapport à 1994. La quantité du brut traité pour le compte propre augmenterait de 16,8 % (487.000 tonnes) et celle pour le compte des tiers enregistrerait une baisse de 6,6 % (253.000 tonnes) par rapport à l'année 1994.



Source: SOGARA

Commercialisation

Le tableau ci-dessous retrace l'évolution des ventes intérieures depuis 1990 :

Évolution des ventes intérieures

Produits	Unité de mesure	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Gas-oil	M3	192.593	203.841	208.627	237.002	206.592	244.692
Kérosène	M3	68.310	60.380	55.465	49.944	ND	ND
Pétrole lampant	M3	34.823	38.137	36.439	37.404	35.307	**100.794
Super	M3	49.565	48.989	41.866	40.038	37.226	*46.085
Essence	M3	4.704	4.255	4.501	4.475	4.500	
Fuel 380	TM	26.697	29.747	28.793	32.056	32.147	28.565
Bitume	TM	1.769	2.370	1.882	3.528	4.109	14.778
Butane	TM	10.155	11.712	11.902	12.216	13.156	12.895

Source: SOGARA

* y compris essence

** y compris jet A1

• Le gas-oil a augmenté de 18,4 % par rapport à l'année précédente pour les raisons suivantes :

- regain de l'activité forestière;
- diésélisation du parc automobile gabonais;
- intensification du programme routier.

• Le super carburant s'est accru de 23,8 % par rapport à l'année 1994;

- Le butane a baissé de 2 % par rapport à l'année 1994;
- Le pétrole lampant a été stable, par contre il y a eu une régression du jet A1,
- Le fuel 380 a diminué de 11,4 % par rapport à 1994,
- Le bitume a augmenté de 259,6 % par rapport à l'année 1994 à cause du programme routier.

En 1995, le chiffre d'affaires serait de 58 milliards, soit une augmentation de 20 % par rapport à l'année 1994.

Les prix

L'augmentation des prix des produits pétroliers est intervenue en Mai 1995. Les prix de vente départ usine fixés par les pouvoirs publics ont été modifiés comme suit:

- les prix de l'essence et du pétrole augmentent de 11 %, ceux de l'essence et du gas-oil respectivement de 9 et 12 %.

- Le tableau suivant donne la structure des prix carburant au 1^{er} Mai 1995

Structure des prix du carburant au 01-05-1995

Libreville et Port-Gentil	Super	Essence	Pétrole	Gas-oil
1. SOGARA	15.658,99	15.652,22	10.706,64	11.996,28
Taxe de port	95,50	95,50	103,50	108,50
Passage de dépôt	516,00	516,00	516,00	516,00
Marge distributeur	1.960,80	1.960,80	1.776,00	1.960,80
Livraison ville	270,00	270,00	270,00	270,00
Total Base T.V.A.	18.501,29	18.494,52	13.372,14	14.851,58
TVA	3.330,23	3.329,01	2.406,99	2.673,28
Marge Revendeur	960,00	960,00	960,00	960,00
Autres Taxes				
Stock de Sécurité	100,00	100,00	100,00	100,00
Taxe de Péréquation	6.158,58	6.156,58	-2.839,13	2.901,83
Taxes de Consommation intérieure	4.499,90	3.509,89	0,00	0,00
Taxe Municipale	1.450,00	1.450,00	0,00	13,31
Total autres Taxes	12.208,48	11.216,47	-2.739,13	3.015,14
Total prix détail FCFA/HL	35.000,00	34.000,00	14.000,00	21.500,00
Total prix détail FCA/Litre	350	340	140	215

Source : Caisse de Stabilisation et de Péréquation

Activité nationale

En ce qui concerne le bitume, compte tenu de la demande soutenue, la SOGARA a revu son prix de vente à la hausse. Il est passé de 39.000 la tonne à 70.000 F CFA la tonne en 1995.

Investissements

Les investissements en 1995 sont de 897 millions de FCFA soit une hausse de 52,55 % par rapport à l'année précédente. Ces investissements concernent les achats des véhicules et le matériel d'équipement de l'usine.

Les effectifs ont baissé de 2,4 % soit 406 agents en 1995 contre 416 en 1994 et la masse salariale augmenterait de 5,65 % par rapport à l'année 1994, soit 6 milliards en 1995 contre 5,7 milliards en 1994.

L'exercice 1995 a été meilleur par rapport à celui de 1994 en raison de la dégradation de prix de brut. Les comptes à fin Décembre seraient équilibrés (+ 80 millions), ce qui contraste avec les résultats de 1994 (- 3.739 millions).

L'activité étant tributaire de l'évolution du prix baril de pétrole et du cours du dollar, l'équilibre financier actuel demeure fragile.

II.3.4 AUTRES INDUSTRIES

Les autres industries regroupent quatre branches: les industries chimiques, les industries de transformation des métaux, les industries textiles et les industries de matériaux de construction.

Hormis les lubrifiants et les matériaux de construction, les autres industries souffrent de la concurrence des produits similaires importés. Le bilan sur les réformes entreprises au Gabon depuis janvier 1994 est mitigé selon les branches du secteur. Néanmoins, on note une légère reprise de l'activité dans le secteur en 1995.

Industries chimiques

L'industrie chimique, à l'exception de GABOA, recouvre beaucoup plus des sociétés de conditionnement qui travaillent pour le marché intérieur. Elle est composée des entreprises de pneumatique, de peintures, de gaz industriels, de produits d'entretien, de lubrifiants et de plastiques et mousses. La branche des industries chimiques est dominée par les lubrifiants et les peintures qui représentent 56 % du chiffre d'affaires de la branche en 1995.

La fabrication de peintures vernis et laques est toujours réalisée par deux entreprises: Chimie Gabon (la plus ancienne, depuis 1966) et Gabonaise des Peintures et Laques (GPL), installée en 1974.

	93	94	95
Chiffre d'affaires	2.715	4.051	4.810
Valeur ajoutée	1.634	2.195	1.253

Sources: Chimie Gabon, GPL.

Ces deux entreprises aux activités complémentaires ont vu leur performance industrielle se détériorer en 1995 à cause du coût des intrants taxés au même titre que les produits finis (réforme fiscale-douanière). La valeur ajoutée a alors chuté de 57 % s'établissant à 1.253 millions de FCFA en 1995 contre 2.195 en 1994.

Leur chiffre d'affaires a augmenté de 18% en 1995, soit 4.810 millions de FCFA.

LUBRIFIANTS

Pizolub est la seule société qui fabrique les lubrifiants au Gabon. L'étroitesse du marché et la faible compétitivité de ses produits à l'extérieur font que sa capacité de production n'est utilisée qu'à 54 %.

Le chiffre d'affaires des lubrifiants (huiles "moteur diesel", huiles hydrauliques et huiles "mannes") connaît une croissance de 9,5 % en 1995 qui résulte de la forte consommation des produits pétroliers dans le programme d'aménagement routier, passant de 5,2 milliards de FCFA en 1994 à 6,95 milliards de FCFA en 1995.

Après trois années difficiles, Pizolub renoue avec les résultats positifs. La valeur ajoutée s'est améliorée de 5 %.

GAZ INDUSTRIELS

Les gaz industriels composés de l'azote liquide, de l'oxygène et de l'acétylène sont produits par les usines de la société Gabonaise d'Oxygène et d'Acétylène (GABOA) de Port-Gentil et de Libreville.

Sous l'effet des réformes, l'activité de la société s'inscrit en hausse pour 1995. Ainsi, les productions de l'oxygène et de l'acétylène ont augmenté respectivement de 13 et 9 %. Elles sont respectivement de 325.886 m³ et 70.430 m³. L'azote, produit utilisé par les pétroliers pour réactiver les anciens puits, accuse encore une baisse de production de l'ordre de 16 % en 1995.

Le chiffre d'affaires se serait accru de 15 %, s'établissant à 3 milliards de francs CFA en 1995 contre 2,557 F milliards de francs CFA en 1994.

AUTRES PRODUITS

Les autres produits de l'industrie chimique (produits d'entretien de Colgate Palmolive, bidons et fûts de Sogafut, plastiques et mousses de Polychimie, pneumatique de Cogapneu) se caractérisent par une évolution contrastée.

La fabrication de bidons et fûts exercée par Sogafûts devrait connaître un recul en 1995. Le chiffre d'affaires qui était de 1.880 millions de francs CFA en 1994 devrait se situer autour de 1.200 millions en 1995, soit une baisse de 35 %, imputable à la perte d'un client important. Cependant, elle devrait exporter ses produits vers la Côte-d'Ivoire cette année pour près de 130 millions de francs CFA.

Activité nationale

Colgate Palmolive et Polychimie subissent de plein fouet, les effets de la libéralisation des importations et de la tarification douanière qui ne fait pas de distinction entre les produits finis et les matières premières ou semi-ouvrés.

Industries de matériaux de construction

La branche regroupe la production de ciment, de produits en béton, de parpaings et de matériaux de carrière (sable, gravier et pierre de construction)

La production du ciment et du granulat est réalisée par la société des Ciments du Gabon qui dispose de trois usines: celle de Ntoum fabrique du clinker et granulat avec une capacité de production de 300.000 tonnes par an, les deux autres étant situées à Owendo et Franceville spécialisées dans l'ensachage du ciment. Actuellement, la capacité de production de la société est de 400.000 tonnes par an, mais elle n'est utilisée qu'à 38 % environ.

L'année 1995 s'est caractérisée par une augmentation de la production de 2 %, soit 154.127 tonnes en 1995 contre 151.083 tonnes en 1994. Il convient de souligner que le CPA 45 ou 55 est produit uniquement sur commande pour les besoins spéciaux (par exemple la construction de ponts en béton).

en tonnes	93	94	95
Clinker	132.398	113.933	138.795
Ciment	141.283	151.083	154.127
Granulats	51.387	55.570	57.751
Filler	64	676	1.000

Sources Ciments du Gabon

Le chiffre d'affaires serait de 9 396 FCFA en 1995 contre 8 686 en 1994, soit une augmentation de 8,2 % réalisé avec les entreprises des BTP dans le cadre du programme de réhabilitation et d'entretien du réseau routier. La vente de ciment représente 97 % du chiffre d'affaires de la société sur le marché local et 3 % à l'extérieur (en Guinée Equatoriale).

Après la légère hausse observée le 27 juillet 1994, les prix des Ciments du Gabon sont restés stables en 1995 (60.000 FCFA la tonne de ciment à Libreville et 62.500 à Franceville).

Les investissements réalisés par la société ont augmenté de 31 % par rapport à 1994, passant de 1.069 millions FCFA en 1994 à 1 400 millions FCFA en 1995. Il s'agit essentiellement des investissements de renouvellement des équipements de production. La société des Ciments du Gabon a consacré également une partie des investissements pour l'amélioration de la productivité du personnel.

Les effectifs de la société des Ciments du Gabon ont progressé de 4 % par rapport à l'année 1994, passant de 295 en 1994 à 307 en 1995.

	93	94	95	Var 95/94
Chiffre d'affaires	7.356	8.686	9.396	8,2%
Valeur ajoutée	3.226	2.776	3.000	8,1%
Effectifs	289	295	307	4,1%

Source : Ciments du Gabon

L'activité de la société des Ciments du Gabon se traduit par l'amélioration des résultats, puisqu'ils passent d'une situation déficitaire (-176 millions de FCFA en 1994) à un résultat positif de 3 millions de francs CFA en 1995.

Industries textiles

La branche des industries textiles est constituée :

- des entreprises industrielles de confection et d'impression ;
- des ateliers semi-industriels de confection et haute couture ;
- des unités artisanales de confection.

Les principales entreprises industrielles sont : Sotéga (impression des tissus), Sogatex et Soveman (confection).

Malgré la concurrence des produits provenant du Nigeria et de l'Asie du Sud-Est, la compétitivité des produits des entreprises s'est améliorée, du fait de la réalisation des investissements visant l'amélioration de la productivité. Le chiffre d'affaires serait de 2.618 millions de FCFA soit 8,5 % de croissance par rapport à 1994.

Industries de transformation des métaux

Cette branche regroupe les sociétés suivantes : Sotralga et Sogi. Généralement, ces entreprises font des activités de montage d'éléments semi-ouvrés importés.

La production de la branche s'est améliorée de 11,6 % par rapport à 1994. Le chiffre d'affaires s'établirait en 1995 à 9.893 millions de FCFA contre 8.927 millions en 1994, soit une hausse de 10,8 % qui s'explique par la bonne tenue du secteur forestier, du secteur agricole et du programme d'entretien routier.

	93	94	95
Chiffre d'affaires	5.104	8.927	9.893
Valeur ajoutée	1.876	2.341	
Effectifs	133	144	147

Source : Sogi, Sotralga.

Produits électroniques

La société Regabon, spécialisée dans le montage des appareils audio-TV et des climatiseurs est la seule entreprise de cette branche. Amorcé en 1994, le déclin de l'activité s'est poursuivi en 1995 avec une chute de 56 % de la production.

Cette situation s'est traduite par une baisse du chiffre d'affaires de 45 % en 1995, passant de 1.619 millions de FCFA en 1994 à 891 millions de FCFA en 1995. Cette chute s'explique par la crise économique, la baisse du pouvoir d'achat des ménages et les effets de la dévaluation.

	93	94	95
Chiffre d'affaires	1.212	1.619	891
Valeur ajoutée	443	491	
Effectifs	32	17	17

Source : Regabon.

II. 4 LE SECTEUR DES TRANSPORTS

Le secteur des transports tient une place déterminante dans l'économie gabonaise. Il se caractérise par l'exploitation de plusieurs modes de locomotion :

- le chemin de fer ;
- la route ;
- l'avion ;
- le transport fluvial.

On dénombre les branches suivantes :

- les transports terrestres et ferroviaires ;
- les transports aériens ;
- les transports maritimes et fluviaux ;
- les activités portuaires.

II.4.1 LES TRANSPORTS AÉRIENS

En raison de la faiblesse du réseau routier, l'avion constitue le moyen le plus approprié de déplacement à l'intérieur du pays. Le transport aérien est assuré sur le plan intérieur par la Compagnie Nationale Air-Gabon et des compagnies privées (Air Service, Air-Inter, Air Affaires Gabon, Retra).

Au niveau international, outre Air Gabon, plusieurs compagnies européennes et africaines assurent la desserte de Libreville.

Après une baisse des activités pendant trois années consécutives, le volume global en 1995 des prestations des compagnies aériennes commence à croître.

Evolution du trafic aérien

	1993	1994	estimations 95	% 95/94
Mouvements commerciaux	19.232	17.855	22.573	26,4%
Passagers locaux	348.699	313.294	302.077	- 3,6 %
Passagers internationaux	265.100	242.194	257.950	6,5 %
Transits	33.993	24.831	18.000	- 27,5 %
Frêt total	12.648	10.191	11.876	16,5 %
Poste	411	432	450	4,2%

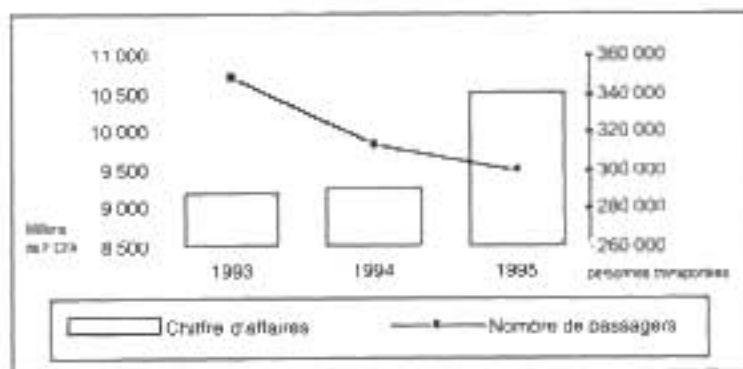
Source : Statistiques ADL

Le réseau national

Le nombre des passagers sur les lignes intérieures sera de 300.000 personnes en 1995, contre 313.294 en 1994, soit une baisse de 4%.

Depuis 1993, Air Gabon transporte plus de 85 % des passagers sur le réseau national, le reste étant assuré par les autres petites compagnies. L'augmentation de 16 % en 1995 du chiffre d'affaires sur les passagers de l'intérieur du pays s'explique par la forte activité d'Air Service sur le réseau domestique. Air Gabon par contre enregistre chaque année, depuis 1994 une décroissance du chiffre d'affaires intérieur : 7,1 milliards en 1995 contre 7,3 milliards FCFA en 1994.

Activité sur les lignes domestiques



Air Service Gabon enregistre une augmentation du chiffre d'affaires intérieur de l'ordre de 76 % en 1995, contre 19 % pour 1994.

Activité nationale

Une comparaison de l'évolution du volume des activités et du chiffre d'affaires, permet de mettre en évidence une légère augmentation du prix des principales prestations.

Tarif «Y» lignes intérieures en FCFA

	1994	1995
Lignes intérieures	Aller simple	Aller simple
Libreville - Port-Gentil	21.600	29.200
Libreville - Oyem	28.100	38.000
Libreville - Makokou	28.100	38.000
Libreville - Tchibanga	32.500	43.900
Libreville - Moanda	38.100	51.500

Sources : Direction commerciale Air Gabon

La relative bonne santé des petites compagnies s'explique par la nature de leur activité et par l'application des prix étudiés et plus compétitifs. Ces prix sont généralement négociés, ils dépendent du type d'appareil utilisé et des distances à parcourir.

L'entrée en exploitation d'une nouvelle compagnie (RETRA) traduit une certaine vitalité dans la branche.

Le réseau international

Ce réseau est constitué de lignes sur l'Europe et sur la côte africaine.

L'exploitation par Air Gabon des destinations africaines est en général rentable, elle reste toutefois gênée par la faible capacité de transport de fret.

La modification du prix des billets d'avion sur les lignes "Europe", laisse apparaître une différence de coût selon le sens du voyage; les voyages "Europe-Gabon" deviennent 40 à 60 % plus chers que ceux en sens inverse.

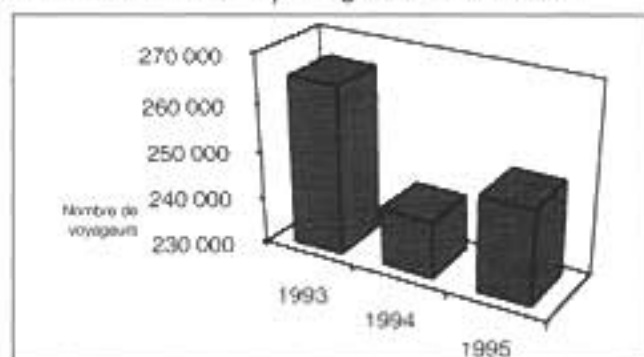
Evolution tarifaire sur le réseau international

Tarif «Y» lignes internationales en FCFA

	1993	1994	1995
Lignes internationales	Aller simple	Aller simple	Aller simple
Libreville - Paris	381.700	692.100	692.100
Libreville - Zurich	381.700	692.100	692.100
Libreville - Bruxelles	384.200	696.700	696.700
Libreville - Douala	39.800	63.700	63.700
Libreville - Abidjan	118.700	190.000	190.000
Libreville - Johannesburg	-	320.200	320.200

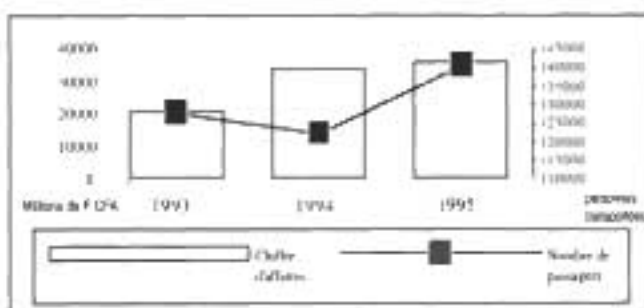
Le nombre des passagers sur les lignes internationales croît de 3 % en 1995, après une forte contraction en 1994 (- 9 %).

L'évolution du nombre des passagers internationaux



Cette tendance correspond bien à l'évolution du nombre de personnes transportées par Air Gabon, dont la part de marché au niveau des passagers internationaux a évolué de la manière suivante : 48 % en 1993, 50 % en 1994 et 56 % en 1995.

Activité d'Air Gabon sur le réseau international



En 1994, le nombre de passagers internationaux transportés par Air Gabon a chuté de 5 %. Pendant ce temps, le chiffre d'affaires correspondant a connu une augmentation de 61 %, due à l'effet de la dévaluation du franc CFA.

Pour l'année 1995, l'augmentation de 15 % du nombre des passagers internationaux transportés par Air Gabon, s'explique par la mise en place d'un éventail de tarifs préférentiels, qui n'a pas permis d'augmenter le chiffre d'affaires dans les mêmes proportions que celles du nombre des passagers transportés (6 % seulement).

Le fret connaît une augmentation de 18 % en 1995, après une baisse de 19 % en 1994, se situant à 12.000 tonnes de marchandises transportées.

Activité nationale

La valeur ajoutée des principales compagnies aériennes gabonaises augmentent de 5 % en 1995 par rapport à 1994. Elle a servi en grande partie à couvrir les seuls frais de personnel

Eléments du compte de gestion des principales compagnies

1 - Valeur ajoutée	15 399	17 636	18 460
2 - Dotation amortissement	2 560	3 118	2 181
3 - Frais de personnel	11 643	12 881	15 008
4 - Résultat d'exploitation	- 4 051	- 8 257,8	- 2 775
5 Résultat net	- 3 343	- 16 521,6	- 1 856

Sources : Air Gabon, Air Services, Air Affaires

Les emplois des principales compagnies

	1993	1994	1995
Cadres	209	203	199
Agents	1.167	1.088	894
Total	1.376	1.291	1.093

Sources : Air Gabon, Air Services, Air Affaires

Les effectifs d'Air Gabon diminueront globalement de 15 % en raison de la mise en place d'un plan de redressement, les emplois restant stables dans les deux autres entreprises.

Le niveau global des investissements des trois sociétés est en augmentation en 1995 par rapport à 1994; en raison des achats d'équipements et de nouveaux appareils.

L'évolution des investissements

En millions de FCFA	1993	1994	1995 (est.)
Air Gabon	11 343	285	1 451
Air Service	48	128	110
Air Affaires	0	0	0
Total	11.391	413	1.561

Sources : Air Gabon, Air Services, Air Affaires

La gestion de l'aéroport de Libreville

Cette activité est exercée par la société ADL (Aéroport de Libreville), qui a pour principales missions :

- l'entretien de l'aérogare de Libreville ;
- la prestations des services connexes aux voyages par avion.

Le chiffre d'affaires d'ADL connaît une croissance continue depuis 1994, même si le rythme de croissance diminue en 1995, passant de 25 % en 1994 à 8 % en 1995.

Le chiffre d'affaires d'ADL

En millions de FCFA	1993	1994	1995 (est)	%
Mouvements commerciaux	388	497	455	- 8,4%
Passagers locaux	128	120	140	16,3%
Passagers internationaux	752	996	1.140	14,5 %
Frêt total	36	34	45	34,3%
Total	1.304	1.647	1.780	8,1%

Source : ADL

En 1995, 64% du chiffre d'affaires d'ADL dépend des mouvements des passagers internationaux.

La valeur ajoutée d'ADL croit en 1995 de 1,8 %, contre 20 % en 1994.

Le montant des investissements en 1995 se chiffre à 268 millions de FCFA contre 206 millions en 1994, soit une hausse de 30 %. L'essentiel de ces investissements porte sur la construction de nouveaux bâtiments.

Les effectifs restent stables en 1995 (110 personnes dont 9 cadres) par rapport à 1994.

II.4.2 LES TRANSPORTS MARITIMES ET FLUVIAUX

Les voies de navigation fluviales sont exploitées par des transporteurs locaux et par la Compagnie de navigation intérieure (CNI). Ces opérateurs desservent les principaux villages situés le long de l'Ogooué, du Fernan Vaz et de la lagune Banio.

Le réseau fluvial (3.300 km) permet également l'acheminement (par radeaux flottants), d'une grande partie de la production de bois, des zones d'abattage jusqu'aux ports d'Owendo, de Mayumba et de Port-Gentil.

La voie maritime est exploitée par un nombre important de compagnies. Ainsi, on dénombre les compagnies suivantes :

- la CNI (Compagnie nationale de Navigation Intérieure), pour la ligne Libreville - Port gentil,
- la SONATRAM (Société Nationale de Transport Maritime),
- la COMARGA,
- la SECAM- GABON, pour les lignes transcontinentales et intercontinentales.
- la compagnie DELMAS appartenant au groupe S.D.V.

Activité nationale

La CNI

Le volume des prestations de la CNI en 1995 reste globalement plus important que celui de l'année précédente. L'accroissement du nombre des voyageurs transportés, bien que faible au deuxième trimestre 1995 (+ 1 %), s'est fortement accentué au troisième trimestre de la même année (+ 35 %).

Évolution de l'activité de la CNI

	1994	1995	% 95/94
Nombre de passagers	16.334	18.808	15,15
Chiffres d'affaires (millions de FCFA)	94.771	120.491	27,14

source : CNI

Malgré le mouvement à la baisse des activités de la CNI, attendu pour le quatrième trimestre de l'année 1995, le résultat pour cet exercice est très encourageant.

La SONATRAM

À la faveur d'un accord de partenariat avec DELMAS, l'année 1995 a été marquée par une reprise des activités de la société. De ce fait, les produits de la SONATRAM se chiffraient en 1995 à 902 millions FCFA et sa valeur ajoutée serait de 100 millions de FCFA.

Les effectifs passent de 65 employés en 1994 à 38 en 1995, soit une diminution de 41,5 %.

Évolution des effectifs

	1993	1994	1995 (est.)
Cadres	31	22	11
Agents	84	43	27
Total	115	65	38

Source : Sonatram

II.4.3 LES ACTIVITÉS PORTUAIRES

Les activités de l'Office des Ports et Rades du Gabon (OPRAG) et du Conseil Gabonais des Chargeurs (C.G.C.) constituent des indicateurs de l'évolution du trafic maritime.

L'évolution du trafic observé par l'Office des Ports et Rades du Gabon (OPRAG) indique une reprise des échanges à l'image de l'évolution générale de l'activité économique. Les importations stagnent après le léger frémissement observé au mois de février. Les exportations non pétrolières et minières quant à elles, se caractérisent par une évolution en dents de scie avec une tendance au ralentissement des sorties.

II.4.4 LES TRANSPORTS TERRESTRES ET FERROVIAIRES

Le réseau routier

Les routes constitueront, à l'issu du Programme d'aménagement du réseau routier (PARR), un élément déterminant pour le développement économique du Gabon.

Ce programme fait suite au Programme triennal d'entretien routier (PTER). Il vient renforcer le dispositif d'entretien et d'aménagement des routes du ministère de l'équipement et de la construction.

Financé essentiellement par la BAD, le PARR vise la construction de grands axes reliant le Gabon aux pays voisins.

Les objectifs du PARR sont retracés dans le tableau ci-après :

Objectifs du PARR

	Première phase	Objectifs finaux
Routes bitumées (en km)	1 784	3 584
Routes latéritées (en km)	132	563
Ponts (en mètres linéaires)	1 877	4 900

Source : Direction Générale des TP

Les effets économiques attendus de ce programme sont essentiellement de quatre ordres à savoir :

- 1- le transport rapide des personnes et des marchandises ;
- 2- la diminution des coûts de transport ;
- 3- la moindre usure des véhicules automobiles ;
- 4- un effet d'entraînement sur la production agricole vivrière.

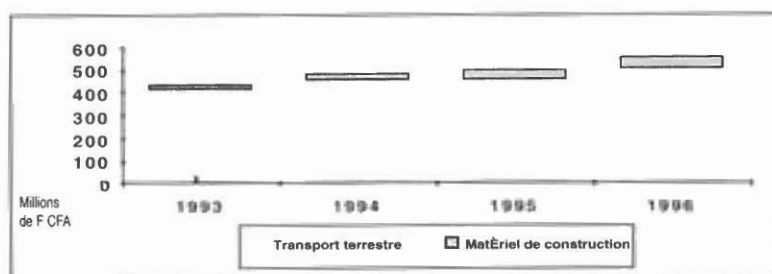
Le trafic routier

Malgré l'absence de données quantitatives sur l'évolution du trafic routier, l'on observe l'émergence, à côté des transporteurs traditionnels tel que CAT Barbier, de nombreux petits transporteurs qui exercent de manière informelle. Ces derniers sont aujourd'hui regroupés en organisations syndicales.

CAT BARBIER demeure la plus importante des sociétés dans la branche des transports routiers. Il a enregistré une hausse de 2 % de son chiffre d'affaires en 1995, soit 495 millions de FCFA contre 484 millions de FCFA en 1994.

Activité nationale

Évolution du chiffre d'affaires chez CAT



La valeur ajoutée augmente de 3 % en 1995, soit 280 millions de FCFA en 1995, contre 271 millions de FCFA en 1994. Les frais de personnel qui représentent 64 % de la valeur ajoutée détériorent considérablement le résultat de l'entreprise. Elle a dégagé en 1995 un résultat d'exploitation de + 20 millions de FCFA.

CAT Barbier emploie 47 personnes.

Transports ferroviaires

On dénombre deux sociétés qui utilisent la voie ferrée:

- l'Ootra (Office du Chemin de fer et du Transgabonais), qui assure le transport des personnes et des marchandises.
- la Comilog (Compagnie minière de l'Ogooué) qui transporte le manganèse de Moanda jusqu'au port minéralier de Libreville.

Ce tableau retrace l'évolution du volume des prestations de l'Ootra

Évolution du volume des prestations de l'Ootra en tonnage transporté

	1993	1994	est. 1995	% 95/94
Grumes	892.785	924.918	1.220.892	32,0 %
Clinker	26.505	18.075	28.378	57,0 %
Produits pétroliers	30.113	23.395	36.496	56,0 %
Gravier	105.524	747.444	799.765	7,0 %
Autres	1.351.564	1.510.792	1.556.116	3,0 %
Total	2.406.491	3.224.624	3.641.647	12,9 %

Source : Ootra

Le volume des produits transportés par l'Ootra en nette progression (+ 12,9 %) et le relèvement des prix des prestations, de l'ordre de 12 % ont entraîné une amélioration des résultats de l'entreprise.

Évolution des principales recettes de l'Octra en millions de FCFA

	1993	1994	1995	% 95/94
Grumes	7.580	10.610	14.000	32,0 %
Clinker	194	219	344	57,1 %
Produits pétroliers	278	282	440	56,0 %
Gravier	331	330	335	1,5 %
Autres	3.006	3.540	3.680	4,0 %
Total	11.391	14.981	18.799	25,5 %

Le chiffre d'affaires global de l'Octra pourrait s'élever à 21 milliards en fin 1995, il était de 19,4 milliards l'année précédente.

La valeur ajoutée de l'Octra en 1995 est estimée à 10,22 milliards de FCFA contre 8,238 milliards en 1994, soit une augmentation de 24 %.

En 1995, les investissements réalisés se sont élevés à 9.010 millions contre 1.010 millions en 1994. Ils ont été multipliés par 9. La plus grande partie desdites sommes est destinée à la réfection des bâtiments, à l'achat de nouveaux véhicules et à l'amélioration des conditions techniques de travail.

Les effectifs de l'Octra restent stables en 1995 (1.894 personnes) par rapport à 1994.

Évolution des effectifs et des investissements

	1993	1994	1995 (est.)
Effectifs	1.893	1.894	1.894
cadres	218	202	193
agents	1.675	1.692	1.701
Investissements	1.000	1.000	9.010
bâtiment	260	210	1.490
équipement	-	-	143
véhicules	50	60	1.500
Autres	690	730	5.877

Source : Octra

II.5 LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS

Le secteur des BTP couvre une gamme variée d'activités comprenant la réhabilitation et/ou la construction des bâtiments ou des infrastructures, la mise en place des circuits de distribution d'électricité et d'eau et les aménagements des sites de recherche pétrolière. Trois catégories d'opérateurs évoluent dans ce secteur :

Activité nationale

- des filiales de groupes internationaux;
- des entreprises moyennes appartenant à des privés nationaux et expatriés ;

- des petites entreprises individuelles.

En 1995, le redressement amorcé depuis 1991 se confirme avec :

la poursuite de la construction des écoles;

la mise en chantier de la construction du futur Palais de l'Assemblée Nationale;

- le programme d'aménagement du réseau routier (PARR).

Les principales réalisations du PARR sont présentées ci-après:

1. Programme de bitumage des routes

tronçon	distance (en km)	état des travaux
Nsile-Bifoun	61	terminés
Bifoun-Ndjobé	56	achèvement en mai 1996
Bifoun-Lambaréné	70	achèvement en fin 1995
Eboro-Bitam-Oyem	102	achèvement en août 1996
Koulamoutou-Lastourville	72	achèvement en janvier 1997

2. Programme de réhabilitation des routes en terre.

tronçon	distance (en km)	état des travaux
Minvoul-Nkolmengo	92	Achèvement en sept '96
Assok-Ngoum-Rivière Sô	25	achèvement en sept '96
Mitzic-Oyem	110	début en 1996

En 1995, la relance des investissements publics concernant les travaux routiers s'est traduite par une nette amélioration du chiffre d'affaires des entreprises. Ils se sont chiffrés à 137 milliards en 1995 contre 110,5 milliards en 1994 soit une augmentation de 24 %.

Les investissements passeraient de 9,6 milliards en 1994 à 10,6 milliards en 1995 soit une augmentation de 10 %. Ils concernent principalement le renouvellement du matériel.

Les effectifs passeraient de 3.753 personnes en 1994 à 3.903 en 1995, soit une augmentation de 4 %.

Ce tableau retrace l'évolution des principales sociétés du secteur BTP en milliards de FCFA.

	1990	1991	1992	1993	1994	1995*	95/94
Chiffre d'affaires	67,4	82,3	81,8	91,0	110,5	137,0	24 %
Valeur ajoutée	29,2	30,3	31,3	34,2	42,1	47,2	12 %
Frais de personnel	18,6	18,8	17,9	18,2	22,2	25,3	14 %
Investissements	6,6	1,5	2,7	7,3	9,6	10,6	10 %
Effectifs (unité)	3.997	4.630	3.892	3.758	3.753	3.903	4 %

Source DGSEE

* Estimation DGE

II.6 LE COMMERCE

II.6.1 STRUCTURE DU SECTEUR

On distingue, dans le secteur formel, trois catégories d'opérateurs :

- Les grandes sociétés commerciales;
- Les sociétés moyennes;
- Les exploitations individuelles.

Les grandes sociétés commerciales

Ce sont les filiales de groupes internationaux qui comptabilisent environ 50 % du chiffre d'affaires du secteur. Il s'agit des sociétés bien structurées et regroupées au sein du Syndicat des importateurs et exportateurs (SIMPEX).

On y trouve donc les différentes spécialités suivantes :

- Marchandises générales (alimentation, boisson, parfumerie, tissus, bonneterie);
- Quincaillerie, produits d'entretien;
- Alimentation (épicerie fine);
- Confection de luxe, maroquinerie, articles de cadeaux;
- Outillage, quincaillerie de bâtiment;
- Matériel électrique et industrielle;
- Radio, froid, climatisation;
- Vente automobile...

Les sociétés moyennes

Exploitées sous forme de SARL (société à responsabilité limitée), il s'agit des entreprises bien organisées qui appartiennent pour la plupart à des expatriés d'origines syrolibanaise et asiatique.

Les exploitations individuelles

Souvent gérées de manière artisanale, elles appartiennent dans leur majorité aux ressortissants étrangers, notamment les Ouest-africains. Depuis la crise, ces exploitations ont développé des échoppes ambulantes. Ce petit commerce fait montre de beaucoup de dynamisme. Il offre des produits très variés : vêtements, vivres, petits outillages, confectionnerie etc. En l'absence d'instruments fiables, l'activité de ces sociétés n'est pas saisie quantitativement. Elles commercialisent une grande partie des produits importés par les sociétés moyennes.

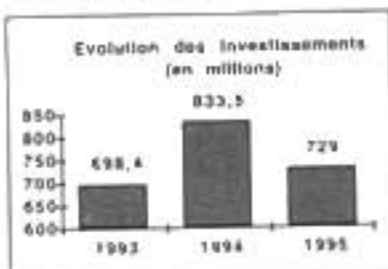
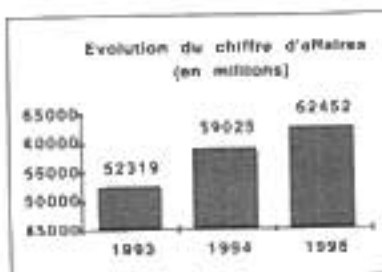
Evolution de l'activité

Le chiffre d'affaires hors taxe passerait de 59 milliards de FCFA en 1994 à 62 milliards de FCFA en 1995, soit de l'ordre de 5,9 %.

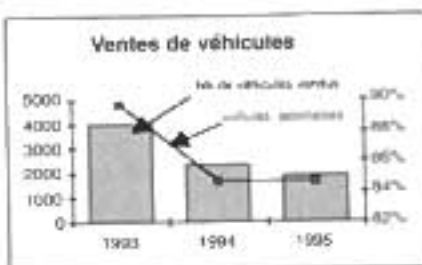
Les investissements ont baissé de 12,5 %. Ils passent de 833,5 millions en 1994 à 729 millions en 1995. Cette baisse est principalement

Activité nationale

due à la diminution des dépenses de bâtiment de l'ordre de 54,7 % alors que les dépenses d'équipement ont augmenté de 26,8 %.



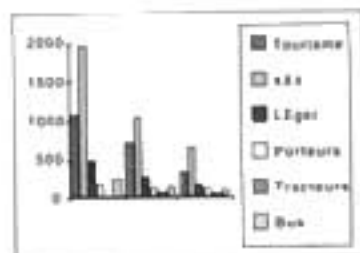
Le marché de l'automobile



Source : URAI

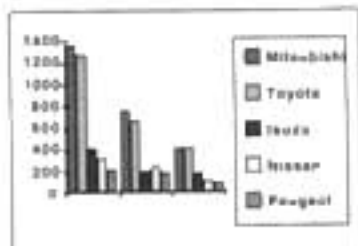
Le volume des ventes de véhicules, toutes catégories confondues, baisse de 20,4 % en 1995, (1.602 véhicules vendus contre 2 011 en 1994). Cette dégradation trouve son origine dans les coûts très élevés des crédits automobiles et les opérations d'achats et de ventes de véhicules d'occasion en provenance de Belgique ou de particuliers à particuliers qui deviennent fréquentes. Les marques japonaises, depuis 1993, contrôlent plus de 80 % du marché.

Évolution par type



Source : URAI

Évolution par marque



(*) : prévisions DGE

La réduction du pouvoir d'achat a modifié le comportement du consommateur. Les véhicules 4x4 et/ou Pick-up sont les plus sollicités.

Les produits pétroliers

Le commerce des produits pétroliers (carburants, lubrifiants, gaz et autres) enregistre une augmentation du chiffre d'affaires de 24,1 % en 1995.

L'investissement a connu une augmentation de 6,4 %. Cette évolution fait suite aux grands travaux entrepris par l'ensemble des distributeurs des produits pétroliers en vue de multiplier et de rendre plus moderne les stations services.

Les effectifs dans le secteur sont restés stables au cours de ces trois (3) dernières années.

Les produits pharmaceutiques

Pharmagabon est le principal fournisseur de médicaments. De 7,3 milliards FCFA en 1993, le chiffre d'affaires de Pharmagabon est passé à 10 milliards en 1994 et atteindrait les 13,7 milliards en 1995, soit une hausse de 25 %. L'ouverture de nouvelles officines en 1995 confirme la rentabilité du secteur.

La France demeure la principale source d'approvisionnement en médicaments. Depuis la dévaluation, quelques filières d'importation de médicaments ont été explorées, notamment dans certains pays africains.

Le commerce de détail

Il concerne l'alimentation, la boisson, le textile et l'habillement.

Les tendances actuelles laissent augurer une chute de l'ordre de 5 % qui s'explique en partie par la baisse du pouvoir d'achat.

Alors que le marché du textile et habillement, plus exposé à la concurrence du secteur informel, a connu une baisse de 15 % du chiffre d'affaires hors taxes en 1995, celui de l'alimentation a augmenté de 5,2 %.

L'activité commerciale, en 1995, a été influencée par le niveau très bas du pouvoir d'achat des ménages.

II.7 L'HOTELLERIE - LA RESTAURATION - LE TOURISME

Le Gabon dispose en 1995 d'une capacité touristique et hôtelière comprenant :

- 100 hôtels dont 12 appartiennent à l'État et 88 privés (cette offre exclue les hébergements privés de type "hôtels traditionnels");
- des agences de voyages et de tourisme;
- de nombreux restaurants, snack-bars, night-clubs, stands de rafraîchissement, etc.

A cela, il faut ajouter le potentiel touristique qui comprend des centres de loisirs, des sites et des réserves touristiques.

II.7.1 L'HÔTELLERIE ET LA RESTAURATION

Le parc hôtelier se compose

- d'hôtels de classe internationale;
- de petits établissements privés et publics.

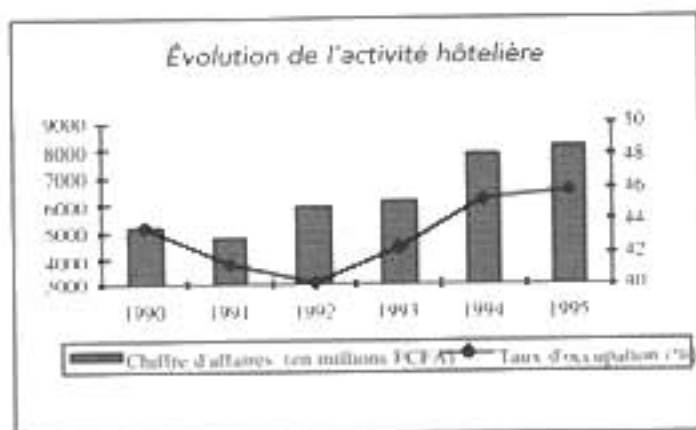
Les Hôtels de classe internationale

Appartenant à l'État, les grands hôtels emploient 578 agents et sont gérés par des chaînes internationales essentiellement localisés à Libreville, Port-Gentil et Franceville. Ces villes, principaux pôles économiques du pays, regroupent un peu plus de 75 % des infrastructures hôtelières.

Dans l'ensemble, la branche hôtellerie a présenté des résultats contrastés selon les différentes formes d'hébergement.

La conjoncture hôtelière serait marquée en 1995 par une légère hausse du niveau d'activité liée à la tenue des grandes manifestations et des conférences internationales. Le taux d'occupation passera à 45,8 % en 1995 contre 45,3 % en 1994 soit une légère hausse de 0,5 %. Le chiffre d'affaires pourrait enregistrer une progression de 4 % en 1995, soit 8,1 milliards contre 7,8 milliards en 1994. La restauration réaliserait 34,8 % du chiffre d'affaires en 1995 contre 35,5 en 1994, soit une légère baisse de 2 %.

Cette tendance haussière ne reflète pas la situation réelle qui est caractérisée par la morosité du tourisme et la forte concurrence des petits hôtels aux tarifs plus compétitifs. Le réajustement des prix a été loin de compenser l'augmentation des charges. Les tarifs sont stables en 1995, après le réajustement de 1994.



Source : Ministère du Tourisme, les grands hôtels

1995 : Estimation DGE

Les Petits Etablissements

Ce sont des hôtels de faible capacité qui appartiennent à des particuliers. La situation de la petite hôtellerie s'est quelque peu améliorée à Libreville et Port-Gentil du fait de leurs tarifs.

Les Relais Mulébi

Les Relais Mulébi appartiennent à l'État. Leur capacité moyenne d'hébergement est de 20 à 70 chambres. Hormis le Relais du Mont Boudinga à MOANDA dont le taux d'occupation en 1995 serait au-dessus de 35 %, les autres unités enregistreraient des taux d'occupation inférieurs à 20 % en raison du tassement de la demande. Le prix moyen des chambres varie selon leur localisation de 8 273 à 17 633 FCFA.

Ces unités subissent aussi une forte concurrence des petits hôtels privés.

II.7.2 LE TOURISME ET LES LOISIRS

Le Gabon dispose de produits touristiques attractifs susceptibles d'intéresser une clientèle nationale et internationale.

Le potentiel touristique se compose :

- des centres de loisirs (Jardins de la Peyrie, des plages, la Pointe Denis, Ekwata loisir...),
- des réserves et sites touristiques (de la Lopé, d'Iguela, de Wonga-Wongué, ...).

II.8 AUTRES SERVICES

Les « autres services » représentent près de 40 % de la contribution des activités tertiaires au PIB. Ils regroupent les services rendus aux particuliers (gardiennes, jardins d'enfants, auto-écoles, salon de coiffures, cinémas, boîtes de nuit, pressings, cabinets médicaux, coordonnettes, etc), les services rendus aux entreprises (services comptables, services juridiques et fiscaux, services informatiques, bureaux d'études).

II.8.1 LES SERVICES RENDUS AUX PARTICULIERS

Les entreprises de cette branche se caractérisent par une grande diversité des activités et par un taux de création et disparition très élevé. Elles s'adaptent mieux par leur flexibilité mais leur activité reste difficile à quantifier.

II.8.2 LES SERVICES RENDUS AUX ENTREPRISES

Les services comptables comportent des activités variées : tenue de comptabilité, expertise-comptable, audit, révision des comptes, commissariat aux comptes, conseil en comptabilité et gestion.

En 1995, l'activité pourrait globalement diminuer d'environ 0,8 % par rapport à 1994.

Activité nationale

Les services juridiques et fiscaux ont comme activité principale la rédaction des actes et les missions de conseil. Leur situation est comparable à celles des services comptables.

Les services informatiques portent sur le traitement à façon, la vente et la maintenance du matériel.

L'année 1995 serait marquée par une hausse du chiffre d'affaires environ 18 % par rapport à 1994. Cette augmentation provient de l'activité vente de matériels informatiques et les services proprement dits. Les délais de paiement se sont rallongés.

Les bureaux d'études comprennent les activités d'ingénierie, contrôle technique, études de fondation, études géotechniques des routes et aérodromes, urbanisme et architecture, études diverses de génie civil, bâtiments et travaux publics.

Les activités des Bureaux d'études sont étroitement liées au secteur du Bâtiment et Travaux Publics. De ce fait, en 1995, on constate un léger regain d'activité lié à la reprise des investissements dans ce secteur.

II.8.3 LES SERVICES IMMOBILIERS

La Société Nationale Immobilière

Société anonyme d'économie mixte, elle est née en Janvier 1976 de la fusion de l'Office National de l'Habitat et de la Société Gabonaise d'Aménagement et d'Équipement Immobilier.

Elle avait pour missions :

- l'urbanisme et l'aménagement foncier;
- la conception architecturale de logements adaptés aux besoins de la population à faibles revenus;
- la réalisation de programmes de construction par la pratique systématique des appels d'offres garante d'une maîtrise des coûts;
- la gestion locative et la commercialisation des logements;
- la mission de la maîtrise d'ouvrage déléguée pour le compte de tiers (État, collectivités locales, établissements publics et privés, propriétaires privés).

En ce moment, elle n'exerce que dans deux domaines :

- le programme de construction;
- et la gestion de ses logements.

En 1995, le chiffre d'affaires pourrait enregistrer une légère diminution d'environ 1 % et une baisse encore plus importante de la valeur ajoutée (- 18 %) par rapport à 1994.

Les effectifs passeraient de 70 en 1994 à 51 en 1995, soit une diminution de 27 %

Par ailleurs, la SNI a réalisé un certain nombre de logements en 1995 alors que depuis deux ans, elle gère les stocks.

La demande en logement reste soutenue. La SNI dispose de nombreux dossiers insatisfaits.

II.8.4 IMPRIMERIE, PRESSE ET ÉDITION

L'activité des entreprises de cette branche a progressé de façon significative durant ces trois dernières années.

II.8.4.1 Imprimerie

Trois catégories d'entreprises opèrent dans cette branche :

- des imprimeries de taille moyenne strictement privées ou appartenant à des communautés religieuses;
- des imprimeries intégrées appartenant à des administrations;
- Multipress qui réalise plus de la moitié du chiffre d'affaires.

L'activité des imprimeries demeure assez soutenue en 1995. En effet, le chiffre d'affaires augmenterait de 20 % par rapport à 1994.

II.8.4.2 Presse et Edition

Le monopole de l'activité publicitaire est détenue par la société d'édition Sonapresse. La presse et édition connaît un essor considérable qui résulte en partie de l'apparition de grandes régies publicitaires.

En 1995, l'activité serait en nette progression, de l'ordre de 13 % par rapport à 1994. Ces performances sont imputables à la rubrique «publicité» qui réalise un chiffre d'affaires de près de 53 %.

II.9 LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ÉLECTRICITÉ

La Société d'Énergie et d'Eau du Gabon est l'unique opérateur dans le secteur de la production et de la distribution de l'énergie électrique et de l'eau. Une convention de concession la lie avec l'État pour la gestion exclusive de ces activités sur l'ensemble du territoire pour une durée de trente ans, prenant effet depuis le 1^{er} juillet 1993.

Eu égard aux performances industrielles et commerciales réalisées par la société, l'année 1995 pourrait se caractériser par une légère augmentation de l'activité jalonnée des faits marquants suivants.

- l'application de la revalorisation des tarifs intervenue en 1994 ;
- l'application de la TVA ;
- l'expiration du contrat de gestion avec la SOGAGI.

Activité nationale

En 1995, la production d'électricité serait de 960 Gwh et celle de l'eau de 39 millions. La SEEG dispose d'une capacité de production d'eau de 68,4 millions m³, utilisée à 57 %, soit une hausse de 2 points par rapport à 1994 et d'une capacité de production d'électricité de 1.758 GWh dont le taux d'utilisation demeure stable à 55 %.

La consommation de l'électricité est principalement concentrée dans les régions industrielles du pays, à savoir l'Estuaire, l'Ogooué Maritime et le Haut-Ogooué.

En 1995, du fait d'un certain regain de l'activité des entreprises exportatrices, les ratios ventes/production enregistreraient une légère hausse. Les estimations des ventes d'électricité s'élèvent à 787 Gwh en 1995. En ce qui concerne l'eau, des ventes de l'ordre de 31 millions m³ ont été prévues pour 1995. Le nombre d'abonnés en électricité et eau en 1995 a enregistré une baisse par rapport à 1994.

Le chiffre d'affaires serait de 54,78 milliards FCFA en 1995 contre 47,952 en 1994, soit une hausse de 14 % consécutive à l'amélioration du taux de recouvrement, à la hausse des tarifs (+ 15 %) intervenue en fin 1994 et à l'impact des mesures d'assainissement. La valeur ajoutée serait de 30 milliards de FCFA dont 13,7 milliards FCFA de frais de personnel.

Les modalités d'application de la revalorisation des tarifs dès le 1^{er} décembre 1994 se présentent comme suit :

électricité	eau
• basse tension – tarif social: inchangé – puissances souscrites < ou = à 3 kW : + 8 % – puissances souscrites > à 3 kW : +15 % • moyenne tension (tarif industriel) : + 20 %	– tarif social: inchangé – eau usage ordinaire : + 6 % – eau usage industriel : + 15 % – autres usages : + 15 %

Le budget d'investissement serait de 13,760 milliards FCFA, essentiellement consacré aux travaux des domaines concédés et privés (renforcement de la centrale de KANGO, extension de l'électricité à Libreville, renforcement du réseau eau à Franceville)

Les effectifs de la société en 1995 passent de 1975 à 606 personnes, soit une baisse de 23 %.

Après l'effondrement de ses résultats en 1994, l'entreprise attend un redressement de ses comptes en 1995.



II.10 LE SECTEUR DES TELECOMMUNICATIONS

L'ensemble des activités dans ce secteur est placé sous le contrôle de l'OPT (Office des Postes et Télécommunications), qui comprend plusieurs départements :

- la Poste,
- la Caisse d'Épargne Postale (CEP),
- l'EMS Delta Plus, chargé de la messagerie accélérée,
- les Télécommunications Internationales Gabonaises (TIG), société d'économie mixte chargée des télécommunications internationales,
- la Gabonaise de télécommunication (GABTEL), en charge de la gestion des fréquences d'émission.

Le volume des prestations de l'OPT enregistre un mouvement à la hausse en 1995, surtout en ce qui concerne le service du téléphone. Le nombre d'abonnés ne cesse de croître.

Evolution du nombre d'abonnements OPT

	1994	1995*	1995/1994
Abonnés téléphone	30.000	32.500	8 %
Abonnés cellulaire	2.900	4.000	38 %
Total	32.900	36.500	11 %

Source : OPT

* estimation

On dénombre 36.500 abonnés en 1995 dont 4.000 pour le téléphone cellulaire, contre 32.900 en 1994 dont 2.900 abonnés cellulaires. L'augmentation du nombre d'abonnés s'explique en partie par la mesure de libéralisation de la vente des terminaux.

S'il existe une forte demande pour le service du téléphone en 1995, les autres services de l'OPT ne semblent pas réaliser les mêmes performances. Les mandats poste par exemple voient le flux des émissions en régime extérieur baisser depuis 1994, année au cours de laquelle, l'OPT a émis 51.381 mandats soit 60 % seulement du nombre réalisé en 1993. En 1995, ce nombre est susceptible de se situer à 36.069. Le nombre total de mandats émis en 1995 s'élèverait à 72.326 contre 90.020 en 1994, soit une diminution de 19,7 %.

Evolution des mouvements de mandats

TRAFFIC INTERNATIONAL

Nature de l'opération	1992	1993	1994	1995 (est)
Émissions				
- nombre (en unités)	84.785	84.954	51.381	36.069
- montant en millions CFA	5.355	6.198	3.088	2.500
Paiements				
- nombre (en unités)	14.320	7.648	5.230	2.405
- montant en millions CFA	504	489	386	150

Activité nationale

TRAFIC NATIONAL

Nature de l'opération	1992	1993	1994	1995 (est)
Émissions				
- nombre (en unités)	35.593	32.627	38.639	36.257
- montant en millions CFA	2.473	2.444	3.176	3.428
Paielements				
- nombre (en unités)	36.169	32.841	37.602	37.895
- montant en millions CFA	2.520	2.480	3.114	3.172

Cette situation s'explique par la suspension des relations entre le Gabon et certains pays étrangers notamment la France.

On constate une forte augmentation du réseau financier interne de l'OPT. Ce mouvement à la hausse s'explique en partie par la fermeture de succursales de banques commerciales dans certaines localités de l'intérieur du pays.

Le chiffre d'affaires de l'OPT en 1995 serait de 46 milliards contre 44,9 milliards en 1994, soit une augmentation de 2 %.

Évolution du chiffre d'affaires de l'OPT

en millions de FCFA	1993	1994	1995*	1994/1995
Postes	1.534	1.554	1.541	- 1 %
Téléphone	29.646	42.269	43.326	3 %
Télex	916	937	919	- 2 %
Autres	166	140	218	56 %
Total	32.262	44.900	46.004	2 %

Source: OPT * estimation DGE

Le développement des activités de l'OPT est freiné par le faible taux de recouvrement de ses factures, surtout en ce qui concerne les clients officiels.

Les différentes activités de l'OPT lui ont permis de générer en 1995, une valeur ajoutée de 32,922 milliards de FCFA contre 31,364 en 1994, soit une augmentation de 5 %.

Les effectifs demeurent stables en 1995, soit 2.064 personnes.

Les investissements réalisés par l'OPT sont en augmentation depuis deux années consécutives. Ils sont estimés à 8 milliards de FCFA en 1995 contre 6.079 millions de FCFA en 1994, soit une croissance de 31 %.

Les investissements de l'OPT

	1993	1994	1995*	1995/1994
Bâtiments	578	698	300	- 57 %
Équipement	11.453	5.186	7.547	46 %
Véhicules	339	195	153	- 22 %
Total	12.370	6.079	8.000	32 %

Source: OPT * estimation DGE

Ils concernent la création de nouveaux produits et l'élargissement de la gamme des services existants, notamment l'extension du réseau de téléphonie cellulaire.

II.11 LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES.

Elles se composent des Banques Créatrices de Monnaie (BCM) ou banques commerciales, des Autres Institutions Bancaires Eligibles au refinancement de la BEAC (AIBE) ou banques de développement, des Autres Institutions Bancaires non Eligibles (AIBNE) ou caisses nationales d'épargne et enfin des Institutions Financières non Bancaires (IFNB) ou Établissements financiers et compagnies d'assurance.

II.11.1 LES BANQUES COMMERCIALES ET DE DÉVELOPPEMENT.

L'activité bancaire a été marquée en 1995 par une progression relativement importante du crédit intérieur et des dépôts, eu égard au rythme de croissance enregistré en 1994.

Le crédit à l'État s'est accru de 5,1 % de décembre 1994 à décembre 1995. Pendant ce temps, le crédit au secteur privé a augmenté de 18,6 %. Ces deux postes ont porté le crédit intérieur à 481,8 milliards, soit un accroissement de 11,8 % par rapport au niveau de 1994.

Le fait que la masse monétaire se soit située à un niveau de 355,6 milliards en décembre 1995 contre 335,7 milliards en décembre 1994 indique qu'un effort de désengagement a été réalisé par l'État vis à vis du secteur bancaire.

L'évolution des dépôts.

Le montant global des dépôts a progressé de 1,9% en passant de 272,6 milliards en 1994 à 277,7 milliards en 1995. Cette faible augmentation est essentiellement le fait des dépôts de l'État qui sont passés de 32,1 milliards en 1994 à 19,8 milliards en 1995, soit un recul de 38 %. Les dépôts du secteur privé ont quant à eux connu une légère variation à la hausse en passant de 240,5 milliards en décembre 1994 à 257,9 milliards en décembre 1995.

Activité nationale

Ayant cru de près de 18,6 %, les crédits octroyés par les banques aux entreprises et aux particuliers sont passés en décembre 1994 de 214,9 milliards de FCFA à 254,9 milliards de FCFA en 1995. Comme en 1994, les crédits à court terme représentent la plus importante proportion des crédits, soit environ 52 %. Les concours à moyen terme ont également augmenté en 1995 (44 %). Les crédits à long terme restent rares, 4 % seulement des montants prêtés par les banques.

L'accroissement des crédits à court et moyen terme pourrait se justifier non seulement par la stabilité du climat socio-politique qui prévaut et entraîne une reprise timide des activités, mais aussi par la légère hausse des dossiers estimés bancables.

En effet, on constate en décembre 1995 que près de 91 % des crédits sont alloués au secteur privé non financier et environ 5 % aux entreprises publiques non financières. La part de crédits infime attribuée à ces entreprises se justifie aisément compte tenu des difficultés de trésorerie qu'elles connaissent, les banques préférant ne pas prendre de risques vis-à-vis d'elles.

La liquidité des banques.

A partir du second semestre 1994, les banques sont entrées dans une période d'aisance de trésorerie qui s'est poursuivie jusqu'au premier trimestre 1995. Malgré le léger besoin de financement enregistré au second trimestre 1995, la trésorerie des banques s'est retrouvée à un niveau excédentaire de 13,3 milliards à la fin du troisième trimestre. L'année 1995 s'est pourtant terminée avec un besoin de refinancement de 29,1 milliards. Cette évolution est imputable à la forte chute enregistrée au niveau des dépôts de l'État (61,1 % de baisse entre septembre et décembre 1995).

La liquidité des banques

	1994				1995			
	Mar-94	Jun-94	Sep-94	Dec-94	Mar-95	Jun-95	Sep-95	Dec-95
CREDIT INTERIEUR	425,7	426,4	416,9	430,8	427,8	472,7	455,3	481,8
Etat	214,5	204,6	204,4	215,9	194,9	222,9	194,2	226,9
Secteur Privé	211,2	221,8	212,5	214,9	232,9	249,2	261,1	254,9
DEPOTS	235,4	273,4	268,3	272,6	281	293,9	296,7	277,7
Etat	19,5	28,4	24,6	32,1	30,5	35,1	50,9	19,8
Secteur Privé	215,9	245	243,7	240,5	250,5	258,8	245,8	257,9
AUTRES POSTES NETS	174,6	171	174,6	173,7	177,1	175,6	171,9	175
Besoin (-) Excedent (+) de refinancement	15,7	18	26	15,5	30,3	-2,6	13,3	-29,1
BEAC NET	18,7	47,5	46,6	56,6	26,4	21,5	27,1	23,3
EXTERIEUR NET	-6,2	-8,4	-11,4	-30,2	-23,9	-23,7	-14,2	-0,4

Source : BEAC

II.11.2 LES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS.

Les établissements financiers opèrent pour l'essentiel dans le domaine du crédit bail immobilier et du crédit automobile. Du fait de la dévaluation de 1994 et de l'application de la TVA en 1995, une baisse d'activité a été enregistrée sur le marché de l'automobile. En dépit de cela, les établissements financiers dans l'ensemble ont connu une activité relativement stable en 1995.

Leurs ressources ont baissé de 12,2 % en se situant à un niveau de 9,7 milliards en 1995, contre 11,1 milliards en 1994. Cette diminution provient de la forte contraction enregistrée au niveau du poste dette. Ce recul des emprunts fait suite à la décision de la BEAC de suspendre l'accès des établissements financiers au refinancement.

En dépit du ralentissement de la demande de crédit-bail dû à la morosité du secteur forestier en 1995, les emplois ont augmenté de 23,2 % par rapport au niveau de 1994, soit 26,4 milliards. Cette évolution favorable est due au relèvement des taux de prestation que les établissements financiers ont effectué pour faire face à leurs difficultés de refinancement.

II.11.3 LES COMPAGNIES D'ASSURANCE.

Ce secteur regroupe deux branches que sont l'IARDT (incendie, automobile, risques divers et transport) et la branche Vie. Le marché de l'assurance a évolué à la hausse (+ 3,6 %) en 1995, avec un chiffre d'affaires de 31,6 milliards contre 30,5 milliards en 1994.

Le chiffre d'affaires de la branche IARDT passerait de 26,9 milliards en 1994 à 30,2 milliards de FCFA en 1995, soit une progression de 2,3 %. En ce qui concerne la branche Vie, le chiffre d'affaires de 3,6 milliards atteint en 1994 pourrait s'accroître de 14 % environ en 1995.

II.12 LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Dans le cadre de la promotion des petites et moyennes entreprises (P.M.E.), la loi n°1/81 du 8 juin 1981 a institué un régime particulier accordé par voie d'agrément aux entreprises qui présentent un programme satisfaisant impliquant :

- une création d'entreprises ;
- une modernisation ou une extension d'unité de production ;
- un perfectionnement du personnel.

Sont considérées comme P.M.E gabonaise, les sociétés ou entreprises remplissant les conditions suivantes :

- 51 % au moins du capital est détenu par les gabonais ;
- les fonctions de direction sont effectivement exercées par les nationaux ;
- le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas cinq cent millions (500.000.000) de francs CFA.

Activité nationale

Le nombre d'agréments accordés aux P.M.E. par secteur d'activité est le suivant :

Répartition sectorielle des PME agréées au 06/12/1995

Secteur	Nombre	%
Agriculture, élevage	44	11,64
Exploitation forestière	7	1,85
Pêche	48	12,69
Industrie du bois	19	5,02
Industrie textile	9	2,38
Industrie du papier, imprimerie	4	1,05
Industrie chimique	3	0,79
Autres industries	15	3,96
Exploitation de carrières	2	0,52
Fab. matériaux de construction		
Fab. ouvrages en métaux	2	0,52
Services de réparation	13	3,34
BTP	9	2,38
Hôtel, restaurant	17	4,49
Transport terrestres	3	0,79
Transp. marit. fluv. lagunaire	1	0,26
Services médicaux	14	4,7
Autres services aux entreprises	5	1,32
Autres services aux particuliers	77	20,37
Commerce général	48	12,69
Total	378	100

Source DG PME

Le secteur des autres services aux particuliers est en tête avec 20,37 % suivi du commerce général et de la pêche (12,69 %) et ensuite de l'agriculture et élevage (11,64 %).

Province	Nombre	%
Estuaire	230	61 %
Haut-Ogooué	22	6 %
Moyen-Ogooué	16	4 %
Ngounié	15	4 %
Nyanga	10	3 %
Ogooué-Ivindo	6	2 %
Ogooué-Lolo	10	3 %
Ogooué Maritime	24	6 %
Woleu-Ntem	45	12 %
Total	378	100

La province de l'Estuaire reste le principal lieu d'implantation des P.M.E. avec 60,84 % suivi du Woleu-Ntem (11,90 %).

Le Fonds de Développement et d'Expansion (FODEX) : présentation et objectif

Le FODEX est un établissement public, créé en septembre 1993 pour promouvoir le développement de la Petite et Moyenne Entreprise Gabonaise. Ces principales ressources proviennent du Budget de l'Etat, de la Banque Africaine de Développement et d'autres bailleurs internationaux : F.E.D., Coopération Belge, etc.

Les projets PME refinancés par le FODEX sont au nombre de 21, représentant un décaissement de 1,8 Milliards FCFA. Les ressources BAD ont été utilisées à hauteur de 1,7 Milliards de FCFA et les ressources de l'État, utilisées pour les prêts participatifs se chiffrent à 116 Millions FCFA.

Les secteurs financés sont les suivants : transport 25 %, santé 17 %, exploitation minière 17 % et les services 14 % et divers 27 %.

La répartition des P.M.E. financées par province est la suivante :

Nombre de PME

Estuaire	13	62 %	1.178.235.319 FCFA
Haut-Ogooué	0	00 %	
Moyen-Ogooué	2	09 %	59.000.000 FCFA
Ngounié	1	05 %	210.000.000 FCFA
Nyanga	0	00 %	
Ogooué Lolo	1	05 %	177.209.612 FCFA
Ogooué Maritime	3	14 %	54.935.600 FCFA
Ogooué Ivindo	0	00 %	
Woleu-Ntem	1	05 %	36.000.000 FCFA
Total	21		1.715.380.531 FCFA

La répartition par banque s'établit comme suit :

Banques	Nombre de PME
PARIBAS	3
BICIG	4
BNCR	5
BGD	9
Total	21

La BGD a contribué au financement des projets à hauteur de 1,3 Milliard soit 73 % de l'ensemble des crédits.

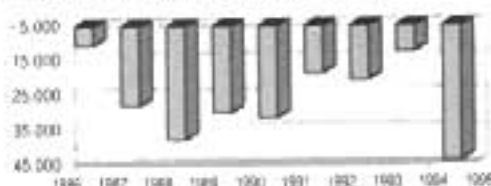
Les micro-projets concernent les petits métiers. Ils sont au nombre de 170, le montant global de l'enveloppe est de 1,02 Milliard FCFA. Les ressources de l'État ont été utilisées pour les secteurs non éligibles aux ressources BAD pour une valeur de 110,3 Millions soit 24 micro-projets et les ressources BAD pour un montant de 912,7 Millions de FCFA, soit 146 projets. La Banque Gabonaise de Développement et la Banque Nationale de Crédit Rural, ont accepté de financer cette catégorie de projets. Toutefois, on constate un certains nombre d'impayés.

II.13 LE SECTEUR PARAPUBLIC

Le secteur parapublic est constitué de 47 entreprises dont 39 sociétés à caractère industriel et commercial, 2 à caractère social et 6 à caractère administratif. Les sociétés à caractère industriel et commercial se retrouvent dans les secteurs suivants : Service (12), Agro-alimentaire (9), Transports (8), Industrie et commerce du bois (2), Autres industries (2), Postes et télécommunications (2), Énergie (4).

L'année 1995 a été marquée par l'adoption de la loi sur la privatisation. Elle définit le transfert de propriété du secteur public au secteur privé.

Évolution des résultats nets du secteur parapublic en milliers de FCFA



Le secteur parapublic se situe au coeur de la stagnation de la croissance économique en raison de l'impact de ses contre-performances sur l'économie. Les tentatives de redressement passées ou en cours se sont traduites pour quelques unes par une amélioration des résultats sans pour autant insuffler une reprise durable de l'activité, les problèmes structurels n'ayant pas ou peu été solutionnés.

La situation et le poids du secteur parapublic

La situation du secteur hors institutions financières et organismes de sécurité sociale se caractérise au 31-12-1994 par :

- un déficit structurel dont le cumul se chiffre à 231,4 milliards FCFA
- une faiblesse de la rentabilité ;
- un lourd endettement à long terme de plus de 137 milliards FCFA ;
- des créances sur clients de 138 milliards FCFA, notamment sur l'État et des dettes fournisseurs de 78 milliards FCFA ,
- des effectifs de 13.500 personnes représentant une masse salariale de plus de 87 milliards FCFA

La consolidation des états financiers des 31 entreprises recensées au 31-12-1994 fait ressortir une augmentation du chiffre d'affaires de 41 % (496,5 milliards FCFA contre 353,3 milliards FCFA en 1993). Les charges d'exploitation augmentent de 44 % dont + 31 % des frais financiers et +6 % des frais de personnel. Les subventions d'exploitation en progression de 48% ne couvrent que 20 % des déficits d'exploitation. Les déficits des entreprises de la branche transport pèsent pour 65 % du déficit consolidé.

Si la loi n'a pas arrêté une liste exhaustive d'entreprises à privatiser, des priorités ont été arrêtées à l'issue d'une mission de la Banque Mondiale du 6 au 17 novembre 1995. Le désengagement de l'État de la gestion des entreprises publiques concernerait en première priorité la SEEG, l'OCTRA, l'OPT/TIG, Air Gabon et en seconde priorité, les agro-industries et SOGARA. Les formes de privatisation devraient tenir compte de la nature des monopoles (naturel ou pas), et aussi de la marge de manoeuvre des pouvoirs publics quant à l'orientation générale des décisions à caractère politique et social des organes dirigeants des entreprises.

En vue de l'exécution du programme de privatisation, la loi prévoit la création des structures ci-après :

- un Commissariat Général au Redressement du Secteur Parapublic et à la Privatisation ,
- une Commission Interministérielle de Privatisation ;
- un Comité de privatisation dont l'organisation, les attributions et le fonctionnement doivent être fixés.

TROISIÈME PARTIE

· Grands Macro-économiques



Grandeurs Macro-économiques

Tableau synoptique des agrégats macro-économiques

Grandeurs	Unités	Valeurs en 1995	Variation 95/94
PIB	Milliards de FCFA	2374,7	9,3 %
dont pour le pétrole	Milliards de FCFA	920,6	1,5 %
Investissements publics	Milliards de FCFA	372,6	3,2 %
Investissements privés	Milliards de FCFA	136,1	28,5 %
Consommation privée	Milliards de FCFA	915,5	13,5 %
Consommation publique	Milliards de FCFA	379,1	9,4 %
Demande intérieure	Milliards de FCFA	1.803,3	11,3 %
Recettes budgétaires	Milliards de FCFA	784,6	18,1 %
Dépenses budgétaires	Milliards de FCFA	628,8	12,5 %
Pression fiscale	%	22 %	-2,7 point
Masse monétaire	Milliards de FCFA	355,6	12,0 %
Balance des paiements	Milliards de FCFA	-204,6	138 %
Commerce extérieur			
Balance commerciale	Milliards de FCFA	889,9	2,6 %
Taux de couverture	%	303,5	
Degré d'ouverture	%	18,4	
Masse salariale	Milliards de FCFA	606,6	9,3 %
Publique	"	254,9	14,0 %
Privée et parapublique	"	351,7	6,2 %
Emploi	Effectif	96.662	1,8 %
Public	"	39.462	4,6 %
Privé et parapublic	"	48.500	0,0 %
Main d'oeuvre non permanente	"	8.700	0,0 %
Prix de détail (ménages à bas revenus) Base = 100 = juin 1975 125 articles	Indice moyen annuel	431,1	10 %
Prix de détail (ménages à hauts revenus) Base 100 = juin 1972 155 articles	Indice moyen annuel	781,4	13,7 %

III. GRANDEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

III.1 LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

En 1995, le PIB se serait accru de 9,3 % en termes nominaux pour s'établir à 2.374,7 milliards de francs CFA. La valeur ajoutée nominale de la branche pétrolière a connu une évolution très modérée (1,5 %) en raison de la mauvaise tenue du dollar sur la période considérée.

L'essentiel de cette croissance est venue des autres activités regroupées sous le terme hors pétrole et des administrations. Le taux de croissance dans ce secteur hétéroclite s'est situé à près de 15 % en 1995.

Par rapport à l'année précédente, la structure de l'économie nationale est restée identique avec une prédominance du secteur pétrolier, de l'administration et des services et du commerce qui constituent respectivement 38,8 %, 11,1 %, 9 % et 7,8 %. En revanche la contribution des activités agro-alimentaires, des industries du bois, des autres industries de transformation, du BTP, de l'exploitation forestière, de mines et de l'agriculture est restée marginale comme à l'accoutumée de sorte que les forts taux de croissance observés dans ces secteurs ont eu un impact peu significatif au niveau global.

Origines du PIB par secteur

en milliards de francs CFA	1992	1993	1994	1995	% du PIB
Produit intérieur brut	1.471	1.524	2.173	2.375	100 %
Secteur primaire	578	596	1.144	1.197	50,4 %
Agriculture, Elevage, Pêche	100	104	122	147	6,2 %
Exploitation forestière	22	25	65	78	3,3 %
Pétrole brut	422	439	907	921	38,8 %
Mines	34	28	51	52	2,2 %
Secteur secondaire	209	213	237	278	11,7 %
Industries agro-alimentaires, boissons	42	37	30	35	1,5 %
Industrie du bois	6	5	8	10	0,4 %
Autres industries	44	48	63	68	2,9 %
Raffinage	11	12	5	6	0,2 %
Électricité, Eau	30	34	35	41	1,7 %
BTP	55	54	65	82	3,4 %
Recherche, services pétroliers	23	23	31	36	1,5 %
Secteur tertiaire	485	511	560	637	26,8 %
Transports	105	103	115	136	5,7 %
Services	166	175	187	213	9,0 %
Commerce	136	148	162	185	7,8 %
Droits et taxes à l'importation	67	69	83	89	3,7 %
Services bancaires, assurances	11	17	13	15	0,6 %
Services non marchands	199	204	231	263	11,1 %

L'année 1995 a été caractérisée par l'instauration dès le début du mois d'avril d'une taxe sur la valeur ajoutée. Cette taxe nouvelle, destinée à remplacer la taxe sur le chiffre d'affaires intérieur, la taxe sur les transactions et la taxe sur le chiffre d'affaires à l'importation, a provoqué de vives tensions sur les prix de sorte que pour la seconde année consécutive un niveau d'inflation à deux chiffres a été observé empêchant ainsi une reprise véritable de la consommation chez les ménages (13,7 % pour les ménages à haut revenus et 10 % pour les ménages de type africain).

PIB au prix de 1991 en milliards de francs CFA

	1992	1993	1994	1995	95/94	94/93
PIB	1.441,3	1.467,9	1.483,7	1.531,0	3,2 %	1,1 %
PIB pétrolier	449,1	482,6	538,2	568,8	5,7 %	11,5 %
PIB hors pétrolier	992,2	985,3	945,5	962,2	1,8 %	- 4,0 %

L'économie gabonaise aurait en 1995 enregistré une évolution supérieure à celle observée en 1994. Le PIB se serait accru, au prix de 1991, de 3,2 % contre 1,1 % en 1994. Cette croissance de l'activité est venue presque entièrement du secteur exportateur. Dans les autres secteurs, l'activité a connu un début d'amélioration après la chute profonde observée en 1994 consécutive à la perte du pouvoir d'achat des ménages.

III.1.1 LE SECTEUR EXPORTATEUR

En 1995, le secteur d'exportation a dans l'ensemble enregistré une hausse de ses activités. En dehors du bois dont la production a stagné à un niveau toutefois satisfaisant, les autres grands produits d'exportation - pétrole, manganèse et uranium ont connu des augmentations significatives de leurs productions.

L'activité forestière s'est maintenue à un niveau satisfaisant en 1995. De nombreux exploitants ont fait une apparition massive dans le secteur au cours de ces deux dernières années. De ce fait la production des grumes a atteint 2,2 millions de m³, dépassant ainsi de 200.000 m³ les quotas de production fixés par le gouvernement. Les exportations d'Okoumé et d'Ozigo se sont accrues de près de 10% par rapport à 1994 alors que dans le même temps les prix restaient orientés à la baisse. Ce résultat est dû au dynamisme commercial de la SNBG qui réussit des percées intéressantes sur le marché asiatique depuis quelques années.

La production nationale de pétrole brut s'est accrue de plus de 5 % pour s'établir à 18,1 millions de tonnes en 1995. Cette augmentation de la production pétrolière a répondu au souci, pour les compagnies d'ex-

Grandeurs Macro-économiques

exploitation, de maintenir au moins leur niveau de recettes de l'année précédente compte tenu de la dépréciation du dollar en 1995.

Dans les activités minières, une amélioration significative a été observée en 1995 :

- L'exploitation du minerai de manganèse a connu un essor considérable du fait de la reprise du secteur de la sidérurgie dans les pays développés. Les exportations attendraient 1.617.000 tonnes.

- L'activité d'uranium a profité de la reprise des essais nucléaires par la France. Les exportations ont atteint 623 tonnes en 1995 contre 567 tonnes en 1994, soit une hausse de près de 10 %.

III.1.2 LES AUTRES SECTEURS D'ACTIVITÉ

Après la dévaluation du franc CFA et la mise en œuvre de la réforme fiscal-douanière, certains secteurs d'activité tournés vers le marché intérieur ont connu des perturbations considérables depuis 1994. La mise en place de la taxe sur la valeur ajoutée a provoqué des tensions inflationnistes qui ont contribué à affaiblir davantage le pouvoir d'achat des ménages déjà entamé en 1994 par le réajustement monétaire. La production est restée stable en 1995 avec des évolutions différenciées selon les secteurs d'activité.

III.1.3 LA DEMANDE INTÉRIEURE

La demande intérieure exprimée au prix de 1991 s'est maintenue au niveau de 1994. Tandis que la consommation continue à diminuer, les investissements se redressent (+ 1,1 %)

Composantes de la demande intérieure au prix de 1991

en milliards de francs CFA	1992	1993	1994	1995	95/94	94/93
Demande intérieure	1.263,6	1.270,3	1.124,1	1.123,6	0,0 %	-11,5 %
Consommation privée	657,3	664,5	578,2	577,2	-0,2 %	-13,0 %
Consommation publique	285,4	286,5	244,0	241,2	-1,1 %	-14,8 %
Investissement	320,9	319,3	301,9	305,2	1,1 %	-5,4 %
Secteur pétrolier	161,5	159,8	136,5	133,8	-2,0 %	-14,6 %
Secteur hors pétrole	65,3	55,5	45,0	46,1	2,4 %	-18,9 %
Administration	66,6	76,2	96,9	101,9	5,2 %	27,2 %
Ménages	27,5	27,8	23,5	23,4	0,4 %	-15,5 %

Source : DGE.

La formation brute de capital fixe du secteur public s'est accrue de 5,5 %. Cet accroissement a surtout concerné les infrastructures routières, le soutien à l'agriculture, les équipements dans le domaine social,

L'investissement du secteur pétrolier connaîtrait une chute relativement importante en termes réels (- 2 %) L'essentiel des investissements dans ce secteur consisterait à accroître le niveau de productivité des puits en exploitation.

L'investissement hors pétrole valorisé au prix de 1991 a progressé de 2,6 %. Cette hausse est due aux industries de matériaux de construction, et à l'activité d'extraction d'uranium. Les investissements réalisés dans ce secteur porteraient principalement sur le renouvellement des équipements.

Malgré les techniques commerciales développées ces dernières années par des entreprises locales pour écouler leurs produits (ventes à crédits, recherche de la clientèle...), la consommation des ménages est restée quasiment stable en 1995. Les ménages ont fait face à une détérioration de leur pouvoir d'achat à la suite du relèvement des tarifs d'eau, d'électricité, des produits pétroliers et de l'instauration de la taxe sur la valeur ajoutée. Par ailleurs, aucune véritable reprise n'est constatée du côté du marché du travail, les entreprises faisant face à la fois à un manque des débouchés et à la qualité pas très satisfaisante de la main d'œuvre locale.

La consommation publique a diminué en 1995 de 1,2 % en termes réels résultant de la volonté publique de maintenir une certaine rigueur dans la gestion de la masse salariale.

III.1.4 L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ PAR AGENT ÉCONOMIQUE

Les simulations obtenues à partir du modèle MEGA décrivent l'évolution de l'activité économique nationale en 1995 à travers les comptes des quatre principaux secteurs institutionnels (les entreprises, les ménages, les administrations et le reste du monde).

Situation des entreprises

La production des entreprises a continué de croître, mais à un rythme moindre (+ 9,8 % contre + 41,8 % en 1994).

Les subventions d'exploitation s'inscrivent en légère hausse (+ 12,1 %).

Grandeurs Macro-économiques

Compte des entreprises en milliards de FCFA courants

					VARIATIONS EN %		
Rubriques	1992	1993	1994	1995	93/92	94/93	95/94
RESSOURCES							
Production	2.076,11	2.150,90	3.050,95	3.351,34	3,6 %	41,8 %	9,8 %
Subventions d'exploitation	4,86	5,38	8,09	9,07	10,7 %	50,4 %	12,1 %
Intérêts & dividendes reçus	13,05	36,77	56,21	64,47	181,8 %	52,9 %	14,7 %
Autres transferts	38,76	38,65	59,13	59,13	-0,3 %	53,0 %	0,0 %
Subv.d'équipements	13,70	8,19	10,50	23,66	40,2 %	28,2 %	125,3 %
EMPLOIS							
Consommat. Intermed.	869,88	899,66	1.192,45	1.328,22	3,4 %	32,5 %	11,4 %
Masse salariale	337,29	281,65	331,26	351,72	-16,5 %	17,6 %	6,2 %
Impôts indirects	172,89	173,75	291,95	320,78	0,5 %	68,0 %	9,9 %
Impôts directs	130,84	21,02	164,02	169,62	-38,1 %	102,4 %	3,4 %
Autres transferts	43,20	42,08	42,97	42,97	2,6 %	2,0 %	0,0 %
Variations de stocks	5,68	0	0	0	100,0 %		
SOLDES							
Valeur ajoutée	1.206,22	1.251,24	1.858,5	2.023,12	3,7 %	48,5 %	8,9 %
Excédent brut d'exploitation (EBE)	429,75	477,48	860,48	904,35	11,1 %	80,2 %	5,1 %
Epargne Brute	206,34	333,18	586,29	624,55	61,5 %	76,0 %	6,5 %
Besoin de financement	2,07	-134,16	-311,44	-345,75		132,1 %	11,0 %

Source: Simulations MEG4

Les subventions d'équipement ont plus que doublé pour répondre aux besoins d'investissement des entreprises du secteur public.

Les salaires et les impôts indirects ont augmenté respectivement de 6,2 % et 9,8 %.

Dans ces conditions, la valeur ajoutée des entreprises s'est accru de 8,8 % et le besoin de financement, toujours en augmentation, s'est établi à 34 milliards contre 163 milliards en 1994.

Situation des ménages

Afin de rattraper le niveau de consommation d'avant la dévaluation, les ménages, confrontés à une baisse du pouvoir d'achat, ont consacré davantage leurs revenus aux achats de biens de consommation courante et d'investissement. Ce mouvement s'est traduit par une stagnation voire une légère baisse de leur épargne.

Grandeurs Macro-économiques

Compte des ménages en milliards de FCFA courants.

Rubriques					VARIATIONS EN %		
	1992	1993	1994	1995	93/92	94/93	95/94
RESSOURCES							
RBEI	283,81	335,55	394,72	467,15	16,2 %	17,6 %	18,3 %
Rémunérations salariales	533,89	476,71	549,52	601,4	-10,7 %	15,3 %	9,4 %
Prestations sociales	36,61	38,79	47,08	47,48	6,0 %	21,4 %	0,8 %
Intérêts & dividendes reçus	8,86	24,46	38,49	44,45	176,1 %	57,4 %	15,5 %
Autres transferts reçus	16,84	17,58	17,34	17,34	4,4 %	-1,4 %	0,0 %
EMPLOIS							
Impôts directs	27,51	27,45	31,79	35,38	-0,2 %	15,8 %	11,3 %
Cotisation sociales	46,96	42,25	49,69	52,76	-10,0 %	17,6 %	6,2 %
Intérêt versés	9,18	10,83	15,13	19,43	18,0 %	39,7 %	28,4 %
Autres transferts versés	75,30	74,06	87,12	98,26	-1,6 %	17,6 %	12,8 %
Consommation	676,72	699,76	806,59	915,50	3,4 %	15,3 %	13,5 %
FBCF	27,53	28,46	35,08	38,36	3,4 %	23,3 %	9,4 %
ANT	-0,44	0	0	0	-100,0 %		
SOLDES							
Revenu brut disponible	721,06	738,51	863,43	971,99	2,4 %	16,9 %	12,6 %
Épargne brute	44,34	38,75	56,84	56,49	-12,6 %	46,7 %	-0,6 %
Capacité de financement	14,95	10,29	21,75	18,13	-31,2 %	111,4 %	-16,6 %

Source: Simulations MEGA

Situation des administrations

L'impact de la dévaluation s'est traduit, pour le budget de l'état, par une amélioration substantielle des recettes, en provenance du secteur productif et des ménages.

Les impôts directs et indirects ont augmenté respectivement de 4,7 % et 9,2 %.

Du côté des emplois, l'effort d'investissement de l'État s'est poursuivi (+ 15 %). Parallèlement, la consommation finale a enregistré une augmentation légère sous l'effet de la rigueur budgétaire de l'État au niveau des dépenses de fonctionnement.

Grandeurs Macro-économiques

Compte des administrations en milliards de FCFA courants.

Rubriques					VARIATIONS EN %		
	1992	1993	1994	1995	93/92	94/93	95/94
RESSOURCES							
Production march.	7,88	3,6	7,8	7,8	-54,3 %	116,7 %	0,0 %
Production non march.	286,62	302,53	342,41	374,87	5,6 %	13,2 %	9,5 %
Cotisation soc.	39,10	33,52	39,42	41,85	-14,3 %	17,6 %	6,2 %
Intérêts reçus	13,40	9,13	31,55	32,3	-31,9 %	245,6 %	2,4 %
Autres transferts reçus	13,00	3,93	9,99	9,28	-69,8 %	154,2 %	7,1 %
Impôts directs	160,04	109,87	197,22	206,4	-31,3 %	79,5 %	4,7 %
Impôts indirects	239,25	241,55	374,42	406,83	1,0 %	55,0 %	9,2 %
EMPLOIS							
Consommation. inter.	95,52	102,2	118,88	119,91	7,0 %	16,3 %	0,9 %
Rémunérations	198,53	200,33	223,54	254,95	0,9 %	11,6 %	14,1 %
Prestations sociales	31,90	33,07	40,48	40,48	3,7 %	22,4 %	0,0 %
Autres transferts versés	51,09	32,72	57,00	48,50	-36,9 %	76,9 %	-14,9 %
Intérêts & div. versés	112,86	60,05	308,45	299,02	-46,8 %	413,7 %	-3,1 %
Consommation finale	286,62	302,53	342,41	374,87	5,6 %	13,2 %	9,5 %
FBCF	66,25	77,70	131,30	151,11	17,2 %	69,0 %	15,1 %
Aide à l'invest.	13,70	8,19	10,50	23,66	-40,2 %	28,2 %	125,3 %
SOLDES							
Valeur ajoutée	198,98	203,93	231,34	262,75	2,5 %	13,4 %	13,6 %
Excédent brut d'exploitation (EBE)	0,45	3,60	7,80	7,80	700,0 %	116,7 %	0,0 %
Revenu disponible	302,65	304,04	276,81	340,80	0,5 %	9,0 %	23,1 %
Epargne Brute	16,03	1,51	-65,61	-34,07	-90,6 %	-445,0 %	-48,1 %
Capacité de financement	-61,31	-76,38	-201,41	-202,84	27,8 %	157,0 %	0,7 %

Source: Simulations MEGA

Situation du Reste du Monde

Les effets favorables de la dévaluation sur le commerce extérieur confortent l'excédent du solde commercial en 1995.

Compte du reste du monde en Milliards de FCFA courants.

Rubriques					VARIATIONS EN %		
	1992	1993	1994	1995	93/92	94/93	95/94
RESSOURCES							
Importations	458,42	489,95	855,8	892,92	6,9%	74,7 %	4,3 %
Impôt indirects	0,20	0,80	0,80	0,80	300,0 %	0,0 %	0,0%
Remunération	1,93	5,27	5,27	5,27	173,1 %	0,0 %	0,0%
Cotisations sociales	7,86	8,73	10,27	10,9	11,1 %	17,6 %	6,1 %
Intérêts & dividendes	159,46	2,74	228,45	191,75	-98,3 %	237,6 %	-16,1 %
Autres transferts reçus	82,27	72,44	99,16	89,94	-11,9 %	36,9 %	9,3 %
transferts en capital	0	0	0	0			
EMPLOIS							
Exportations	644,67	689,45	408,45	464,33	6,9 %	104,3 %	4,0 %
Prestations sociales	4,71	5,72	6,6	7	21,4 %	15,4 %	6,1 %
Intérêts & divid. reçus	13,01	7,42	7,42	7,42	-43,0 %	0,0 %	0,0 %
Autres transferts versés	18,46	16,70	28,30	16,70	-9,5 %	69,5 %	-41,0 %
Transferts en capital	2,65	6,00	6,00	6,00	126,4 %	0,0 %	0,0 %
A.N.T	0	0	0	0			
SOLDES							
Besoin de financement	-26,64	145,37	257,4	309,87	-645,7 %	77,1 %	20,4%

Sources : Simulations MEGA.

III.2 LE BUDGET DE L'ÉTAT

L'évolution sans cesse croissante des sans-emplois dans l'économie gabonaise a conduit, en 1995, à la conception d'un budget de l'État dont l'objectif primordial a été la lutte contre le chômage. Aussi, tout en poursuivant une politique d'assainissement des finances publiques afin de limiter l'encours de la dette, priorité a été accordée au développement des secteurs sociaux tels que l'éducation, la formation professionnelle et le logement.

III.2.1 L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE

Le budget de l'État a été voté à la somme de 780 milliards de FCFA, ce qui correspond à une hausse de 8,9 % par rapport à 1994, pour faire face aux dépenses de fonctionnement évaluées à 317 milliards, aux dépenses en capital à 160 milliards et au paiement de 54,3 % du service de la dette dû en 1995, soit 303 milliards.

Grandeurs Macro-économiques

Budgets 1995 en Milliards de F CFA

Recettes	1994	1995	Dépenses	1994	1995
Recettes propres	509,2	656,0	Dette publique	261,2	303,0
Pétrole	272,0	415,0	Fonctionnement	305,0	317,0
Hors pétrole	237,2	241,0	Investissement	150,0	160,0
Emprunt	207,0	124,0			
Total recettes	716,2	780,0	Total dépenses	716,2	780,0

Sources: Loi des Finances

Les sources de financement sont constituées à 84,1 % de recettes propres dont 63 % de recettes pétrolières et à 15,9 % de ressources d'emprunt.

III.2.2 L'EXÉCUTION DU BUDGET

Le recouvrement des recettes pétrolières et non pétrolières au-delà des niveaux prévus et les économies budgétaires réalisées sur les dépenses primaires ont occasionné un solde base mandatement de 155,9 milliards.

Tableau des opérations financières

En milliards de FCFA	1990	1991	1992	1993	1994	1995	
						Prev.	Estim.
• Recettes et dons	372,4	403,6	386,5	349,3	664,2	656	784,7
Recettes pétrolières	145,7	207,8	189,3	157,6	324,0	415,0	431,9
Recettes non pétrolières	226,7	195,8	197,2	191,7	340,2	241,0	352,8
• Dépenses	382	375,3	387,3	326,6	558,8	654,7	628,8
Dépenses courantes	316,4	301,6	307,4	255,7	452,9	494,7	492,7
Fonctionnement	236,8	219,1	229,3	232,0	295,3	317,0	309,7
Intérêt	79,6	82,5	78,1	23,7	157,6	177,7	183,0
Dépenses en capital	65,6	73,7	79,9	70,9	105,9	160,0	136,1
• Solde (base mandatement)	-9,6	28,3	-0,8	22,7	105,4	1,3	155,9
Variation des amérés	60,2	87,3	89,8	159,0	-783,0	134,0	126,0
Solde (base trésorerie)	50,6	115,6	89,0	181,7	-678,0	135,3	281,9
• Financement	-46,0	-48,4	-12,9	-69,0	852	-24,5	-187,4
Extérieur	34,7	-37,2	-56,3	-49,3	846,9	-24,5	-135,6
Tirage	35,0	43,1	26,7	25,0	183,5	124,0	112,4
Rééchelonnement	81,5	5,0	6,0	0,0	852,3	0,0	11,9
Amortissements	-81,8	-85,3	-89,0	-74,3	-189,0	-148,5	-259,9
Intérieur	-80,7	-11,2	43,4	-19,7	5,1	0,0	-51,8
Système bancaire	-52,7	-8,8	44,2	0,0	12,2	0,0	20,0
Système non bancaire	-28,0	-2,4	-0,8	-19,7	-7,1	0,0	-71,8
Ressources additionnelles	4,6	67,2	76,0	112,8	174,1	110,8	94,5

Bien que positif, ce solde n'a pas permis une réduction sensible des arriérés. Ceux-ci ont au contraire atteint 126 milliards en 1995. D'où le solde de 281,9 milliards en trésorerie, qui laisserait plutôt croire à un bon résultat, alors qu'il est justifié par une accumulation d'arriérés.

Cependant, ce résultat a permis de réduire le financement tant extérieur qu'intérieur.

Sur le plan intérieur, les opérations suivantes ont été réalisées :

- auprès du système non bancaire

- * remboursement de la dette intérieure gérée par la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) de 36,2 milliards.

- * remboursement de la dette gérée par le Trésor public de 5,6 milliards.

- * remboursement des avances consenties par les pétroliers de 30 milliards.

- auprès du système bancaire :

- * emprunt de 39,3 milliards dont 4 milliards auprès du FMI

- * remboursement de la dette à l'égard des banques commerciales et les Centres de Chèques Postaux (CCP) de 19,3 milliards.

Sur le plan extérieur, les mécanismes de financement ont consisté en emprunts nouveaux ou tirages, en rééchelonnements et en amortissements.

Les tirages ont été effectués à travers des plans projets de 60 milliards et des prêts programmes de 52,4 milliards contractés auprès de la Caisse Française de Développement (35 milliards), du Japon (6 milliards) et de la BAD/FAD (11,4 milliards).

L'aménagement de la dette sous forme de rééchelonnement a été obtenu du Club de Paris à raison de 11,9 milliards.

Quant aux amortissements ou remboursements de dette, ils sont évalués, en réalité, à 237,5 milliards; les 259,9 milliards inscrits dans le Tableau des opérations financières de l'État comprenant 22,4 milliards d'annulation de dette.

Au total, le solde base trésorerie a permis de réduire le financement et de dégager des ressources additionnelles de 94,5 milliards.

III.2.2.1 L'évolution des recettes

Prévues à 780 milliards, les recettes budgétaires effectivement recouvrées et empruntées ont atteint 784,6 milliards en raison d'un excédent sur les prévisions des recettes issues aussi bien du secteur pétrolier que du secteur hors pétrole.

Les recettes pétrolières

Les recettes pétrolières recouvrées ont augmenté de 33,3 % et dépassé de 4 % les prévisions budgétaires. L'activité du secteur a été caractérisée par une légère augmentation de la production pétrolière en volume (18,24 millions de tonnes contre 17,2 millions en 1994) et des écarts constatés d'une part entre le prix du baril prévu (16,75 \$) et le

Grandeurs Macro-économiques

prix effectif (16,55 \$) et d'autre part entre le taux de change prévu du dollar (535 FCFA) et le taux de change appliqué (506,5 FCFA).

La forte hausse des recettes pétrolières a été due d'abord à l'impôt sur les sociétés qui a généré 246,5 milliards de recettes incluant le paiement anticipé d'une partie de l'impôt redevable en 1996. Ensuite elle a également résulté de la redevance (156,1 milliards) dont les recettes ont été accrues par une partie de recettes autrefois comptabilisées en partage de production. Et enfin des rémunérations des participations de l'État dans les sociétés pétrolières (16,2 milliards) dont la valeur moyenne oscille autour de 7 milliards de 1990 à 1994.

Recettes pétrolières

en Milliards de F CFA	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Impôt sur les sociétés	28,7	70,4	95,9	55,4	165,7	246,5
Redevance	88,7	81,2	65,1	64,9	128,2	156,1
Dividendes	2,4	15,5	3,2	7,0	5,9	16,2
Partage de production	26,0	40,7	25,1	30,1	24,2	13,1
Cessions d'actifs	48,7	-	-	-	-	-
Total	194,5	207,8	189,3	157,6	324,0	431,9

Sources: Ministère des Finances, Estimations DGE

Les recettes issues des contrats de partage de production ont baissé de 45,8 % en raison du changement de statut de contrat de partage à celui de contrat de concession de plusieurs champs pétroliers.

Les recettes hors pétrole

Avec 352,8 milliards, les recettes hors pétrole ont dégagé un supplément de recettes de 46,4 % par rapport aux prévisions et de 3,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Recettes hors pétrole

en Milliards de F CFA	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Douanes	62,0	77,0	66,8	69,9	97,2	124,0
Taxes sur les carburants	16,0	14,7	13,3	12,3	6,2	4,3
Impôt sur les sociétés	25,0	20,2	19,0	16,3	22,5	39,1
Taxe sur le chiffre d'affaires	21,0	31,7	31,4	33,9	44,9	19,0
IRPP et TC	41,0	22,2	22,2	23,3	29,6	31,2
Taxe sur les salaires	5,0	3,3	2,4	2,3	3,0	2,0
TVA	-	-	-	-	-	34,3
Autres recettes	38,1	26,7	42,1	33,8	136,8	98,9
dont emprunt	35,5	1,5	12,1	1,8	109,7	65,5
Total	208,1	195,8	197,2	191,7	340,2	352,8

Sources: Ministère des Finances, estimations DGE.

Malgré les diminutions sensibles des taxes sur le chiffre d'affaires (TCA) (- 57,6 %), des recettes classées dans la rubrique «Autres recettes» (- 27,7 %), notamment l'emprunt (- 40,3 %) et des baisses négligeables des taxes sur les carburants et de la taxe sur les salaires, la hausse du total des recettes hors pétrole s'explique par l'augmentation des recettes douanières (27,6 %), de l'impôt sur les sociétés (73,7 %), de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (5,4%) et des recettes générées par la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Les recettes douanières constituent comme par le passé la plus importante part aussi bien dans l'accroissement annuel (27,6 %) que dans la structure même des recettes (35,1 %).

La décomposition des recettes douanières en Droits et Taxes sur les Importations (85,5 %) et en Droits et Taxes à l'Exportation (14,5 %) révèle les caractéristiques d'une économie largement dépendante des importations.

La décision de dévaluation du FCFA, dont l'objectif à terme était d'accroître les exportations et de réduire les importations, commence à produire, dans une certaine mesure, des effets sur les exportations en valeur. Alors que pour les importations, ce n'est pas le cas. Celles-ci sont en effet passées de 825,7 milliards en 1994 à 861 milliards en 1995, soit une augmentation de 4,3 %.

Par ailleurs, la diminution des TCA est la conséquence de l'institution de la TVA, qui se substitue progressivement à certaines composantes de la TCA.

Pour sa première année d'exécution, la TVA a rapporté au budget de l'État 34,3 milliards au titre des recettes hors pétrole. L'évolution des taxes devant être remplacées par la TVA suppose que celle-ci devrait avoir un rendement identique sinon meilleur que celui observé dans le tableau ci-après :

Évolution des taxes devant être remplacées par la TVA

en Milliards de F CFA	1990	1991	1992	1993	1994	1995
TCA à taux normal	10,3	11,9	10,8	11,9	12,7	5,5
TCA à taux majoré	6,8	7,8	7,9	8,6	13,4	5,3
TCA à taux réduit	1,2	1,1	1,2	0,7	2,6	1,3
TCA précomptée par l'État	2,4	3,3	3,9	3,8	5,9	1,2
Sous total	20,7	24,1	23,9	25,0	34,6	13,3
Taxe sur les transactions	6,3	7,6	7,6	8,8	10,3	5,7
TCA à l'imoprtation	10,8	14,1	13,1	12,7	20,4	5,3
Total	37,8	45,7	44,5	46,6	65,3	24,3

Sources : Balance des comptes du Trésor. Tendances de l'économie, février 1995.

Grandeurs Macro-économiques

Pour l'instant, les recettes générées par la TVA (34 milliards de FCFA) sont inférieures aux prévisions (40 milliards) compte tenu de sa mise en vigueur intervenue le 1^{er} Avril 1995, soit 9 mois de production, alors que les prévisions initiales portaient sur toute l'année.

III.2.2.2 L'évolution des dépenses

Les dépenses publiques totales ont augmenté de 25 % sous l'effet du service de la dette (43,4 %), des dépenses de fonctionnement (4,9 %) et des dépenses en capital (28,5 %). Malgré l'augmentation des dépenses d'investissement, les priorités qui ont prévalu dans la répartition des crédits budgétaires n'ont pas été suivies.

Le tableau suivant révèle une exécution du budget d'investissement des secteurs sociaux voisine de 11,5 milliards en moyenne entre 1990 et 1994. En 1995, la priorité portant sur lesdits secteurs a plus consisté à relever leurs dotations (36,1 milliards) pour les niveler avec celles des divers secteurs de l'économie, notamment le Secteur productif (38,3 milliards) et les Autres secteurs (33,6 milliards).

Exécution budget d'investissement

en Milliards de F CFA	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Secteur productif	19,6	154,7	16,7	16,8	22,4	29,5
Infrastructures	10,4	24,1	15,4	9,9	39,9	48,5
Secteurs sociaux	6,5	8,8	13,2	15,8	12,8	28,7
Autres	29,1	25,1	34,5	26,6	30,8	29,3
Total	65,6	73,7	79,9	69,1	105,9	136,1

Source : Direction des Programmes d'Investissement.

Mais les taux de réalisation dans le tableau suivant montrent que la totalité des crédits affectés au développement des secteurs sociaux, ne sont pas utilisés à cet effet, malgré leur caractère prioritaire.

En Milliards de F CFA	1995		
	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation
Secteur sociaux	36,1	28,7	79,7 %
- Éducation nationale (*)	18,9	18,2	96,0 %
- Habitat et autres sociaux	11,3	6,6	58,3 %
- Santé	5,9	4,0	68,0 %

Source : Direction des programmes d'investissement

(*) Y compris Formation Professionnelle et Enseignement Supérieur

Quant aux dépenses relatives au Service de la dette et au Fonctionnement, elles ont respectivement augmenté de 43,4 % et 4,9 %.

Le Service de la dette constitue la dépense la plus importante du budget de l'État (49,5 % des dépenses totales).



Dépenses budgétaires

en Milliards de F CFA	1990	1991	1992	1993	1994	1995*
Service de la dette	107,1	139,9	163,4	142,9	305,0	437,3
Fonctionnement	236,8	219,1	229,3	232,0	295,3	309,7
- Solde	111,9	116,7	130,2	132,2	147,7	161,8
- Monp	8,7	10,5	10,8	11,4	14,8	16,3
- Biens et services	96,5	74,1	72,5	74,1	106,8	108,6
- Transferts	198,7	17,8	15,9	14,2	26,0	23,0
Investissement	57,1	50,1	52,5	54,8	105,9	136,1
Dépenses hors exercice	13,1	7,5	3,4	-	-	-
Total	414,1	416,5	448,6	429,7	706,2	883,0

Source : Ministère des Finances, estimations OGE.

On assiste à un phénomène d'accroissement continu des dépenses de fonctionnement depuis 1991. En 1995, elles ont augmenté de 4,9 % sous l'impulsion d'une masse salariale (+9,6 %) distribuée à 43.583 agents, alors qu'en 1994 ces effectifs étaient de 41.982 agents.

III.2.3 LA DETTE PUBLIQUE GABONAISE

La dette publique du Gabon constitue l'une des préoccupations majeures des pouvoirs publics compte tenu de son accroissement continu depuis le début des années 80. En dépit des stratégies (limiter de nouveaux emprunts extérieurs ou diminuer les arriérés en vue de stabiliser le niveau d'endettement) mises en place pour la gérer, son montant demeure important.

En effet, l'encours de la dette publique à moyen et long terme s'établit à environ 2 143 milliards de FCFA au 31 décembre 1994 alors qu'il était de 1.913 milliards de FCFA à la fin de 1993, soit une hausse de 12 %.

Encours de la dette publique gabonaise au 31/12/94

en Milliards de F CFA	Dette directe	Dette garantie	Total
Dette Extérieure	1875,4 (89 %)	32 (98 %)	1907,4 (89 %)
Bilatérale	1497,1 (71 %)	19,8 (60,7 %)	1516,9 (70,8 %)
Multilatérale	282,1 (13 %)	12,2 (37,3 %)	294,3 (13,7 %)
Bancaire	96,2 (5 %)	0	96,2 (4,5 %)
Dette intérieure	235,5 (11 %)	0,6 (2%)	236,1 (11 %)
Bancaire	150,5 (7 %)	0,6 (2 %)	150,9 (7 %)
Commerciale moratorisée*	37,4 (2 %)	0	37,4 (2 %)
Diverses	47,8 (2 %)	0	47,8 (2 %)
Total de la dette publique	2110,9	32,6	2143,5

Source : CAA * Sans clause de banté

Grandeurs Macro-économiques

La structure de la dette est telle que la dette bilatérale contractée auprès des gouvernements représente au 31 décembre 1994 près de 71 % de la dette totale alors que la part de la dette multilatérale et bancaire est respectivement d'environ 14 % et 5 %.

Les tirages 1994 (hors F.M.I.) effectués sur fonds extérieurs s'élèvent à 109,7 milliards de FCFA dont 66 milliards et 43,7 milliards sous forme de prêts d'ajustement et de prêts projets.

Selon les statistiques de la Caisse Autonome d'Amortissement (C.A.A.), le service prévisionnel de la dette en 1995 serait de près de 528 milliards dont les principales composantes sont le service courant (383,5 milliards de FCFA) et les arriérés à fin 1994 (121,5 milliards de FCFA).

La structure du service de la dette publique en 1995 se présente comme suit :

<i>En milliards de FCFA</i>	<i>Principal</i>	<i>Intérêt</i>	<i>Total</i>
Dette Extérieure	176,6	136,6	313,2
Dette Intérieure	53,8	16,5	70,3
Arriérés au 31/12/94	102,6	18,9	121,5
Intérêts de retard	-	11,0	11,0
Provisions pour conventions	12,0	-	12,0
Nouvelles et mise en jeu d'aval	-	-	-
Service prévisionnel de la dette	345	183	528

Source : CAA

Les arriérés au 31 décembre 1995 s'élèvent à 39,8 milliards de FCFA dont 36,6 milliards de principal et 3,2 milliards d'intérêt. Ces arriérés concernent surtout la dette intérieure.

Au titre de l'exercice 1995, les règlements effectués par la CAA de janvier à novembre, et cela à partir des fonds de service reçus du Trésor, s'élèvent à 273,4 milliards de FCFA.

III.3 LA SITUATION MONÉTAIRE

L'activité monétaire a été essentiellement marquée par la baisse du dollar américain et l'entrée en vigueur de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au début du second trimestre. L'application de cette taxe a entraîné au Gabon des effets inflationnistes qui ont conduit au resserrement de la politique monétaire.

De ce fait, les ressources du système monétaire se sont caractérisées par une progression de la masse monétaire liée à la croissance du crédit intérieur.

Au niveau des opérations génératrices de monnaie, on observe principalement le recul des avoirs extérieurs nets et des créances nettes sur l'État, tandis que le crédit à l'économie augmente.

Situation monétaire

En milliards de FCFA	Variation						
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	95/94
Ressources							
Disponibilités monétaires	155,3	161,2	140,5	135,2	186,7	214,8	+13,8 %
- Monnaie fiduciaire	61,9	62,9	56,8	50,0	76,9	98,8	+28,5 %
- Monnaie scripturale	93,4	98,3	83,7	85,2	111,8	116,0	+3,8 %
Quasi monnaie	101,7	106,9	97,1	97,8	128,7	140,8	+9,4 %
Masse monétaire M2	257,0	268,1	237,6	233,5	317,4	355,6	12,0 %
Ressources extra-monétaires	68,1	78,2	88,3	92,4	180,5	147,8	-18,1 %
Total ressources	325,1	346,3	325,9	325,9	497,9	503,4	+1,1 %
Contreparties des ressources							
Avoirs Extérieurs nets	+20,8	+37,9	-23,3	-26,9	+66,1	+21,6	-67,3 %
Crédit intérieur	04,3	308,4	349,2	352,8	431,8	481,8	+11,6 %
- Crédits à l'économie	219,5	230,0	217,8	213,2	214,9	254,9	+18,6 %
- Créances nettes / l'État	84,8	78,4	131,4	139,6	216,9	226,9	+4,6 %
Total contreparties	325,1	346,3	325,9	325,9	497,9	503,4	+1,1 %

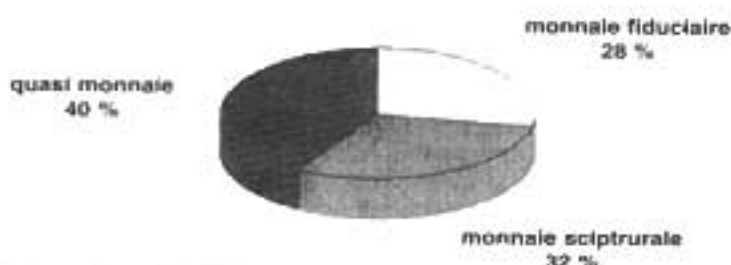
source BEAC

III.3.1 LES RESSOURCES DU SYSTÈME MONÉTAIRE.

La croissance de ces ressources a été très faible en Décembre 1995. Elle a été de 1,1 % en 1995 contre 52,8 % l'année précédente. L'explication à cette évolution des ressources du système monétaire peut être trouvée dans le faible taux de croissance des disponibilités monétaires (13,8 % en 1995 contre 39,6 % en 1994) et des ressources extra-monétaires (- 18 % contre + 95,3 % en 1994)

Ainsi donc, la masse monétaire au sens large a progressé de 12 % en Décembre 1995 contre 36 % en Décembre 1994. De ce fait, elle s'est établie à 355,6 milliards en Décembre 1995 contre 317,4 milliards en Décembre 1994.

Répartition de la masse monétaire en 1995



Les ressources extra-monnaïres (147,8 milliards) qui ont baissé par rapport à leur niveau de 1994 (180,5 milliards) n'ont pas pu contribuer au relèvement des ressources du système monétaire au dessus de la barre des 500 milliards

III.3.1.1 Les disponibilités monétaires

Elles se composent de la monnaie fiduciaire et de la monnaie scripturale et ont représenté 32 % de la masse monétaire M2.

A - LA MONNAIE FIDUCIAIRE

Elle est passée de 76,9 milliards en Décembre 1994 à 98,8 milliards en Décembre 1995, soit une hausse de 28,5 %. Cette hausse a porté le poids de la monnaie fiduciaire dans la masse monétaire de 24 % en 1994 à 28 % en 1995. Cette croissance s'explique par les effets inflationnistes provoqués par l'application de la TVA dont l'une des conséquences a été d'accentuer la préférence pour la liquidité des agents économiques.

B - LA MONNAIE SCRIPTURALE.

A un niveau de 116 milliards, la monnaie scripturale a enregistré en 1995 une hausse de 3,8 %. Pour faire face à la hausse des prix intervenue après l'entrée en vigueur de la TVA, les dépôts à vue ont été réduits. Cependant, le poids de la monnaie scripturale (54 %) est restée supérieure à celui de la monnaie fiduciaire (46 %) dans l'ensemble des disponibilités monétaires.

III.3.1.2 La quasi-monnaie.

Elle a progressé de 9,4 % en passant de 128,7 milliards en Décembre 1994 à 140,8 milliards en Décembre 1995. Cette évolution du rythme des dépôts à terme a été amorcée en 1994 et s'est poursuivie en 1995 grâce au maintien d'une politique des taux d'intérêt attractifs.

III.3.1.3 Les ressources extra-monnaïres.

Elles ont chuté de 18 % (à 147,8 milliards) par rapport au niveau atteint en 1994 (180,5 milliards). Cette évolution est le résultat de la baisse du niveau des autres postes nets du système monétaire (comptes exigibles après encaissement, comptes des résultats, opérations interbancaires).

III.3.2 LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONÉTAIRE.

Elles comprennent les avoirs extérieurs nets et le crédit intérieur, sources de la création monétaire.

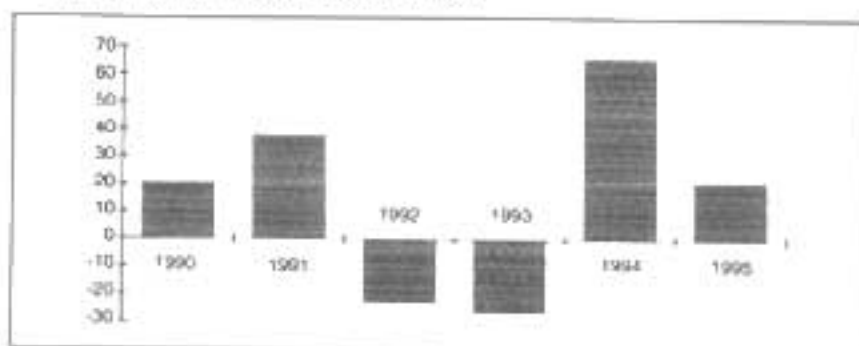
III.3.2.1 Les avoirs extérieurs nets.

Ils sont restés globalement positifs à 21,6 milliards, malgré le recul de 67,3 % par rapport à Décembre 1994 (66,7 milliards).

Au niveau de la BEAC, le recul des avoirs extérieurs nets est imputable à la baisse des réserves internationales, entraîné par la détérioration du compte d'opérations (71,7 milliards à fin Décembre 1995 contre 92,7 milliards un an plus tôt).

Par contre en ce qui concerne les banques commerciales, les avoirs extérieurs nets sont devenus positifs en 1995 après être restés négatifs depuis 1991. Mais ils sont redevenus négatifs à fin Décembre 1995 : - 2,4 milliards.

Évolution des avoirs extérieurs nets



III.3.2.2 Le crédit intérieur.

Il a atteint un niveau de 481,8 milliards en Décembre 1995 contre 431,8 milliards en Décembre 1994, soit un taux de croissance de 11,6 % contre +22,4 % un an plus tôt. Cette progression du crédit intérieur est attribuée essentiellement à la hausse des crédits à l'économie.

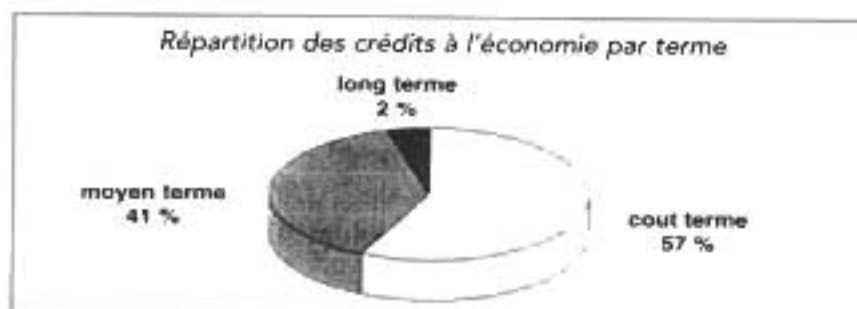
Le crédit à l'économie.

Il a augmenté de 18,6 % en passant de 214,9 milliards en Décembre 1994 à 254,9 milliards en Décembre 1995.

Dans cette évolution, la variation des crédits à moyen terme a été la plus importante (+ 45,8 %) suivie des crédits à court terme (+ 6,6 %). Les crédits à long terme quant à eux, se sont inscrits à la baisse (- 26,3 %) en 1995.

Les crédits à court terme restent prépondérants comme le montre le graphique ci-dessous :

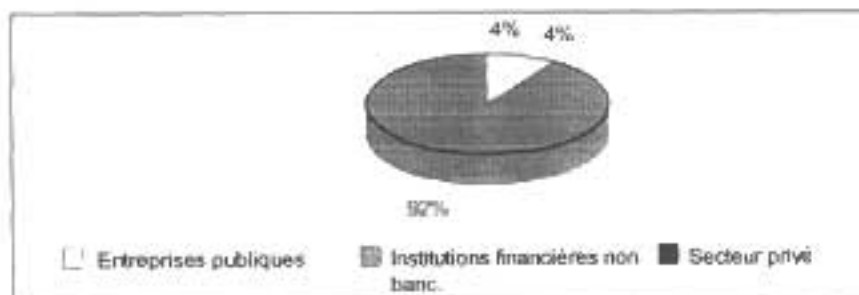
Répartition des crédits à l'économie par terme



Grandeurs Macro-économiques

L'essentiel des crédits à l'économie a été orienté vers le secteur privé (232,1 milliards en 1995). Bien que les parts allouées aux entreprises publiques et aux institutions financières non bancaires soient presque égales (un peu plus 10 milliards), ce dernier secteur a connu un rythme de croissance plus élevé, soit 13,6 % contre un recul de 11 % pour les entreprises publiques.

Répartition des crédits à l'économie par nature des bénéficiaires



Les créances nettes sur l'État

L'année 1995 a été marquée par un désengagement réel de l'État vis à vis du système bancaire pendant les 9 premiers mois. A cet effet, les créances nettes sur l'État ont baissé de 5 % en passant de 204,4 milliards en 1994 à 194,3 milliards en 1995. Cette amélioration de la position nette de l'État peut s'expliquer par la stagnation des crédits du F.M.I. et la croissance spectaculaire (128 %) des dépôts et autres engagements de l'État auprès du système bancaire.

Mais entre Décembre 1994 et Décembre 1995, on a observé un alourdissement de l'endettement de l'État vis-à-vis du système bancaire : les créances nettes sur l'État sont passées respectivement de 216,9 à 226,9 milliards soit une hausse de 4,5 % en un an.

III.3.3 LA POLITIQUE MONÉTAIRE

Le programme d'ajustement structurel du F.M.I. de 15 mois approuvé en mars 1994, a été la base de la politique monétaire en vigueur en 1995. Les objectifs de politique monétaire ont été arrêtés lors de la mission de programmation monétaire de la BEAC de mai 1995 puis révisés en septembre 1995 pour tenir compte des mesures contenues dans le nouveau programme d'ajustement structurel soutenu par le F.M.I. pour une durée de 3 ans.

Les objectifs monétaires et de crédit en 1995.

- LES AVOIRS EXTÉRIEURS NETS : contrairement aux prévisions initiales (39 milliards), les avoirs extérieurs nets devraient se renforcer et atteindre en fin d'année un niveau optimal de 68,3 milliards de FCFA.

- LES CRÉDITS À L'ÉCONOMIE : le taux de croissance devrait être de 22,9 % pour tenir compte des perspectives d'endettement du secteur pétrolier, seul grand demandeur de crédit en 1995.

- LES CRÉANCES NETTES SUR L'ÉTAT : les prévisions initiales faisaient état d'une croissance de l'endettement net de l'État envers le système bancaire de 3,6 % en 1995, mais le programme révisé prévoit plutôt une légère diminution de 1,2 % en raison des perspectives favorables des finances publiques et des engagements pris par l'État dans le cadre du Club de Libreville de rembourser aux banques près de 22 milliards de francs en 1995.

- LA MASSE MONÉTAIRE : le taux d'expansion devrait être de 21,6 % et le montant de la masse monétaire de 386 milliards en fin d'année, pour une vitesse de circulation de la monnaie de 3,9.

- LE REFINANCEMENT BANCAIRE : Pour le premier semestre, l'objectif de refinancement a été fixé à 15 milliards de francs par trimestre. Il a été ramené à 10 milliards par trimestre au second semestre en raison des projections macro-économiques globales qui laissent entrevoir une amélioration de la situation financière des banques gabonaises.

L'objectif de refinancement en vigueur depuis la mise en place du marché monétaire en juillet 1994 a remplacé le niveau de refinancement maximum qui fixait le plafond des concours de l'Institut d'émission.

Les interventions de la Banque Centrale sur le marché monétaire

En 1995, l'objectif du refinancement a été utilisé de manière soutenue en raison des tensions de trésorerie enregistrées par certains établissements bancaires. Le taux de pénalité a été utilisé entièrement par certaines banques en difficultés.

Les taux globaux d'utilisation des objectifs de refinancement, en 1995 ont été respectivement de 48,3 % et 36,8 % au premier et au second trimestres :

En millions de FCFA	Premier trimestre	Deuxième trimestre	Troisième trimestre
Objectif de refinancement	15.000	15.000	15.000
Pointes d'utilisation	7.248	5.315	4.000
Marge disponible	7.752	9.487	6.000
Taux d'utilisation	48,3 %	36,8 %	40 %

Source : BEAC * estimation BEAC

Le refinancement bancaire tourne autour de 4 milliards au troisième trimestre soit un taux d'utilisation d'environ 40 % avec une marge disponible de près de 6 milliards.

La politique des taux d'intérêt

Depuis la dévaluation du franc CFA en janvier 1994, la politique des

Grandeurs Macro-économiques

taux vise à contenir l'inflation, à assurer la couverture extérieure de la monnaie et à défendre la nouvelle parité du franc CFA.

Le lancement du marché monétaire en juillet 1994, a nécessité la mise en place de nouveaux taux fixés à des conditions librement négociées sur le marché. Il s'agit, pour les interventions de la Banque Centrale du taux d'intérêt sur appel d'offre (TIAO), du taux d'intérêt des prises en pension (TIPP), du taux des interventions ponctuelles (TIP) et du taux de pénalité. A côté de ces différents taux, on retrouve les taux des crédits à moyen terme irrévocables consentis avant la mise en place du marché monétaire.

Sur le compartiment interbancaire, un taux de base bancaire est librement fixé par chaque établissement en fonction de l'évolution des agrégats macro-économiques.

En 1995, l'Institut d'émission a poursuivi le resserrement de la politique monétaire en relevant par deux fois le taux des appels d'offre (8% à 8,6 %) et le taux des prises en pension (10 % à 10,75 %).

Le taux des avances au Trésor est resté stable du 9 décembre 1994 au 4 juillet 1995 à 7,75 %. Il a été relevé de 0,25 % à compter du 5 juillet 1995. Le taux de pénalité applicables aux Trésors nationaux a été maintenu à 10,5 % depuis décembre 1994. Cette stabilité a été aussi observée au niveau du taux débiteurs maximum à 16 % et du taux créditeur minimum à 7,50 %.

Le taux de rémunération des dépôts spéciaux des banques et organismes publics a été porté de 4 % à 4,20 % le 13 mars 1995 et à 4,50 % le 29 juin 1995.

En revanche, le taux de pénalité applicable aux opérations des banques est resté stable en 1995, soit 15 %.

Le tableau ci-dessous donne l'évolution des différents taux de base sur la place de Libreville depuis le lancement du marché monétaire :

	1994			1995				
	Juillet	Oct	Déc	Mars	Juin	Juillet	Sept	Déc
TIAO	11,00 %	9,50 %	7,75 %	8,00 %	8,75 %	8,75 %	8,00 %	8,60 %
TIPP	12,50 %	11,00 %	9,25 %	10,00 %	10,5 %	10,5 %	10,00 %	10,75 %
TP	20,00 %	15,00 %	15,00 %	15,00 %	15,00 %	15,00 %	15,00 %	15,00 %
TIDS	5,50 %	4,50 %	4,00 %	4,20 %	4,50 %	4,50 %	4,50 %	4,50 %
TDM	17,00 %	16,00 %	16,00 %	16,00 %	16,00 %	16,00 %	16,00 %	16,00 %
TCM	8,00 %	7,50 %	5,50 %	5,00 %	5,50 %	5,50 %	5,50 %	5,50 %
TATN	8,50 %	8,50 %	7,75 %	7,75 %	7,75 %	8,00 %	8,00 %	8,00 %

Sources : BEAC

Le relèvement des taux (TIAO, TIPP) en décembre s'explique par l'effritement des avoirs en compte d'opérations au cours des derniers mois de l'année et de la persistance des tensions inflationnistes enregistrées dans certains Etats de la zone d'émission de la BEAC.

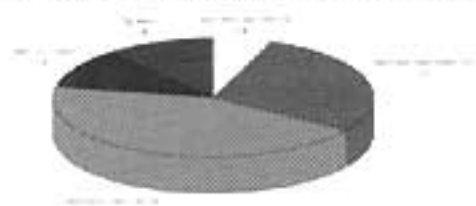
Ces taux sont supérieurs à ceux en vigueur chez les principaux partenaires économiques occidentaux où les taux à court terme oscillent autour de 4 % en Allemagne et 7 % en France et aux Etats-Unis.

Le suivi du respect de la réglementation bancaire reste désormais du ressort de la Commission Bancaire de l'Afrique centrale (COBAC)

III.3.4 LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE PAR SECTEUR

Les crédits recensés par la Centrale des risques de la BEAC (crédits supérieurs à 5 millions de francs) en Décembre 1995 progressent de 8,4 % par rapport au montant recensé en Décembre 1994. Les crédits à court terme sont en hausse de 5,9 % et ceux à moyen et long terme de 10,1 %.

Crédits à court terme en décembre 1995



Crédits à moyen et long terme en décembre 1995



Secteur primaire

Les crédits bancaires accordés en Décembre 1995 à ce secteur ont été en hausse de 37,3 % par rapport à décembre 1994, avec un taux de croissance de 23 % pour les crédits à court terme et de 61 % pour ceux à moyen et long terme. Malgré cette forte progression, leur part (4 %) est restée négligeable dans la masse globale des crédits distribués depuis 1990. L'exploitation forestière, qui est l'activité la plus structurée du secteur, a été, comme les années précédentes la principale bénéficiaire avec 13,7 milliards en Décembre 1995. Les crédits accordés aux autres activités sont restés modestes : un peu plus d'un milliard pour la pêche et 3 milliards pour les activités agricoles.

Secteur secondaire

Constitué d'entreprises opérant dans le secteur moderne ayant une surface financière donnant facilement accès au circuit bancaire, ce secteur a reçu 24 % des crédits en Décembre 1995 contre 23 % en Décembre 1994. Il a obtenu 51 milliards de concours à court terme et 170,4 milliards à moyen et long terme (dont plus de 53 milliards au secteur pétrolier). Les autres grands bénéficiaires des crédits ont été les entreprises de bâtiments et travaux publics (24 milliards de FCFA) et les industries de transformation (19 milliards de FCFA).

Le secteur tertiaire

Ce secteur absorbe plus de la moitié des crédits distribués par le système bancaire avec un total de 248,3 milliards en Décembre 1995 contre 239,5 en Décembre 1994. Les crédits à moyen et long termes représentent 66 % des crédits recensés, soit 175 milliards de FCFA.

Les entreprises de services divers ont reçu 44 % du total des crédits (198 milliards). Le commerce de distribution a obtenu 11 % des crédits soit 49,9 milliards, en augmentation de 14 %. En revanche, les crédits au commerce d'exportation sont restés marginaux, même si leur montant a été multiplié par 3 passant de 2,6 en Décembre 1994 à 7,6 milliards en Décembre 1995.

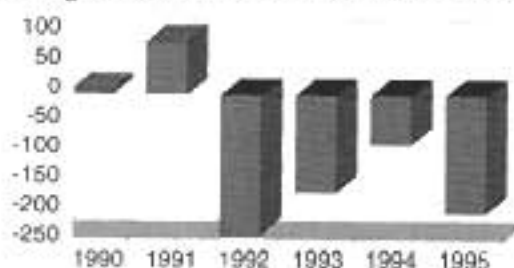
Les crédits accordés au secteur tertiaire ont augmenté de 3,7 %, passant de 239,5 milliards de FCFA en Décembre 1994 à 248,3 milliards de FCFA en Décembre 1995.

Les crédits distribués aux particuliers sont passés de 48 milliards de FCFA en Décembre 1994 à 50 milliards de FCFA en Décembre 1995, représentant respectivement 11,5 % et 11 % du total des crédits.

III.4 LA BALANCE DES PAIEMENTS

Le solde global de la balance des paiements en 1995 est très dégradé (- 204,6 milliards, il a été multiplié par 2,4 par rapport à 1994) du fait de l'accroissement du déficit de la balance des mouvements de capitaux (17 %).

Balance globale de 1990 à 1995 en milliards de F CFA



III.4.1 LA BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES

La balance des paiements courants s'est détériorée du fait de la dégradation du solde des services et de celui des transferts nets.

Son solde passe en effet de 150,1 milliards de FCFA en 1994 à 71,6 milliards en 1995.

La balance commerciale

En 1995, la valeur des exportations Fob (1.327,2 milliards) a légèrement augmenté (+3 %) sous l'effet d'une production pétrolière plus importante (17,4 millions de tonnes).

Les exportations du secteur pétrolier sont restées toujours prépondérantes (1.027,5 milliards de FCFA soit 77 % des exportations en valeur et 299,7 milliards de FCFA pour les autres secteurs).

Parallèlement, la valeur des importations Fob s'est également accrue de 4%, soit 437,3 milliards de FCFA en 1995 contre 420 milliards en 1994. Il s'agit en grande partie des importations effectuées par le secteur privé non pétrolier. Cela dénote une reprise timide des activités au sein des entreprises évoluant dans ce secteur. Le taux de couverture est de 303,5 %.

En milliards de FCFA	1990	1991	1992	1993	1994	1995*
Exportations Fob	675,7	632,7	603,0	651,0	1.287,0	1327,2
Importations Fob	210,2	235,4	234,4	240,0	420,0	437,3
Solde commercial	465,5	397,3	368,6	411,0	867,0	889,9
Taux de couverture	321,5	269,0	257,0	271,0	306,0	303,5

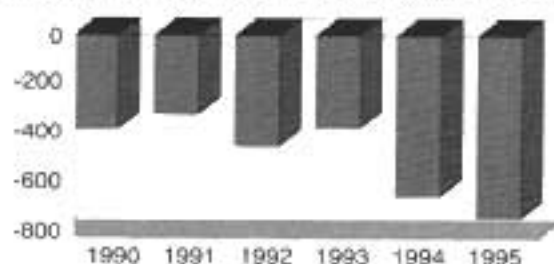
Source : BEAC, FMI * Estimations

La balance des services

La persistance du déficit de la balance des services serait imputable au paiement des intérêts dus au titre de la dette publique extérieure. La balance a dégagé un solde négatif de 721,9 milliards de FCFA dont - 179,3 milliards au titre d'intérêts payés.

Ce solde déficitaire est en hausse de 14 % par rapport à celui de 1994 (- 635,7 milliards de FCFA). C'est le résultat négatif du solde de cette balance qui a dégradé celui de la balance globale.

Balance des capitaux nets en milliards de FCFA



Grandeurs Macro-économiques

Bien qu'il soit excédentaire, le solde de la balance des biens et services a régressé en 1995 de 27 %. Il passe de 231,1 milliards de FCFA en 1994 à 168 milliards de FCFA en 1995 sous l'effet de l'augmentation du déficit de la balance des services (13 % par rapport à 1994), et malgré l'appréciation du solde commercial.

Les transferts unilatéraux

Le solde des transferts privés, toujours déficitaire (- 96,4 milliards de FCFA) a entraîné la détérioration de plus de 50 % du solde courant qui reste excédentaire à 71,6 milliards de FCFA.

III.4.2 LA BALANCE DES CAPITAUX

La balance des capitaux accuse un déficit de 276,2 milliards de FCFA en 1995 contre 236 milliards en 1994, soit une augmentation de 17 %.

Ce déficit, amorcé depuis 1990, s'est surtout creusé entre 1993 et 1994 (+ 44 %), du fait des tensions survenues lors du changement de parité du FCFA qui a occasionné une sortie massive de capitaux à court terme, surtout dans le secteur pétrolier (- 111,1 milliards de FCFA).

Balance des capitaux en milliards de F CFA

	1990	1991	1992	1993	1994	1995*
Capitaux à MLT	18,4	43,0	-126,1	-107,8	-151	-206,6
Secteur privé	-19,8	-57,5	-19,2	-41,5	-74,1	-81,5
Secteur Public	38,2	100,5	-106,9	-66,3	-76,9	125,1
Capitaux à CT	-56,0	-22,6	-11,8	-56,0	-85,0	-69,7
Secteur privé	-63,6	-25,9	-15,9	-56,8	-111,1	-4,7
Secteur Public						
Secteur bancaire et postal	7,6	3,4	4,1	0,8	26,1	-65,0
Solde	-37,5	20,5	-137,9	-163,8	-236	-276,2

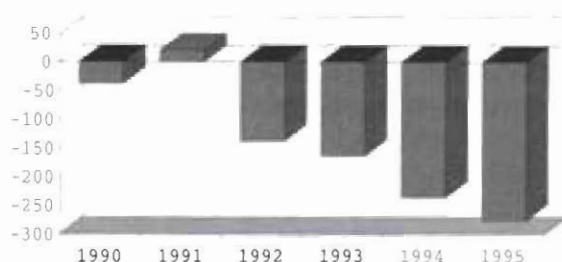
Source : BEAC, FMI

* Estimation. Les montants du secteur bancaire et postal de 94 et 95 incluent aussi ceux des erreurs et omissions.

En 1995, les capitaux à long et court termes ont été négatifs (- 206,6 et - 69,7 milliards de FCFA). Le solde des apports nets à long terme représente 75 % du déficit de la balance des capitaux. Cette situation est surtout imputable au remboursement de la dette publique extérieure du Gabon (- 237,5 milliards de FCFA) qui a remboursé plus de capitaux qu'il en a reçus.

Bien qu'il soit excédentaire, le solde du poste des investissements directs a reculé de 40 % en raison soit de la chute des participations au capital des entreprises, soit du transfert des capitaux à l'extérieur.

Balance des capitaux nets en milliards de F CFA



III.4.3 LA BALANCE GLOBALE

Au niveau de la balance globale, on constate une dégradation de son solde qui passe de - 85,9 milliards en 1994 à - 204,6 milliards de FCFA en 1995, soit une augmentation du déficit de 138%.

Ce résultat est lié au solde défavorable des biens et services et à la détérioration des mouvements de capitaux.

Ce déficit devrait être financé à hauteur de 42,3 milliards de FCFA par des rééchelonnements et des annulations de la dette publique extérieure. L'État gabonais devra recourir à son budget et solliciter des apports extérieurs pour les 162 milliards restants.

En milliards de FCFA	1990	1991	1992	1993	1994	1995*	95/94 (%)
I- Balance biens et services	94,9	88,5	-70,4	45,7	231,1	168,0	-27,30
Balance commerciale	465,5	397,3	368,6	411,0	867,0	889,9	2,64
Exportations Fob	675,7	632,7	603,0	651,0	1.287,0	1.327,2	3,12
Importations Fob	210,2	235,4	234,4	240,0	420,0	437,3	4,12
Balance des services	-370,6	-308,8	-439	-365,3	-635,7	-721,9	13,56
II- Balance des transferts nets	-36,6	-33,8	-27,5	-35,0	-81,0	-96,4	19,01
Solde courant	58,3	54,8	-97,9	10,7	150,1	71,6	-52,30
III- Balance des capitaux	-37,6	21,0	-131,9	-163,8	-236,0	-276,2	17,03
A long terme	18,4	43,0	-120,1	-107,8	-151,0	-206,5	36,75
A court terme	-56,0	-22,0	-11,8	-56,0	-85,0	-69,7	-18,00
IV- Erreurs et omissions	-12,2	15,8	-11,3	-16,7			
Solde global	8,5	91,6	-241,1	-169,8	-85,9	-204,6	138,18

Source : BEAC, F.M.I. * Estimations

Les montants des erreurs et omissions de 94 et 95 sont inclus dans celui des capitaux

III.5 L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX

L'effritement du niveau de l'emploi observé depuis 1986, s'est poursuivi jusqu'au début des années 90. En 10 ans, le secteur moderne Gabonais a perdu 27.000 emplois. On observe toutefois, depuis 1993 une légère reprise du niveau de l'emploi; Il augmente au rythme annuel moyen de 1,5 % entre 1993 et 1995. En 1995, l'emploi salarié global se situe à 96.662 agents pour une masse salariale totale de 606 milliards.

Le niveau général des prix a, quant à lui, retrouvé sa tendance générale d'augmentation moyenne d'avant la dévaluation du franc CFA.

III.5.1 L'EMPLOI

Dans l'emploi salarié global, on distingue généralement l'emploi du secteur public de celui du secteur privé.

Le niveau général de l'emploi accuse une légère hausse en 1995. Les effectifs du secteur moderne sont passés de 94.940 en 1994 à 96.662 en 1995 soit une augmentation de 1.8%. La tendance haussière est imputable au secteur public alors que dans le secteur privé l'emploi est resté stable.

Répartition de l'emploi global par secteur

	EFFECTIFS				VARIATIONS		
	1992	1993	1994	1995	93/92	94/93	95/94
Privé et parapublic	48.657	48.101	48.500	48.500	-1,1 %	0,8 %	0,0 %
Fonction Publique	31.823	32.536	33.982	35.704	2,2 %	4,4 %	5,1 %
Collectivités locales	3.664	3.758	3.758	3.758	2,6 %	0,0 %	0,0 %
Main d'oeuvre non permanente	8.360	8.760	8.700	8.700	4,8 %	-0,7 %	0,0 %
Total	92.504	93.155	94.940	96.662	0,7 %	1,9 %	1,8 %

Sources : 1992 et 1993 (DGSEE) – 1994 et 1995 (estimation DGE)

III.5.1.1 Le secteur public

L'emploi du secteur public se compose des agents gérés par la Direction de la "Solde", des agents de la main-d'oeuvre non-permanente gérés par chaque département ministériel et des autres gérés par les collectivités locales.

Les effectifs gérés par la Solde sont passés de 33.982 agents au 31-12-1994 à 35.704 au 31-12-1995 soit une hausse de 5,1 %. Les fonctionnaires constituent l'essentiel des effectifs avec 46 %; suivi des militaires (36 %) et des contractuels (15.5 %).

III.5.1.2 Le secteur privé

Les effectifs du secteur privé se sont maintenus au niveau de 1994 soit 48500 agents. Les principaux secteurs pourvoyeurs d'emploi sont : les services (10 %), le commerce (18 %), les transports et télécommunications (20 %).

L'Office National de l'Emploi (ONE) a enregistré 4.000 demandes contre 1.000 offres d'emploi au cours de l'année 1995.

III.5.2 LES SALAIRES

III.5.2.1 Le secteur public

La masse salariale s'est accrue de 8,4 % en 1995 dans la Fonction publique, soit 177,4 milliards de FCFA contre 163,7 milliards en 1994.

**REPARTITION DE LA MASSE SALARIALE EN MILLIARDS FCFA
DANS LE SECTEUR PUBLIC SELON LES
PRINCIPAUX ELEMENTS DE LA SOLDE DE DIFFERENTS AGENTS**

Eléments de solde	1991	1992	1993	1994	1995	Variations		
						93/92	94/93	95/94
Solde de base fonctionnaire	31,7	34,9	35,9	35,3	37,6	2,9%	-1,7%	6,5%
Solde de base militaire	22,4	23,4	24,2	24	25,1	3,4%	-0,8%	4,6%
Solde base spÉc.			7,7	8,5	8,9		10,4%	4,7%
Indemnité comp.			9,5	9,9			4,2%	
Solde fonctionnelle	0	0	0					
Solde de base contract.	9,7	9,7	9,8	11,2	11,2	1,0%	14,3%	0,0%
Indemnités de sujÉtion	16,4	0,7	0,2			-71,4%		
Aide à la propriété			12,8	13,5	15,1		5,5%	11,9%
Autres Eléments(*)	38,5	60,4	32,7	48,4	66,3	-45,9%	48,0%	37,0%
Total Solde	118,7	129,1	132,8	150,8	164,2	2,8%	12,6%	8,9%
Masses d'oeuvre	10,5	10,8	11,5	12,2	13,2	6,5%	12,7%	2,3%
Total Trait & Sal	129,2	139,9	144,3	163,7	177,4	3,1%	13,4%	8,4%

Source: DGB

(*) = En milliards F CFA, Prime exceptionnelle (11,3), Indemnité comp. (9,9), Charges militaires (7,5), Indemnité fonction (6,6), Transports (4,3) et Divers.

III-5 2.2 Le secteur privé

Les salaires du secteur privé sont fournis au niveau global par la Comptabilité nationale . En 1995, on ne dispose que des estimations du modèle MEGA. Ils passeraient de 331,2 milliards en 1994 à 351,7 en 1995 , soit une hausse de 6.2%

III.5.3. LES PRIX

L'évolution des prix à la consommation est mesurée par deux indices pour les ménages résidant uniquement à Libreville: l'indice des prix pour les ménages à hauts revenu (indice des 155 articles) et l'indice des prix pour les ménages à bas revenus (indice des 125 articles).

III.5.3.1 L'indice des 155 articles

Avec une variation de 7,3 % en glissement annuel, l'indice des prix des 155 articles s'est établi à 801,4 au mois de Décembre 1995 contre 746,9 en Décembre 1994. En 1995, l'indice des prix a augmenté de 13,7

Grandeurs Macro-économiques

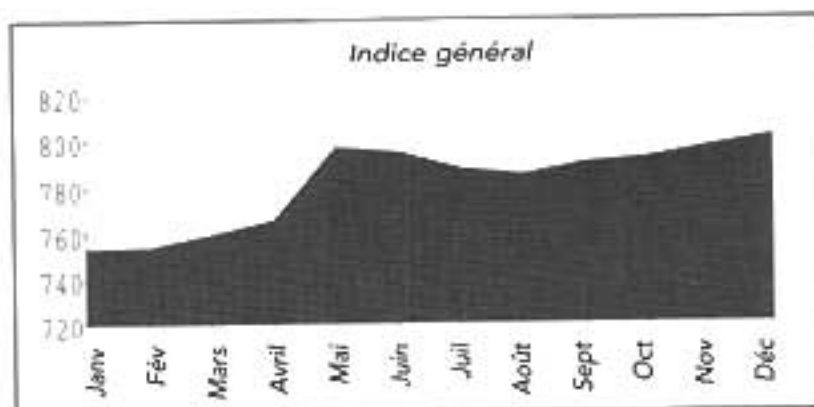
% par rapport à 1994. Cela s'explique par les augmentations des tarifs d'eau et d'énergie (carburant et électricité) et l'application effective de la taxe sur la valeur ajoutée dès le mois d'avril.

<i>Indices des 155 articles</i>						
	1992	1993	1994	1995	94/93	95/94
Alimentation, boisson, tabac	526,2	542,5	708,2	802,0	30,5	13,2 %
Dépenses de maison	361,5	363,6	466,9	540,4	28,4 %	15,7 %
Habillage	707,4	740,5	780,8	916,3	5,4 %	17,4 %
Hygiène et soins	452,2	452,1	560,6	634,6	24,0 %	13,2 %
Transport	630,5	659,4	936,2	1.081,1	42,0 %	15,5 %
Loisir, divers	446,8	457,7	669,3	745,9	46,2 %	11,4 %
Indice général	504,2	519,0	687,4	781,4	32,4 %	13,7 %
Produits importés	516,9	537,7	726,1	831,0	35,0 %	14,4 %
Produits locaux	466,5	474,6	610,3	689,2	28,6 %	12,9 %
Services et divers	507,0	510,6	654,3	732,6	28,1 %	12,0 %

L'inflation s'est réduite de près de 19 points en 1995, cette décélération a concerné aussi bien les produits importés que les produits locaux et les services. Leurs hausses en moyenne annuelle se sont établies respectivement à 14,4 %, 12,9 % et 12 %.

Plusieurs facteurs ont contribué au ralentissement de l'inflation en 1995 :

- les prix des produits importés destinés à la consommation des ménages ont connu des variations peu significatives en raison de la maîtrise de l'inflation chez les principaux partenaires commerciaux (France, Etats-Unis, Bénélux)
- la reprise encore timide de la consommation des ménages et la morosité persistante du marché de l'emploi contraignent les commerçants à maintenir leurs prix au niveau actuel.



L'indice général a connu des augmentations négligeables au premier trimestre de l'année (0,63 % en variation mensuelle). Cette évolution a été perturbée par la mise en place d'une taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) dès le mois d'Avril 1995 qui a entraîné une montée des prix de détails. Ainsi, au mois de Mai, la variation mensuelle des prix s'est établie à 4,1 % contre 0,8 % au mois d'avril. Par la suite l'évolution mensuelle des prix a retrouvé un rythme modéré avec parfois une décélération en Juillet et Août 1995.

L'indice des prix des produits alimentaires (aliments, boissons et tabac) a varié de 13,2 % par rapport à 1994. Cette tendance haussière n'a pas empêché des évolutions très contrastées sur des prix de certains produits alimentaires (charcuterie : -5,7 %, légumes frais : -17,1 %, poisson : 31 %, volaille : 16,9 %).

L'indice des dépenses de maison est resté orienté à la hausse, 15,7 % en variation annuelle. Outre le personnel domestique, cette augmentation des prix a concerné l'eau, l'électricité, le gaz, le linge de maison, l'équipement ménager et le service d'entretien.

Les indices relatifs à l'habillement, l'hygiène et au transport ont connu des hausses respectives de 17,4 %, de 13,2 % et de 15,5 % en glissement annuel.

III.5.3.2. L'indice des 125 articles

L'indice des prix des 125 articles au mois de Décembre 1995 s'est établi à 431,5 contre 421,3 au mois de Décembre 1994, soit un glissement mensuel de 2,4 %. L'indice des 125 articles a augmenté en 1995 de 10 % contre 35,6 % en 1994.

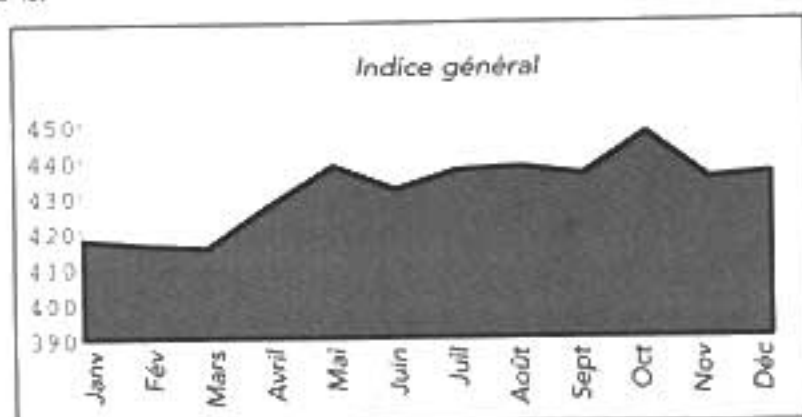
Les prix des produits importés ont enregistré des variations plus fortes que ceux des produits locaux. Leurs taux de variation ont été respectivement de 13 % et 8,1 % par rapport à l'année 1994.

Indices des 125 articles						
	1992	1993	1994	1995	94/93	95/94
Alimentation, boisson, tabac	282,3	285,8	374,9	406,2	31,2 %	8,3 %
Dépenses de maison	244,6	241,5	310,4	405,8	28,5 %	30,7 %
Habillement	262,8	255,7	337,7	325,0	32,1 %	-3,8 %
Hygiène et soins	444,3	479,8	995,0	1.058,0	107,4 %	6,3 %
Transport	483,2	495,4	644,2	690,0	30,0 %	7,1 %
Loisir, divers	257,6	252,2	427,3	539,8	69,4 %	26,3 %
Indice général	287,3	288,9	391,8	431,1	35,6 %	10,0 %
Produits importés	291,9	297,1	462,2	522,3	55,63 %	13,0 %
Produits locaux	284,6	284,5	354,6	383,2	24,6 %	8,1 %



Grandeurs Macro-économiques

L'indice des 125 articles a connu une décélération au cours du premier trimestre 1995. Puis cet indice a évolué à la hausse pour s'établir à 10 %.



QUATRIÈME PARTIE

Perspectives 1996



IV. PERSPECTIVES 1996

IV.1 LA CONJONCTURE MONDIALE EN 1996

En 1996, les perspectives de croissance demeurent favorables à une reprise et à une consolidation de l'expansion dans les différents pôles. Selon les récentes perspectives du FMI, la production mondiale pourrait atteindre 4,1 % contre 3,7 % en 1995. Cette reprise de l'activité s'inscrit dans un environnement favorable marqué par le faible niveau de l'inflation et la baisse des taux d'intérêt.

Les Etats-Unis pourraient encore être la locomotive de l'économie mondiale avec un taux de croissance de 2,5 % grâce à la réduction du déficit budgétaire et au redressement de la position extérieure.

Le Japon qui a connu l'une des plus graves récession de son histoire amorcé après la mise en place du 6^e plans de relance, une reprise et laisse entrevoir une forte croissance en 1996. La reprise resterait dopée par le rebond de l'investissement qui justifierait une croissance de 2 % contre un peu moins de 0,5 % en 1995.

En Europe, les perspectives de développement sont encourageantes. La réduction significative des déficits budgétaires reste la préoccupation majeure des pays de l'Union Européenne. La convergence des performances économiques au sein de l'Union se renforce afin de concrétiser le projet d'Union Monétaire. L'anticipation d'un retour rapide à la confiance des consommateurs et des entreprises reste un atout à une reprise de l'activité au second semestre 1996.

Dans les pays en transition, les performances économiques restent variables. Les pays les plus avancés dans la stabilisation et la restructuration connaîtront une croissance plus vigoureuse grâce aux apports de capitaux des investisseurs étrangers. Ces flux de capitaux devraient contribuer à stimuler l'activité et à accroître des niveaux d'investissement plus élevés. En revanche, les pays où les réformes sont en cours se heurtent à une série d'obstacles interdépendants qui freinent leurs évolutions.

Dans les pays en développement, la production devrait augmenter de 6,3 % grâce à une croissance plus vigoureuse qui serait enregistrée en Asie du Sud-Est (+ 7,9 %) et en Afrique (+ 5,2 %) du fait de l'application des programmes d'ajustement.

Les prix.

Le ralentissement des prix pourrait se poursuivre dans les pays industrialisés qui enregistreraient un taux global d'inflation inférieur à 2,5 % en dépit de la baisse des prix des matières premières. Au Japon, le taux le plus bas (0,5 %) reste perceptible du fait de la récession économique.

La modération de l'inflation observée dans les pays industrialisés va également se poursuivre dans les pays en développement où le taux moyen se réduirait à 13 % contre 19,5 % en 1995 avec notamment 9,3 % pour l'Afrique et 9,6 % pour l'Asie.

Les taux d'intérêt

En raison du faible niveau de l'inflation, la détente monétaire observée à fin 1995 devrait se poursuivre en 1996. Les signes de ralentissement des économies européennes et notamment celles de l'Allemagne et de la France inciteraient les autorités monétaires à assouplir leur action pour favoriser ou appuyer les programmes de relance économique et stimuler les investissements. Cette tendance serait poursuivie au Japon où l'économie présente des signes d'essoufflements : faible croissance, hausse de l'épargne, atonie de la consommation.

Aux États-Unis, l'évolution des taux devrait être dictée en 1996 par celle des rendements.

Les marchés des changes

L'accalmie du marché des changes se traduirait par une évolution favorable du dollar américain dont l'appréciation dépendra de l'ampleur de la baisse des taux d'intérêt en Europe et au Japon.

L'emploi

Les taux de chômage restent encore élevés dans les pays industrialisés. En Europe, la reprise qui pointe à l'horizon contribuera à améliorer la situation de l'emploi. Au regard du coût économique et financier du chômage, plusieurs pays ont entrepris des réformes du système de sécurité sociale qui réduisent la création d'emploi destinée aux travailleurs peu qualifiés. Ces mesures ne devront pas entraver les progrès réalisés dans le rééquilibrage des finances publiques.

IV.1.2 L'ÉVOLUTION DES MARCHÉS MONDIAUX EN 1996

Le marché international du pétrole se singulariserait en 1996 par la poursuite de la tendance à la baisse des cours du baril et du dollar américain, le premier sous l'effet d'une surproduction tant des pays OPEP que des pays non-OPEP, notamment avec le retour de l'Irak dont les ventes tourneraient autour de 600 000 baril/jour son pétrole; le deuxième sous l'effet des efforts des pays riches à contenir le dollar américain à des niveaux jugés acceptables.

Le marché du manganèse se caractérise en 1996 par le maintien des cours qui se situerait autour de 350 FF la tonne.

La forte demande mondiale de caoutchouc naturel serait soutenue par la croissance économique mondiale (+ 4,2% en 1996). La croissance

de la construction automobile aux États-Unis et la demande émanant de l'Inde conforteraient les cours du caoutchouc. Cependant, l'intensification de la production en Malaisie, en Thaïlande, en Indonésie par l'accroissement du saignage des hévéas qui se traduira par le réapprovisionnement des stocks encore très bas et l'augmentation de la demande de caoutchouc synthétique pourraient affecter les cours.

La campagne caféière 95/96 dans les principaux pays producteurs s'ouvrira sur une baisse de la production de 6,6 % en raison du fort recul la production brésilienne suite aux gelées qui avaient endommagé les plantations.

La campagne cacaoyère 95/96 devrait connaître une production en hausse de 4 %, (2,6 millions de tonnes). La Côte-d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao, aurait une progression des récoltes de 14,5 %. L'Indonésie et le Brésil renverseraient leur tendance de la campagne 94/95 avec des hausses de 4 et 18 % alors la production Malaise serait encore en baisse de 7 %.

IV.2 LE CONTEXTE NATIONAL

En 1996, l'activité économique nationale est tributaire de la capacité des industries locales à s'adapter au contexte de libéralisation des échanges et surtout aux réformes structurelles en cours dans le parapublic.

IV.2.1 L'ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DES DIFFÉRENTS SECTEURS

Dans la filière minière et pétrolière:

Sur le plan national, l'activité de l'exploitation et de la recherche pétrolière continue d'être liée à l'évolution du cours du dollar et du prix du pétrole. La production pourrait être maintenue en 1996 à 18,1 millions de tonnes.

Au niveau de la raffinerie, l'activité de la SOGARA connaîtrait une hausse du chiffre d'affaires de l'ordre de 11 %.

La production de manganèse serait de 2,112 millions de tonnes, soit une expansion de 22 % en 1996. Les exportations prévues à 1,95 millions de tonnes contre 1,617 millions de tonnes en 1995 pourraient être revues à la baisse du fait du niveau des stocks du métal (422 000 tonnes) se trouvant aux États-Unis, à Boulogne et en Chine, ainsi que de la rude concurrence de l'Ukraine.

La production d'uranium serait stable en 1996.

Dans les filières agricoles:

La production nationale de caoutchouc naturel pourrait atteindre 7 700 tonnes en 1996, représentant un accroissement de plus de 50 %

Sur le plan local, la production de café et de cacao pourrait enregistrer une hausse, suite à l'amélioration des rendements attendus et une évolution favorable des exportations.

Dans le secteur des industries

Les activités liées directement ou indirectement aux travaux publics et à l'exploitation forestière, enregistreront une embellie en 1996.

Par contre, les autres secteurs risquent de stagner.

L'activité touristique et hôtelière sera marquée en 1996 par la morosité.

Les agro-industries dont l'activité a enregistré une évolution mitigée en 1995 devront mener des efforts de restructuration et d'adaptation au contexte de libéralisation.

Dans la filière des transports

La consolidation de la reprise de l'activité économique en 1996 pourrait, se traduire par la hausse des performances dans le secteur des transports, notamment:

- le trafic maritime avec le maintien des volumes exportés et certainement d'une hausse des importations;
- le trafic aérien avec l'assainissement d'Air Gabon et du développement apparent de compagnies privées sur les vols domestiques;
- le trafic ferroviaire pourrait enregistrer en 1996 une progression des volumes transportés.

L'amélioration du réseau routier constituera un élément déterminant de l'activité des transporteurs routiers. Le développement des échanges intra-régionaux et de l'agriculture à l'intérieur du pays, l'entrée en exploitation prochaine d'une société de transport urbain, l'activité soutenue dans l'exploitation forestière pourraient insuffler un regain d'activité dans le secteur.

Dans la filière BTP

La poursuite des travaux routiers dans le cadre du PARR, de constructions de bâtiments publics ou privés, augure d'une activité soutenue du secteur des bâtiments et travaux publics.

Dans la filière bois et industrie du bois

La production des grumes en 1996 devrait se stabiliser au niveau réalisé en 1995.

Les tentatives d'industrialisation de la filière, plus créatrice de valeur ajoutée, pourraient se concrétiser en 1996.

IV.2.2 LE PIB PRÉVISIONNEL

Les perspectives de croissance de l'économie au cours de l'année 1996 demeurent étroitement liées à l'application du programme d'ajustement mis en place avec l'aide des Institutions Financières Internationales et aux hypothèses relatives à la conjoncture pétrolière internationale. Ainsi les hypothèses pétrolières suivantes ont été retenues :

Principales hypothèses de projection

	1994	1995	1996
Cours du dollar en FCFA	556,0	499,0	506,0
Prix du baril de pétrole en dollar	15,2	16,6	16,5
Production de pétrole brut en millions de tonnes	17,2	17,4	18,1

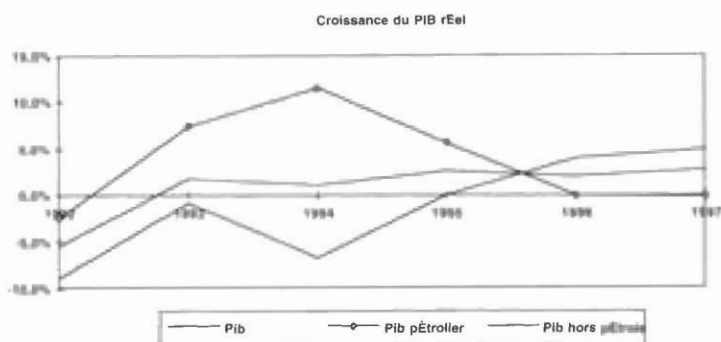
Source : DGE

Ainsi, compte tenu de ces hypothèses et des contraintes liées au programme d'ajustement avec le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale, l'équilibre Ressources-Emplois de l'ensemble des biens et services, exprimés en francs courants pourrait s'établir comme suit :

Equilibre des biens et services

En milliards de FCFA	1995	1996	%
Pib total	2 374,7	2 506,3	5,5 %
Pib marchand	2 112,0	2 229,4	5,6 %
Pib hors pétrole	1 454,1	1 557,6	7,1 %
Importations totales	892,9	954,1	6,8 %
Total des ressources	3 267,6	3 460,4	5,9 %
Consommation des ménages	915,5	963,1	5,2 %
Consommation des administrations	379,1	413,1	9,0 %
Investissement total	508,7	550,3	8,2 %
Exportations	1 464,3	1 533,9	4,8 %
Variation des stocks	0,0	0,0	
Total Emploi	3 267,6	3 460,4	5,9 %

La croissance de l'économie gabonaise devrait se poursuivre en 1996 à un rythme toutefois moins élevé que celui enregistré un an auparavant. Le Pib pourrait s'accroître de 2 % en termes réels. En raison des incertitudes sur les marchés des matières premières, la production des grands produits d'exportation et particulièrement celle du pétrole pourrait rester stable à l'horizon 1997.



La croissance viendrait des activités du secteur hors pétrole qui seraient stimulées par des gains de compétitivité à l'importation, la hausse du pouvoir d'achat des ménages résultant d'une réduction de l'inflation, le retour des investissements dont une grande partie avait été retardée par l'attente de l'application de la réforme fiscale-douanière de l'Udéac, et par la poursuite d'un programme d'investissement public soutenu. En 1996, l'investissement public devrait être orienté vers le soutien au secteur agricole, la protection de l'environnement, les logements sociaux et l'extension du programme d'aménagement routier. Il en résulterait une accélération de la valeur ajoutée réelle qui passerait à 4 % en 1996.

Cette évolution envisagée repose sur des hypothèses prudentes. D'abord une stabilité de la production des grands produits d'exportation, ensuite un faible accroissement de la masse salariale globale, enfin une hausse modérée des investissements publics alors que l'État pourrait bénéficier des décaissements plus importants de l'extérieur.

IV.2.3 LE BUDGET PRÉVISIONNEL

Les objectifs

La politique budgétaire en 1996 devrait mettre l'accent sur la rationalisation de la gestion des finances publiques et la recherche de la croissance pour stimuler l'emploi et lutter contre l'exclusion sociale. A cet effet, un programme de soutien à l'économie et aux secteurs sociaux, notamment en matière d'investissement devra être mis en place.

En outre, le budget 1996 tendrait à mettre fin aux dépassements budgétaires qui augmentent la dette de l'État, en faisant respecter les procédures budgétaires et le code des marchés publics.

Les contraintes

Le budget de l'État pour 1996 devrait connaître une augmentation de 4,8 % et se chiffrerait à 817,5 milliards.

Les budgets de l'état de 1994 à 1996 en Milliards de F CFA

Recettes	1994	1995	1996	Dépenses	1994	1995	1996
Recettes propres	509,2	656,0	695,5	Dette publique	261,2	303,0	334,9
Pétrole	272,0	415,0	415,9	Fonctionnement	305,0	317,0	326,3
Hors pétrole	237,2	241,0	279,7	Investissement	150,0	160,0	156,3
Emprunt	207,0	124,0	122,0				
Total recettes	716,2	780,0	817,5	Total dépenses	716,2	780,0	817,5

Alors que par le passé le Fonctionnement occupait la plus grande part des crédits, en 1996 la répartition accorde au paiement du service de la dette 40,9 % du budget alors que le Fonctionnement et l'Investissement en occupent respectivement 39,9 % et 19,2 %.

Les arbitrages

Les recettes seraient fondées sur une augmentation des recettes hors pétrole de 16 % dont les recettes douanières seraient l'origine. En effet, 113,6 milliards sont attendus de ces recettes en 1996 alors qu'en 1995 elles étaient prévues à 94 milliards.

Aucune évolution significative n'est attendue des recettes pétrolières et des ressources d'emprunt par rapport à leur niveau respectif de 1995.

En matière de dépenses, seuls les investissements et les dépenses d'interventions observeraient une légère baisse.

Prévisions des dépenses publiques en Milliards de F CFA

	1994	1995	1996*
Service de la dette	261,2	303,0	334,9
Fonctionnement	305,0	317,0	326,3
Solde	150,0	163,0	168,0
Monp	15,0	15,0	16,6
Biens et services	110,0	114,0	120,1
Transferts	30,0	25,0	21,6
Investissement	150,0	160,0	156,3
Total	716,2	780,0	817,5

Source ; Loi des Finances

* : Projet de Loi des Finances.

Les dispositions fiscales

Il n'y aurait aucune innovation en 1996 en matière de pression fiscale compte tenu des répercussions sociales qui en découleraient et des aménagements fiscaux de Mai 1995 relatifs au paiement de la TVA par les ménages.

Toutefois, il est prévu qu'elle rapporte 42 milliards en 1996.

En milliards de F CFA	1995	1996
TVA prévisions	40,0	42,0
TVA réalisations	34,3	-

IV.2.4 LA MONNAIE ET LA BALANCE DES PAIEMENTS

IV.2.4.1 La monnaie et le crédit

Les résultats de la programmation monétaire de Janvier ont projeté une progression de la masse monétaire de 14 % en 1996. Cette évolution proviendrait des avoirs extérieurs nets qui devraient augmenter de 34 %. Le crédit intérieur net évoluerait modérément avec un taux d'expansion de 8 %, dont 6 % pour les créances nettes sur l'État et près de 11 % pour les crédits à l'économie.

Le refinancement de la BEAC ne devrait pas dépasser 7,2 milliards.

IV.2.4.2 La Balance des Paiements prévisionnel

En 1996, le solde global de la balance des paiements demeurerait déficitaire. Mais, contrairement à 1995, il serait moindre soit -177,4 milliards de FCFA contre -204,6 milliards de FCFA en 1995.

La contraction du déficit du solde global résulterait de celle des services (-715,8 milliards en 1996 contre -721,9 milliards en 1995) et des mouvements de capitaux (-176,6 milliards contre -206,5 milliards en 1995).

Le financement du déficit global se concrétiserait à concurrence de 27,7 milliards de FCFA sous forme d'annulation de dette (21,9 milliards) et des avoirs nets de la Banque Centrale (5,8 milliards). Le reliquat se financerait par le budget de l'État et par d'autres apports extérieurs.

<i>En milliards de FCFA</i>	1995*	1996*
I- BALANCE DES BIENS ET SERVICES	168,0	179,4
Balance commerciale	889,9	895,2
Exportations Fob	1327,2	1353,8
Importations Fob	437,3	458,6
Balance des services	-721,9	-715,8
II- BALANCE DES TRANSFERTS NETS	-96,4	-101,5
Solde courant	71,6	77,9
III- BALANCE DES CAPITAUX	-276,2	-255,4
A long terme	-206,5	-176,6
A court terme	-69,7	78,8
Solde global	-204,6	177,4

Source : BEAC, FMI * Estimations

La balance des transactions courantes

L'effet conjugué de l'amélioration continue de la balance commerciale et la baisse du déficit de la balance des services permettraient au solde de la balance courante de s'apprécier, soit de plus de 8 %.

La balance commerciale

La balance commerciale passerait de 889,9 milliards de FCFA en 1995 à 895,2 milliards de FCFA en 1996, soit une augmentation de 12 %.

La balance des service

Chroniquement déficitaire, le solde de la balance des services, en recul, s'établirait à - 715,8 milliards de FCFA en 1996. Les intérêts au titre de la dette extérieure seraient remboursés à hauteur de 157 milliards de FCFA contre 179 milliards de FCFA en 1995.

Les mouvements des capitaux à long et court termes

Le déficit en 1996 du solde de la balance des capitaux à long et court termes, estimé à près de - 255,3 milliards de FCFA, reculerait de près de

Perspectives 1996

7,6 % par rapport en 1995. L'effort serait surtout mis sur la réduction du montant des amortissements dû au titre de la dette publique extérieure par le truchement du rééchelonnement de cette dernière. Il est également intéressant de préciser que le montant du remboursement de la dette privée du secteur pétrolier augmenterait d'environ 19,41 % en 1996.

En milliards de FCFA	1995	1996
CAPITAUX À MLT	-206,6	-176,6
Secteur privé	-81,5	-79,5
Secteur public	-125,1	-97,1
CAPITAUX À CT	-69,7	78,7
Secteur privé	-4,7	-5,3
Secteur public	-	-
Secteur bancaire et postal	-64,9	-73,4
Solde	-276,2	-255,3

SOURCE : BEAC, FMI

Les montants du secteur bancaire et postal de 1995 et 1996 incluent aussi ceux des erreurs et omissions.

En conclusion, le déficit des capitaux à moyen et long termes baisserait de près de 14,5 %, celui des apports nets à court terme s'accroîtrait d'environ 13 %. Et contrairement à 1995, il semblerait qu'un regain de capitaux extérieurs en vue d'investissement au Gabon serait réalisé, soit 14,4 milliards en 1996 contre 7,8 milliards en 1995. Les investisseurs extérieurs auraient à nouveau confiance au Gabon dans la mesure où le risque d'investissement encouru se trouverait amoindri.

IV.2.5 LES PRIX

En 1996, la poursuite d'une politique de lutte contre l'inflation dans les économies de l'Ocde et l'absence des tensions sur la demande intérieure, laissent envisager une forte réduction de l'inflation, la hausse généralisée des prix pourrait se situer autour de 3 % comme lors des années qui ont précédé la dévaluation.

Conclusion



Deux ans après la dévaluation du franc CFA, l'économie gabonaise renoue progressivement avec la croissance économique. La croissance provient toujours de l'activité des secteurs traditionnels d'exportation tandis que la production locale destinée au marché intérieur en raison des difficultés d'adaptation à la libéralisation évoluent laborieusement. Les investissements privés n'ont pas été stimulés par le changement de parité. Les mesures destinées à sécuriser les entreprises ne sont toujours pas prises.

1996 sera marquée par la poursuite de l'ajustement conjoncturel et structurel qui permettra l'assainissement durable de l'économie gabonaise. De ce fait, la croissance pourrait provenir des activités hors pétrole et mines si certaines conditions sont réunies. On peut énumérer les gains de compétitivité à l'importation, une réduction de l'inflation, le retour des investissements suite à l'instauration d'un environnement économique favorable et aux mesures d'assainissement et de privatisation des entreprises publiques et de la poursuite d'un programme d'investissement public soutenu. Celui-ci devrait être orienté vers le soutien au secteur agricole; la protection de l'environnement, les logements sociaux et l'extension du programme d'aménagement routier.

Cependant, le poids de la dette entravera en partie les efforts d'investissements publics dans les domaines des infrastructures de communication, des équipements sociaux. Le service de la dette publique qui représente près de la moitié de dépenses totales du budget demeure la préoccupation majeure pour l'État.

La dégradation de l'emploi s'est poursuivie en 1995. Le chômage atteint des proportions inquiétantes, malgré la mise en place d'un Office National pour l'Emploi (ONE) et du fonds d'expansion pour le développement (FODEX) destiné à octroyer des crédits pour la création de Petites et Moyennes entreprises.

Le niveau général des prix a atteint sa tendance générale d'augmentation moyenne avant la dévaluation du FCFA.

Dans un environnement international de poursuite de la croissance mondiale, face à la mise en place de l'intégration régionale, le Gabon doit poursuivre sa politique d'assainissement de l'économie qui passe nécessairement par une concertation entre les différents opérateurs économiques.

Annexes

Evolution des cours des principales monnaies
Moyenne annuelle en fcf

Périodes	Dollar USA 1\$	Deutsche Mark 1 DM	Lire ital. ITL 1000 ITL	Livre Sterling 1 L	Yen Japonais 100 JPY
1980	211	117	250	492	93
1981	272	120	240	551	123
1982	329	135	240	574	132
1983	381	149	250	577	161
1984	437	154	250	582	184
1985	449	153	240	578	188
1986	346	160	230	508	206
1987	301	167	230	492	208
1988	298	170	230	530	232
1989	319	170	230	525	233
1990	272	169	230	484	188
1991	282	170	227	497	190
1992	268	170	191	419	216
1993	282	170	173	435	263
1994	541	344	331	844	540
1995	498	346	306	784	525

Source: Têlex Banque de France



Équilibre des biens et services au prix de 1991

En milliards de f.c.f.a	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Pib total	1 523,80	1 471,40	1 523,80	2 173,10	2 374,70	2 506,30	2 649,00
Pib marchand	1 336,50	1 272,40	1 319,80	1 941,80	2 12,00	2 229,40	2 354,00
Pib hors pétrole	1 055,30	1 049,40	1 084,70	1 266,30	1 454,10	1 557,60	1 677,70
Importations totales	485,10	458,40	490,00	855,80	892,90	954,10	1 002,20
Total ressources	2 008,90	1 929,80	2 013,70	3 028,90	3 267,60	3 460,40	3 651,20
Consommation des ménages	660,10	676,70	699,80	806,60	915,50	963,10	1 025,30
Consommation des administrations	269,60	287,40	302,50	346,60	379,10	413,10	445,80
Investissement total	403,00	316,50	322,00	466,90	508,70	550,30	600,80
Exportations	671,90	643,60	689,50	1 408,80	1 464,30	1 533,90	1 578,40
Variations des stocks	4,20	5,70	-	-	-	-	-
Total des emplois	2 008,90	1 929,80	2 013,70	3 028,90	3 267,60	3 460,40	3 651,20

Source: DGSEE

Annexes

Evolution du Chiffre d'affaires des entreprises d'industrie chimique

Chiffre d'affaires en millions de F.CFA	90	91	92	93	94	95
Pneumatique	1 214	1 565	1 586	1 552	2 775	2 200
Produits d'entretien	2 353	2 499	2 527	1 092	1 918	2 150
Plastiques et mousses	2 806	3 381	3 330	3 232	551	264
Lubrifiants					5 252	5 750
Peintures	1 812	2 915	2 430	2 715	4 051	4 810
Gaz industriel et activités connexes	1 624	2 227	2 183	1 415	2 557	3 000
Total	9 789	12 587	12 056	9 996	17 103	18 174

Source : Chimie Gabon, SPL, Colgate Palmolive, Pizolub, Cogapneu, Polychimie

Evolution du prix de la tonne de ciment

Prix d'une tonne	91	92	93	94	95
OWENDO	52 000	52 000	50 000	60 000	60 000
CPJ45	55 000	55 000	52 000	63 000	63 000
CPA45 ou 55				3 400	3 400
Granulat 5-15				4 000	4 000
Granulat 15-25				45 000	45 000
Filler					
Franceville		52 000	52 000	62 500	62 500
CPJ45					

Source : Ciment du Gabon

Evolution du brut traité à SOGARA

Années	1989	1990	1991	1992	1993	1994	*1995
<i>En milliers de tonnes</i>							
Total traité	741	757	721	770	775	688	740
Comptes de tiers	345	364	432	455	459	271	253
Comptes propres	396	393	289	315	316	417	487
<i>En milliards de F.CFA</i>							
Chiffre d'affaires	33,7	32,1	35,3	34,9	35	46,8	58
Valeur ajoutée	8,2	7,5	8,5	9,9	10,5	4	11,1
Investissements	1,7	4,2	3,9	1,2	0,516	0,588	0,897

Source : SOGARA * Estimations

SITUATION MONETAIRE

RUBRIQUES	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
AVOIRS EXTERIEURS NETS	42,2	-4,7	-57,3	-57,8	-46,8	20,8	37,8	-32,2	-26,3	66,1	21,6
Banque centrale	71,8	28,8	28,4	33	29,6	34,5	53,1	-5,4	13,4	48,1	27,2
Avants monétaires	74,4	39,7	4,9	21,2	-1,4	71,5	86	22,6	1,7	96,4	75
dont compte d'opérations						68,9	82,8	16,4	16,5	82,7	0
Engagements extérieurs	0,5	11,1	33,3	54,2	41	37	32,7	26,2	15,6	48,3	47,8
BCM & ABE	-31,7	-30,8	-26,9	24,8	17,2	-13,7	-16,4	17,5	13	18	5,6
Avants extérieurs	10	13,9	10,5	12,2	24	23,6	19,7	11	15,7	43,9	38,3
Engagements extérieurs	41,7	50,7	39,4	36,6	41,2	37,3	35,1	34,8	26,7	25,9	42,5
AVOIRS INTERIEURS NETS	347,8	389,2	386,5	391,8	378,5	396,3	398,4	388,2	352,7	430,8	487,1
Créances nettes sur l'Etat	10	30	103,3	136,4	136,8	84,8	78,3	131,4	139,6	215,8	227,4
Créances nettes sur l'Adm. Centrale	10	30	103,3	136,4	136,8	84,8	78,3	131,4	139,6	225,1	237,7
Banque Centrale	-36,8	7,2	83,4	77,1	68,9	16,4	20,1	50,1	59,4	77,3	84,1
Avances statutaires	0	17,6	83,9	65,3	16,2	18,3	24,1	26,6	48,2	47,8	54,6
Raccourci au profit du FMI	0	0	11,6	34,8	14,7	22	16,4	22,2	13,1	47,9	42,1
Dépôts du Trésor	36,2	8,7	12,4	11	26,2	22	20	5,2	0,1	16,2	8,5
Encasse au Trésor	1,6	1,7	2	3,1	2,8	1,7	2,4	2,7	2,5	2,2	4
BCM & ABE	66,8	25,8	38,9	58,2	66,9	68,4	56,2	81,7	80,2	147,8	153,5
Dépenses totales	109,2	78,2	91,1	102,3	102,1	101	95,3	108,1	106,4	188,9	196,4
Bons d'équipement	23,1	24,8	21,1	12,6	11,8	17,8	17,3	17,4	16,8	21,7	24
Autres catégories	86,2	53,4	70	84,7	84,4	83,1	78	90,7	89,6	148,2	132,4
Dépôts	82,7	57,8	51,2	45	35,9	32,8	37,1	36,8	30,2	22,1	2,8
Cheques postaux	0,2	5,7	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Colapcas sur les organismes publics	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,2	-10,1
Créances	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1,2	4,6
Dépôts	1	0	0	0	0	0	0	0	0	10,4	14,9
Crédits à l'économie	337,8	336,3	285,2	255,4	341,7	298,5	239,1	217,5	213,1	214,9	254,9
Total contreparties	386	361,1	325,2	334,2	331,7	325,1	346,3	326	329,8	499,9	503,9
MASSE MONETAIRE	339,6	279,8	239,5	248,5	278,9	257	289,1	237,8	233,5	317,4	325,8
Monnaie fiduciaire sans BCM & ABE	95,8	47,4	49,4	50,1	57,5	61,9	62,9	56,8	50,5	76,9	86,6
Dépôts à vue	120,5	108,7	84,6	96,3	113,6	83,4	98,2	83,8	85,2	111,8	116
Dépôts à terme	154,6	122,5	106,5	102,1	107,7	101,7	106,9	89	89,8	128,7	140,8
Autres ressources	54,1	81,5	99,7	85,7	52,9	59,1	76,2	88,4	82,3	129,5	147,6
Total ressources	399	361,1	338,2	334,2	334,7	325,1	346,3	326	329,8	499,9	503,9
Réserves des banques	5,3	6,1	7,2	11,3	5,5	7	24,2	5,9	7,8	56,9	27
Refinancement des banques/BEAC	27	22,8	26,8	24,2	17,4	23,3	19,5	26,6	19,8	0,2	3,7

source : R.F.A.C. Présentation F.M.I.

Origines du PIB par secteur - milliards de francs cfa -

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Produit intérieur brut	968,8	1151	1303	1445	1733	1826	1963	1156	1135	1335	1477	1526	1671	1824	2171	2375	2536,3	2649	2784
PIB marchand	893,8	1061	1205	1302	1597	1656	1145	960,2	973,2	1175	1299	1337	1272	1320	1542	1712	2229,4	2356	2476
Secteur primaire	490	546	629,6	674,1	536	766	1145	369,0	371,8	505,2	589,4	604,9	577,9	596,1	1144	1197	1241,9	1284,6	1328
Agriculture-Elevage-Pêche	42,7	47,0	52,2	61,9	69,9	78,0	87,3	88,8	94,2	95,2	94,2	96,6	100,4	104,1	121,6	146,8	157,05	170,36	184
Exploitation forestière	17,3	15,4	16,4	17,3	20,7	22,4	21,7	19,0	20,8	25,7	24,4	19,7	21,8	25,1	64,71	77,91	84,148	80,879	96,79
Pêche-brut	301,7	446	523,2	551,8	498	645,1	725	340,3	369,6	334,2	404,6	450,8	422	438,1	805,8	920,8	948,7	971,3	944,8
Minier	38,3	34,0	37,8	43,3	50	49,6	40,0	33,3	36,1	55	48,1	32,9	33,7	27,76	51,44	51,75	52,004	52,284	52,53
Secteur secondaire	147,1	168,0	204,2	221,2	278,5	303,6	304,4	201,7	204,0	212,1	200,8	229,2	259,2	272,7	273,4	277,8	293,3	314,8	321,3
Industries agro-alimentaires, boissons	10,2	13,0	11,6	17,5	20,4	20,0	27,9	27,7	30,1	30,6	33,6	40,4	41,5	37,9	30,4	35,5	36,3	37,6	39,7
Industrie du bois	13,9	12,4	15,3	16,9	21,9	17,8	14,4	9,8	8,0	8,6	5,8	5,6	6,7	5,0	8,2	9,8	10,3	11,2	12,1
Autres industries	22,7	22,4	30,4	38,8	59,2	80,7	82,1	37,4	39,3	80,1	42,8	48,0	44,0	47,9	63,4	67,8	73,9	80,6	86,5
Raffinage	3,7	4,5	5,9	6,7	8,4	14,9	14,8	8,8	9,4	8,0	8,7	9,6	10,6	12,0	4,8	5,7	6,2	6,9	7,4
Énergie-Eau	17,6	18,6	23,1	28,6	26,4	30,7	35,9	36,2	36,0	33,0	28,5	33,6	30,1	34,0	34,7	40,3	44,0	48,1	53,2
BTP	61,8	80,9	97,0	99,7	120,0	152,7	136,6	69,8	60,4	58,6	54,8	61,0	58,8	54,0	65,0	61,8	63,1	68,9	90,7
Recherche, services pétroliers	17,5	35,2	21,0	16,7	20,2	11,4	9,9	12,0	27,8	39,8	36,0	31,2	22,5	22,7	30,6	36,5	38,7	40,0	42,6
Secteur tertiaire	258,8	329,0	371,3	405,2	457,4	556,8	515,8	409,0	447,4	457,0	489,2	502,4	485,4	511,1	556,9	636,0	694,2	754,4	818,7
Transports	38,0	48,7	58,4	65,4	80,8	96,3	97,5	81,4	87,4	92,2	95,7	110,4	105,9	102,8	114,7	130,7	146,0	158,3	171,0
Services	82,2	116,3	137,0	140,8	150,3	176,4	171,8	150,2	158,1	165,3	165,6	168,3	186,4	176,1	186,9	212,5	228,2	245,6	265,1
Commerce	74,1	89,9	94,5	113,5	132,1	163,7	164,1	122,3	132,2	133,5	130,2	137,6	135,9	146,0	162,0	185,0	207,5	232,9	258,0
Crédit et taxes à l'importation	55,6	64,0	74,1	78,2	86,7	104,9	78,2	46,8	50,6	62,1	63,0	74,3	66,6	68,8	83,9	88,8	94,8	99,6	102,0
Services bancaires, assurances	6,4	10,1	7,0	7,3	7,0	15,7	14,2	8,3	9,8	9,5	10,6	11,8	11,2	16,6	-3,0	14,7	16,3	18,0	19,6
Services non marchands	75,0	80,3	116,3	143,7	162,8	160,1	177,8	156,8	161,9	160,7	177,9	181,3	188,9	203,9	201,3	262,8	276,2	295,0	307,9

Sources

Direction Générale de la Statistique

Estimations et prévisions DGE

RÉPARTITION DES CRÉDITS BANCAIRES

PAR NATURE D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

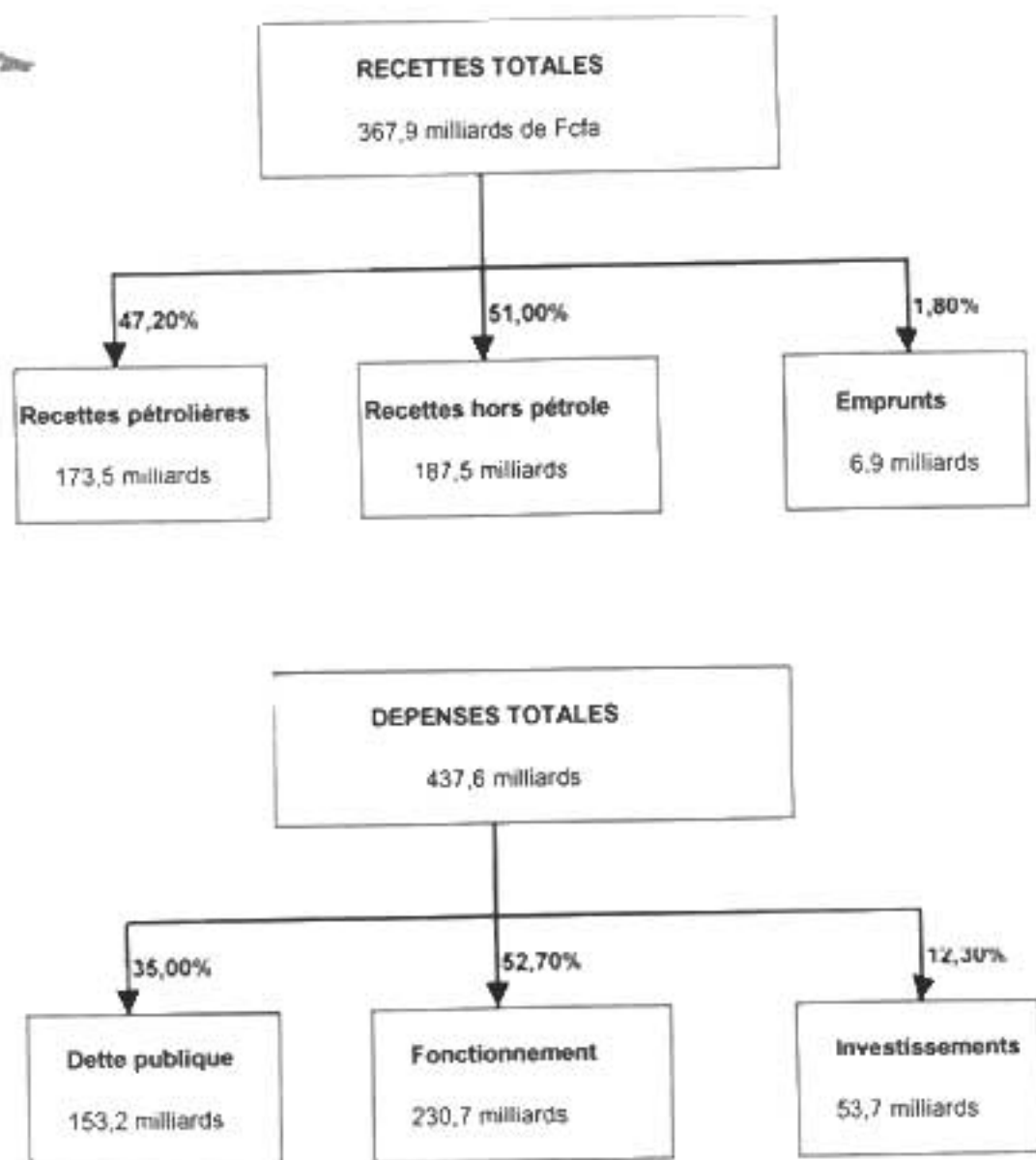
En millions des F CFA	Court terme										Moyen terme		Court terme	
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	1994	1995
Secteurs Économiques	8,2	9,9	9,8	8,6	8,5	11,2	2,7	2,7	3,6	4,5	4,0	6,0	31,8%	22,4%
Production agricole et assimilée	8,2	9,9	9,8	8,6	8,5	11,2	2,7	2,7	3,6	4,5	4,0	6,0	31,8%	22,4%
Secteur primaire	10,4	20,5	20,3	19,6	26,1	19,4	35,7	36,1	41,0	32,2	26,9	46,4	-25,7%	60,8%
Industries de transformation	22,9	16,7	14,1	14,3	12,4	16,4	11,4	8,6	9,2	6,7	3,7	3,4	32,3%	-8,1%
Eau et Electricité	1,5	0,4	0,0	0,1	0,0	0,3	2,6	1,9	0,9	0,6	0,6	0,8	ns	0,0%
Bâtiments et travaux publics	18,5	16,4	16,3	19,1	21,1	21,1	5,3	4,1	2,8	1,9	2,8	2,2	0,0%	-21,4%
Secteur secondaire	53,3	54,0	50,7	53,1	59,6	57,2	55,0	50,3	53,7	41,4	36,0	52,6	-4,0%	46,1%
Commerce de distribution	28,4	36,1	37,1	38,5	37,0	38,8	5,4	7,0	7,6	6,9	6,6	11,1	4,9%	68,2%
Commerce d'exportation	2,1	5,7	6,5	2,6	2,4	4,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,3	100,0%	150,0%
Services	24,3	25,0	26,7	32,4	26,0	34,0	106,9	101,2	104,1	95,1	168,3	163,8	23,6%	-2,7%
Secteur tertiaire	54,8	66,8	72,3	73,5	67,4	76,2	112,3	108,2	111,7	102,0	175,1	175,4	16,0%	0,2%
Particuliers	19,1	20,2	20,5	19,4	19,1	20,2	27,2	28,6	29,7	30,2	29,2	26,7	5,8%	-1,7%
Non classés	11,0	16,4	9,2	15,5	17,1	21,3	6,6	3,6	4,1	4,0	1,7	4,4	24,6%	158,8%
Total crédits recensés	146,4	167,3	162,5	170,1	171,7	188,1	203,8	193,8	203,0	182,1	246,9	267,1	9,6%	8,2%

Source: BEAC

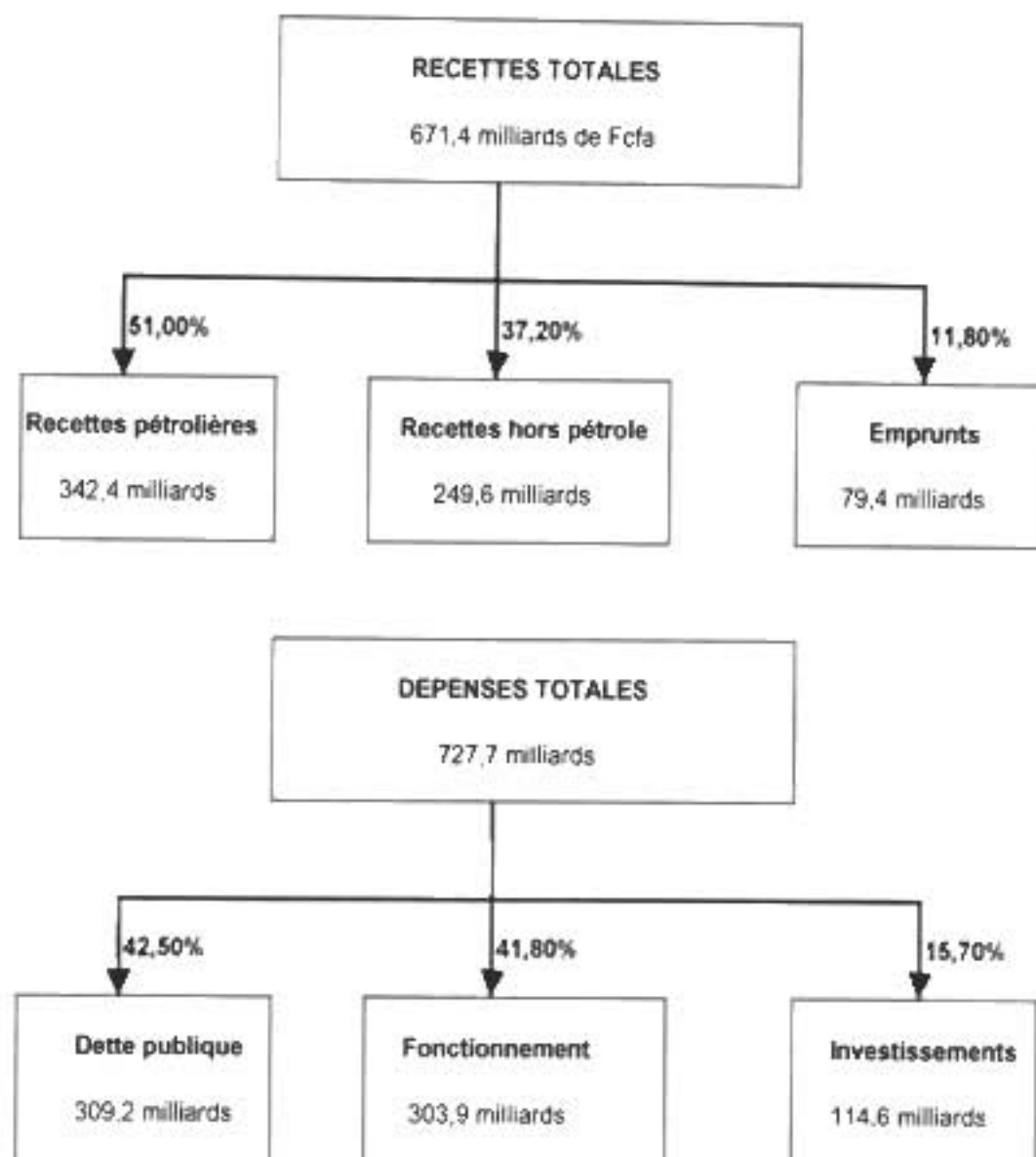
En millions des F CFA	Total des crédits										Structure en % total				Variation 95/94
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	1994	1995	
Secteurs Économiques	10,9	12,6	13,6	13,1	13,4	17,2	3,1	3,5	3,7	3,7	3,2	3,8	28,4%		
Production agricole et assimilée	10,9	12,6	13,6	13,1	13,4	17,2									
Secteur primaire	46,1	56,6	61,3	51,8	55,0	65,8	13,2	15,7	16,8	14,7	13,1	14,5	19,8%		
Industries de transformation	34,3	25,3	23,3	21,0	18,1	19,0	9,8	7,0	6,4	6,0	3,8	4,3	23,0%		
Eau et Electricité	4,1	1,9	0,9	0,7	0,6	0,9	1,2	0,5	0,2	0,2	0,1	0,2	50,0%		
Bâtiments et travaux publics	23,8	20,5	16,9	21,0	23,9	23,3	6,8	5,7	5,2	6,0	5,7	5,1	-2,5%		
Secteur secondaire	108,3	104,3	104,4	94,5	95,6	109,8									
Commerce de distribution	33,8	43,1	44,7	45,4	43,6	49,9	9,7	11,9	12,2	12,9	10,4	11,0	14,4%		
Commerce d'exportation	2,1	5,7	6,5	2,6	2,4	4,8	0,6	1,0	1,8	0,7	0,6	1,2	103,8%		
Services	131,2	126,2	132,8	127,5	196,3	168,4	37,5	34,9	36,3	36,2	46,9	43,6	1,1%		
Secteur tertiaire	167,1	175,0	184,0	175,5	242,5	253,6									
Particuliers	48,3	49,0	50,2	49,6	48,3	48,9	13,2	13,6	13,7	14,1	11,5	10,7	1,2%		
Non classés	17,0	20,2	13,3	19,5	16,6	25,7	5,0	5,8	3,6	5,6	4,5	5,8	36,7%		
Total crédits recensés	350,2	367,1	365,5	352,2	418,6	455,2	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	8,7%		

Source: BEAC

STRUCTURE MOYENNE DU BUDGET AVANT DEVALUATION
Exercices 1992-1993



STRUCTURE MOYENNE DU BUDGET APRES DEVALUATION
Exercices 1994-1995



REPARTITION DE L'EMPLOI DANS LE SECTEUR PUBLIC

1- Répartition par sexe

Répartition par sexe	1991	1992	1993	1994	1995	94/93	95/94
Hommes	24738	24811	24622	25303	26528	2,8%	4,8%
Femmes	7730	7845	7914	8679	9176	9,7%	5,7%
TOTAL	32468	32656	32536	33982	35704	4,4%	5,1%

2- Répartition par situation matrimoniale

Répartition par situation matrimoniale	1991	1992	1993	1994	1995
Célibataires	22545	22826	23025	24367	25964
Marés	9435	9448	9141	9222	9345
Veufs	124	121	114	122	123
Divorcés	364	261	256	271	272
TOTAL	32468	32656	32536	33982	35704

3- Répartition par Statut

Statut	1991	1992	1993	1994	1995	95/94
Fonctionnaires	14235	14470	14772	15666	16394	4,6%
Contractuels locaux sous statut	3752	3805	3616	4053	4431	9,3%
Contractuels expatriés sous statut	1082	1067	870	905	896	-1,0%
Contractuels hors statuts	355	248	218	211	214	1,4%
Cas particuliers	131	126	71	73	71	-2,7%
Autres agents de l'Etat	12913	12938	12989	13074	13698	4,8%
Total	32468	32656	32536	33982	35704	5,1%

**REPARTITION DE L'EMPLOI DANS LE SECTEUR PUBLIC
EN DECEMBRE (suite)**

4-Répartition par catégories

Catégorie	1991	1992	1993	1994	1995	95/94
Hors catégorie	400	386	295	291	291	0,0%
A1	4348	4458	4469	4802	5206	8,4%
A2	2954	2921	2841	3074	3350	9,0%
B1	4500	4706	5022	5664	5934	4,8%
B2	4829	4826	4745	4800	4886	1,8%
C	1955	1860	1711	1749	1803	3,1%
Autres	569	561	464	527	536	1,7%
Total	19555	19718	19547	20907	22006	5,3%

5-Répartition par secteur administratif

Ventilation par secteur administratif	1991	1992	1993	1994	1995	95/94
Pouvoirs publics	1093	1051	1000	1075	1194	11,1%
Administrations de souveraineté	512	506	500	535	569	6,4%
Défense nationale	12438	12452	12989	12370	12929	4,5%
Administration générale	2775	2719	3748	2874	3005	4,6%
Administrations économiques	1810	1841	1078	1989	2208	11,0%
Administrations de développement	1468	1473	1468	1757	1880	7,0%
Administrations de l'éducation	8727	8972	8803	9882	10266	3,9%
Administrations sociales	3645	3642	2950	3500	3653	4,4%
TOTAL	32468	32656	32536	33982	35704	5,1%

Source: Direction Générale du Budget

**REPARTITION DE LA MASSE SALARIALE EN MILLIARDS FCFA
DANS LE SECTEUR PUBLIC SELON LES
PRINCIPAUX ELEMENTS DE LA SOLDE DE DIFFERENTS AGENTS**

Eléments de solde	Variations					Structure							
	1991	1992	1993	1994	1995	93/92	94/93	95/94	1991	1992	1993	1994	1995
Solde de base fonctionnal	31,7	34,9	35,9	35,3	37,6	2,9%	-1,7%	6,5%	27%	27%	27%	23%	23%
Solde de base militaire	22,4	23,4	24,2	24	25,1	3,4%	-0,8%	4,6%	19%	18%	18%	16%	15%
Solde base spéc			7,7	8,5	8,9		10,4%	4,7%			6%	6%	5%
Indemnité comp			9,5	9,9			4,2%				7%	7%	
Solde fonctionnelle	0	0	0										
Solde de base contract	9,7	9,7	9,8	11,2	11,2	1,0%	14,3%	0,0%	8%	8%	7%	7%	7%
Indemnités de sujétion	16,4	0,7	0,2			-71,4%			14%	1%	0%		
Aide à la propriété			12,8	13,5	15,1		5,5%	11,9%			10%	9%	9%
Autres éléments(*)	38,5	60,4	32,7	48,4	66,3	-45,9%	48,0%	37,0%	32%	47%	25%	32%	40%
Total Solde	118,7	129,1	132,8	150,8	164,2	2,9%	13,6%	8,9%	100%	100%	100%	100%	100%
Main-d'oeuvre non-perm	10,5	10,8	11,5	12,9	13,2	6,5%	12,2%	2,3%					
Total Trait & Sal	129,2	139,9	144,3	163,7	177,4	3,1%	13,4%	8,4%					

Source: DGB

(*) = En milliards FCFA, Prime exceptionnelle(11,3), Indemnité comp (9,9), Charges militaires(7,5), indemnité fonction(6,6), Transports(4,3) a

■

Achévé de rédiger le 30 janvier 1996
par les services de la Direction Générale de l'Économie
du Ministère des Finances, de l'Économie,
du Budget et des Participations
de la République Gabonaise

■

Achévé d'imprimer le 5 octobre 1996
sur les presses
de l'imprimerie Multipress-Gabon
à Libreville.
D.L.B.N. 1237/07/96 - T. 2.000